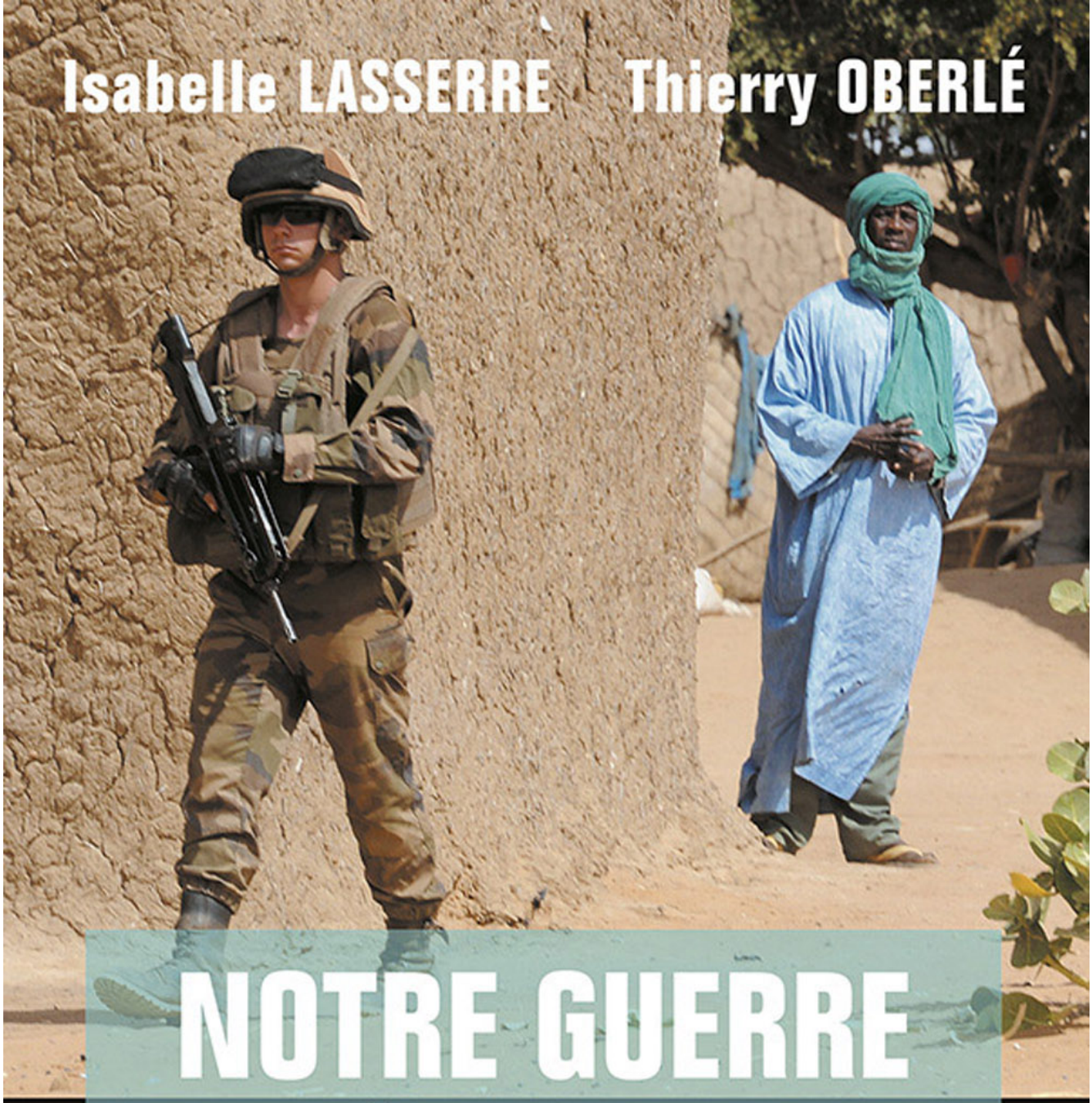
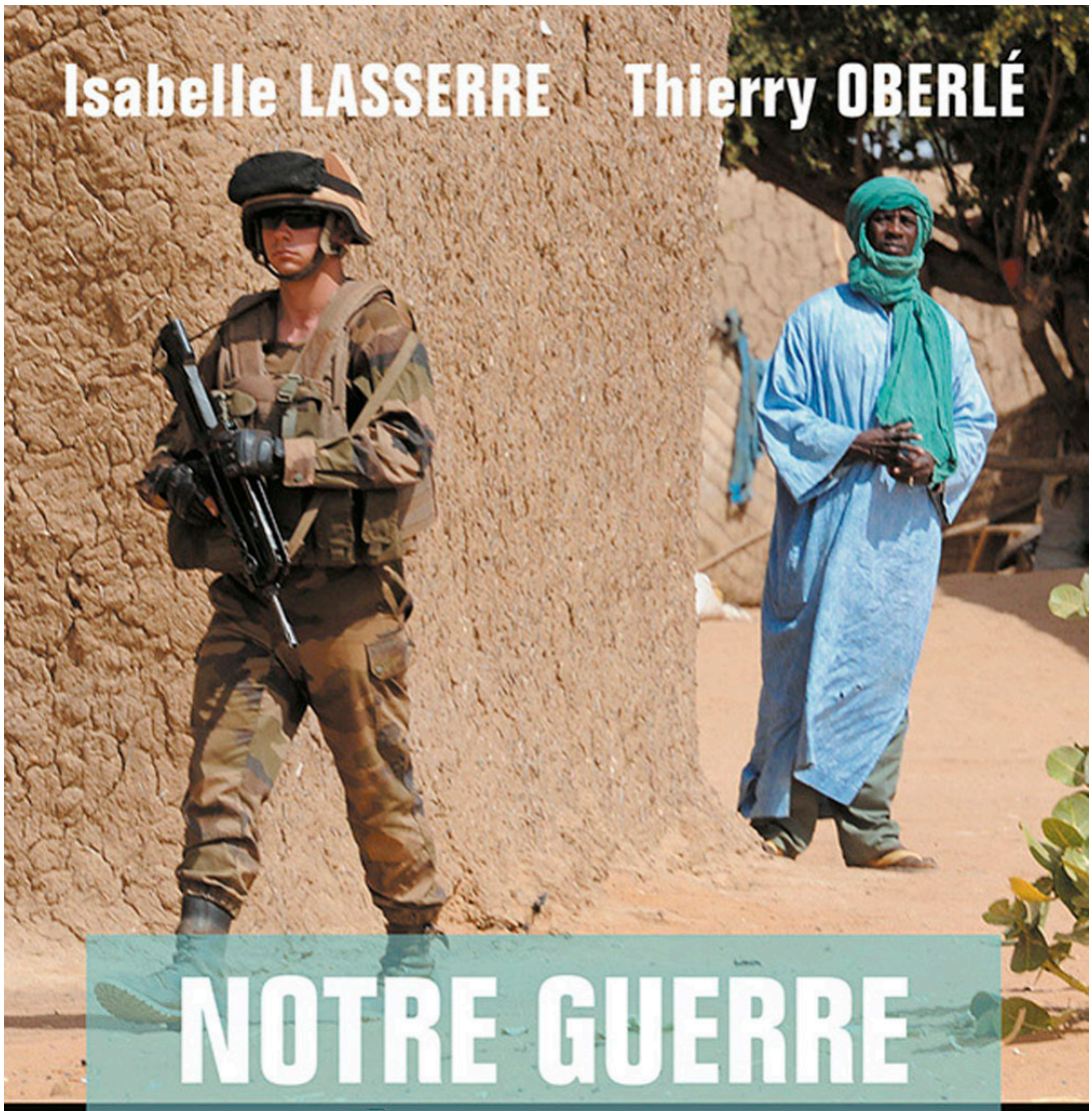
Isabelle LASSERRE Thierry OBERLÉ



NOTRE GUERRE SECRÈTE AU MALI

LES NOUVELLES MENACES CONTRE LA FRANCE

fayard



Isabelle LASSERRE Thierry OBERLÉ

NOTRE GUERRE SECRÈTE AU MALI

LES NOUVELLES MENACES CONTRE LA FRANCE

fayard

Isabelle Lasserre
Thierry Oberlé

Notre guerre secrète au Mali

Les nouvelles menaces contre la France

Fayard

Couverture

Photographie :
Un soldat français en patrouille après un attentat-suicide
survenu le 10 février 2013 au Nord de Gao,
sur la route de Bourem (Mali) © AFP / Pascal Guyot.

Conception graphique :
Un chat au plafond.

© Librairie Arthème Fayard, 2013.
ISBN : 978-2-213-67964-8

DES MÊMES AUTEURS

Isabelle Lasserre, *L'Impuissance française (1989-2007) : une diplomatie qui a fait son temps*, Flammarion, 2007.

Thierry Oberlé, *L'Opus Dei*, Lattès, coll. « Le Monde en marche », 1993.

TABLE DES MATIÈRES

Couverture

Page de titre

Page de Copyright

DES MÊMES AUTEURS

Chapitre 1 – L'entrée en guerre

Chapitre 2 – Les raisons de l'intervention

Chapitre 3 – La guerre

Chapitre 4 – Au début était le FIS

Chapitre 5 – Le temps des otages, l'âge d'or des rapts

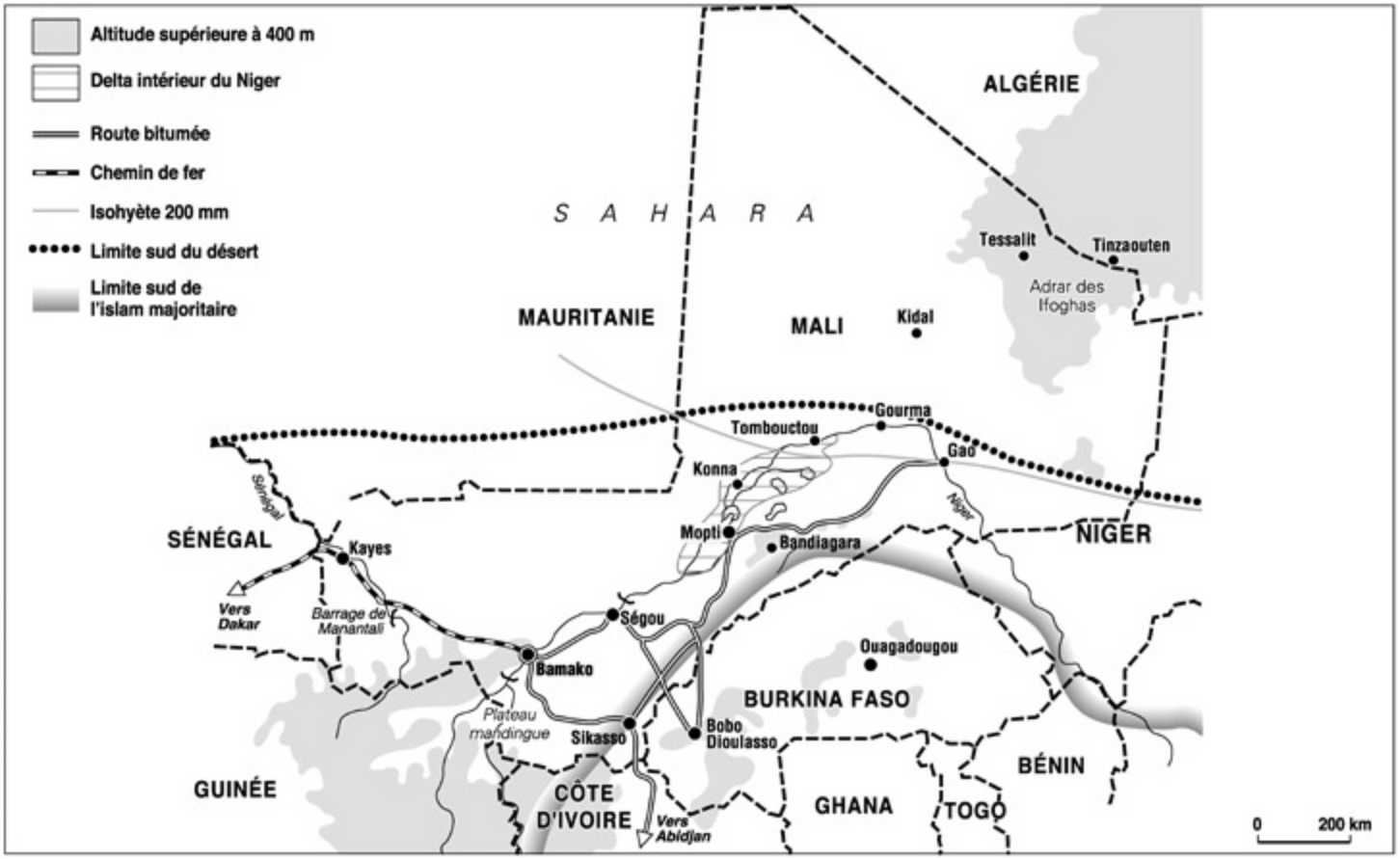
Chapitre 6 – Le Mali, un État en crise

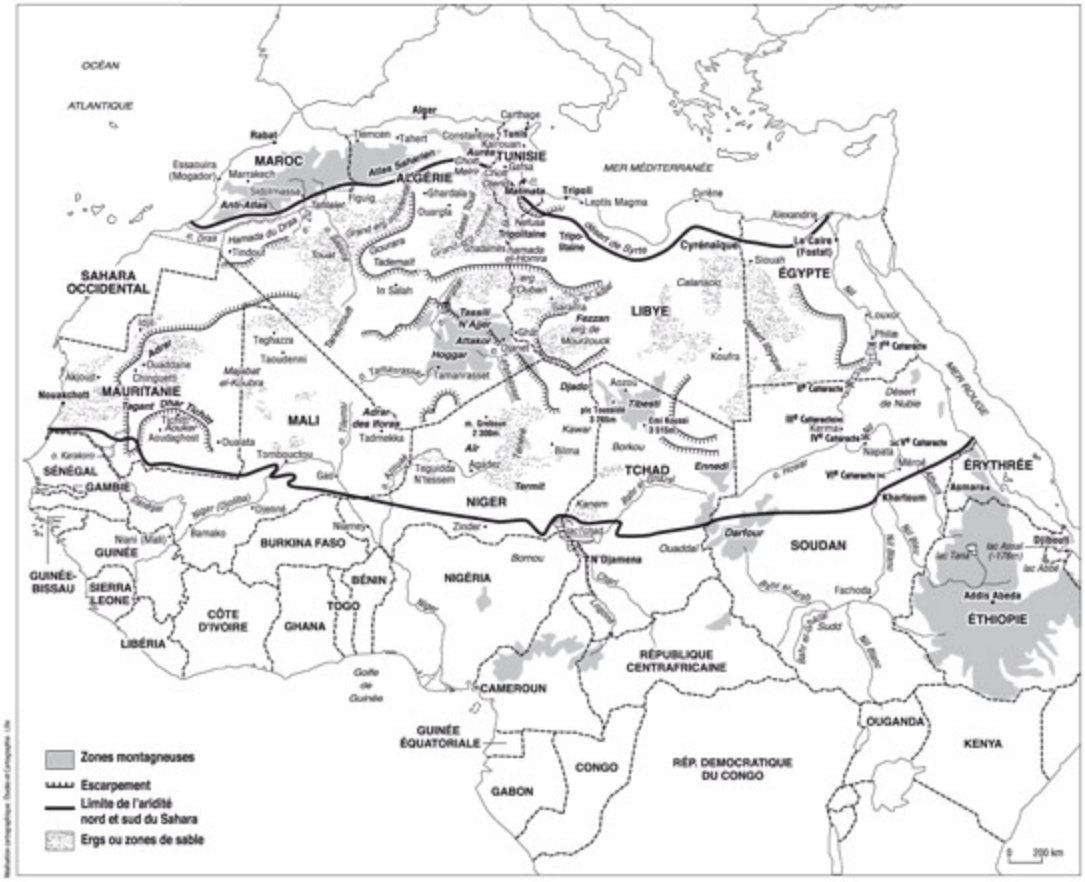
Chapitre 7 – Les dessous de la guerre

Chapitre 8 – Une région musulmane en fusion

Chapitre 9 – Les conséquences

Conclusion


Altitude supérieure à 400 m
Delta intérieur du Niger
Route bitumée
Chemin de fer
Isohyète 200 mm
Limite sud du désert
Limite sud de l'islam majoritaire
ALGÉRIE
S A H A R A
Tessalit
Tinzaouten
Adrar des Ifoghas
MAURITANIE
MALI
Kidal
Gourma
Tombouctou
Gao
Konna
Niger
Mopti
Bandiagara
NIGER
Sénégal
SÉNÉGAL
Kayes
Vers Dakar
Barrage de Manantali
Ségou
Bamako
Ouagadougou
BURKINA FASO
Plateau mandingue
Sikasso
Bobo Dioulasso
BÉNIN
GUINÉE
CÔTE D'IVOIRE
Vers Abidjan
GHANA
TOGO
0
200 km
Réalisation cartographique : Études et Cartographie - Lille


OCÉAN ATLANTIQUE
MER MÉDITERRANÉE
MER ROUGE
MAROC
ALGÉRIE
TUNISIE
LIBYE
ÉGYPTE
SAHARA OCCIDENTAL
MAURITANIE
MALI
NIGER
TCHAD
SOUDAN
ÉRYTHRÉE
ÉTHIOPIE
SÉNÉGAL
GAMBIE
GUINÉE
GUINÉE-BISSAU
SIERRA LEONE
LIBÉRIA
CÔTE D'IVOIRE
GHANA
TOGO
BÉNIN
BURKINA FASO
NIGÉRIA
CAMEROUN
GUINÉE ÉQUATORIALE
GABON
CONGO
RÉP. DÉMOCRATIQUE DU CONGO
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
OUGANDA
KENYA
Zones montagneuses
Escarpement
Limite de l'aridité nord et sud du Sahara
Ergs ou zones de sable
0 200 km

Avant-propos

Nous avons vu venir cette guerre de loin. Depuis le mois de septembre 2012, nous étions persuadés que la France interviendrait militairement au Mali au tout début de l'année suivante. Probablement seule. Il ne pouvait en être autrement. Les militaires, qui préparaient depuis longtemps des scénarios, étaient dans les *starting blocks*. Sur le terrain, la menace que faisaient peser les groupes jihadistes sur la France devenait insupportable pour les responsables politiques. Depuis des mois, le ministère de la Défense mobilisait tambour battant en France et à l'étranger autour de son projet guerrier.

À partir de l'été 2012, sentant frémir la cocotte-minute sahélienne, nous avons écrit des articles allant dans ce sens dans les pages internationales du *Figaro*. Malgré le scepticisme que provoquait parfois cette intuition. La menace semblait bien lointaine. Quant au Mali, comme la plupart des pays africains, il ne passionnait pas grand monde. Puis est venu le temps, à l'automne 2012, des dénégations de responsables politiques. Ces derniers s'empressaient de donner toutes les assurances officielles : les Français attendraient la montée en puissance des armées africaines pour intervenir, dussent-ils pour cela patienter une année supplémentaire. Au fil de nos enquêtes et entretiens avec ceux qui allaient devenir les acteurs majeurs de cette histoire, nous n'avons jamais changé de cap. Le 11 janvier 2013, avec le début de l'opération Serval, notre pressentiment a été confirmé. Avec ces premiers jours de guerre est née l'envie d'écrire ce livre. Nous pouvions retourner voir tous ceux qui avaient entouré les préparatifs de secret.

Les investigations que nous avons menées dans les milieux militaire et politique sont venues conforter notre perception au-delà même de ce que nous imaginions : cette intervention avait été pensée de longue date. Rendue indispensable par la détérioration de la situation, elle ne suffira cependant pas à régler la question malienne. C'est une autre certitude :

les militaires français resteront sans doute longtemps dans les sables du Sahara pour empêcher la reconstitution des groupes terroristes.

Le conflit révèle les enjeux et les bouleversements géopolitiques qui ont cours au Sahel. Dès 2007, nous étions à Kidal, la capitale des Touaregs, où nous avons vu monter une crise née de la conjugaison de la révolte des Hommes bleus et de la percée d'al-Qaida. Voilà quelques années que nous enquêtons sur le trafic de cocaïne en provenance d'Amérique du Sud, puis, plus récemment, sur le commerce des armes puisées dans les arsenaux de Kadhafi durant la guerre en Libye. La convergence de ces activités criminelles a déstabilisé des pays pauvres, comme le Mali. Du Sahara ont surgi des seigneurs locaux qui défont le pouvoir central. Nous avions aussi constaté qu'Areva, le géant nucléaire français, ne parvenait pas à sécuriser à Arlit, au proche Niger, ses sites ni ses employés, dont plusieurs sont devenus des otages d'al-Qaida. Nous avons vu le Mali s'enfoncer dans l'impasse, dans une indifférence quasi générale.

Cet ouvrage, rédigé dans l'urgence, est le fruit d'un long et patient travail. Il veut expliquer les raisons de cette guerre et surtout ses conséquences. La progression du salafisme en Afrique de l'Ouest est un réel danger pour des États fragiles. Cette nouvelle instabilité de toute une région a des répercussions en France. En affrontant les jihadistes, Paris transforme déjà son rapport avec d'autres conflits, notamment en Syrie. Aujourd'hui, l'histoire passe par l'Afrique, et pas seulement par le Moyen-Orient, ce que nous voulons trop souvent ignorer.

Chapitre 1

L’entrée en guerre

« Je viens sans doute de vivre le jour le plus important de ma vie politique. » Aux Maliens qui l’acclament et le remercient à Bamako, début février 2013, trois semaines après le déclenchement de la guerre contre les jihadistes, François Hollande, exalté par sa première vraie crise internationale, fait une promesse : « La France restera avec vous le temps qu’il faudra. »

Quel changement, en quelques mois seulement ! Le chef de l’État avait fait du retrait en Afghanistan un marqueur de sa campagne électorale au début de l’année 2012. Le président « normal », davantage concerné par l’Hexagone que par les problèmes du monde, avait assuré que, désormais, la France ne mènerait plus de guerre seule. Que sa participation à d’éventuels conflits à l’extérieur de ses frontières se ferait uniquement au sein de coalitions. Et qu’il n’était plus envisageable d’envoyer des troupes au sol dans les conflits.

François Hollande se mue en chef de guerre

François Hollande ne connaît guère le continent africain. Mais, comme Nicolas Sarkozy avant lui, il a promis dans son discours de Dakar, le 15 octobre 2012, la fin de la « Françafrique », la mise à mort définitive de ces relations incestueuses, intimes et parfois malsaines, entretenues depuis les années 1960 entre la France et ses anciennes colonies. À l’avenir, déclarait le candidat socialiste, les forces africaines devraient gérer elles-mêmes les crises africaines.

Moins de huit mois plus tard, le 11 janvier 2013, Paris déclenche une offensive d’envergure au Mali, au cœur de l’Afrique occidentale, pour

frapper les groupes jihadistes armés qui sèment la terreur dans le nord du pays et font peser des menaces sécuritaires sur la France et sur l'Europe. Contrairement à ce qu'avait affirmé François Hollande, les troupes françaises partent seules en guerre, et le fragile habillage européen promis depuis plusieurs mois par le ministère de la Défense ne fait pas illusion longtemps. À l'arrière, les armées africaines et malienne s'ensablent dans le désert, se montrant incapables d'épauler efficacement les forces françaises. L'Europe, elle, ne semble guère concernée.

Non seulement les militaires français partent seuls à l'assaut, mais des forces terrestres – un contingent de 4 000 hommes, comme au plus fort de la guerre en Afghanistan – sont projetées illico presto sur le terrain. Pour la première fois depuis longtemps, les armées bleu, blanc, rouge ne sont pas une force d'appoint. Elles ne dépendent pas de l'autorité américaine, sous couvert de l'OTAN ou d'une coalition internationale, comme ce fut le cas dans les Balkans ou en Afghanistan. Elles disposent d'une résolution en bonne et due forme, votée par le Conseil de sécurité de l'ONU depuis moins de trois semaines. Pour la première fois depuis longtemps, Paris assume pleinement cette entrée en guerre, y compris sa composante terrestre. En promettant de traquer jusqu'au bout les groupes terroristes qui ont fait du Nord-Mali leur sanctuaire, en affirmant leur volonté de les « détruire » et de les « annihiler », les responsables politiques français reprennent les accents bushiens et néo-conservateurs de l'après-11-Septembre 2001. En quelques jours, le président français, celui qui avait fait du retrait d'Afghanistan un engagement majeur, celui auquel on reprochait de ne pas savoir trancher, l'homme du consensus et du compromis, s'est transformé en chef de guerre, en homme d'action déterminé.

Que s'est-il passé ? Avait-il besoin, comme certains le pensent, de cette atmosphère martiale et grave pour trouver sa véritable assise et revêtir enfin l'habit présidentiel, comme si le suffrage universel n'avait pas suffi à lui donner sa légitimité ? Devait-il, pour devenir pleinement chef d'État, réussir à exister sur la scène internationale en s'emparant de la première crise inscrite sur l'agenda ? Lui fallait-il à tout prix effacer la comparaison humiliante du chef d'État un peu mou, élu par défaut, avec son prédécesseur hyperactif, Nicolas Sarkozy, qui eut l'instinct, le réflexe

et le courage de déclencher « sa » guerre en Libye ? Fallait-il enfin, comme le suggèrent certains opposants, détourner l'attention des difficultés intérieures, qu'il s'agisse de la polarisation autour du projet de loi sur le mariage pour tous ou de la rigueur budgétaire ?

On ne choisit pas ses guerres, rappellent à l'envi les militaires. Et surtout pas la France, qui, en tant que membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, dotée de l'arme nucléaire, porte des responsabilités particulières dans le monde. La guerre du Mali s'est imposée à François Hollande au tout début de son installation à l'Élysée. La situation au Sahel n'a cessé de s'aggraver depuis que les jihadistes occupent le nord du pays, après le coup d'État qui a chassé ATT, le président Amadou Toumani Touré, de Bamako, le 22 mars 2012. Le pays est désormais coupé en deux, avec une ligne de démarcation qui passe au nord de Mopti, la grande ville du centre du Mali, à la confluence du Bani et du fleuve Niger, toujours contrôlée par le pouvoir central. Prises d'otages, menaces contre les intérêts français : la réalité a fait voler en éclats l'ambition, un peu naïve ou carrément irresponsable pour une nation de ce rang, de ne plus intervenir en dehors de ses frontières.

Considérée comme une guerre juste et légitime, une « guerre de nécessité » menée contre al-Qaida et sa nébuleuse, et non pas une « guerre de choix » comme le fut, selon Barack Obama, l'intervention américaine en Irak, son déclenchement a néanmoins requis un grand courage de la part du président. « Finalement, il aura été plus facile d'envoyer 4 000 hommes au Mali que de ficeler correctement le texte sur le mariage pour tous ! Et grâce à notre Constitution, il est sans doute plus aisé d'entreprendre de grandes choses en faisant cavalier seul que d'en réaliser de plus petites avec la majorité », commente un familier de l'Élysée.

Mais, en envoyant les troupes françaises dans les sables du Sahel, François Hollande a endossé une immense responsabilité. En Afghanistan, ce sont les Américains, ceux qui ont défini la stratégie face aux talibans depuis septembre 2001, qui ont perdu la guerre. Déployées à Kaboul, en Kapisa et en Surobi, les troupes françaises ont remporté des victoires au niveau tactique. N'ayant pas participé aux décisions stratégiques, elles ne peuvent pas être tenues pour responsables de

l'échec. Au Mali, c'est le contraire. Responsable du déclenchement de la guerre et de la stratégie, la France devra assumer jusqu'au bout les conséquences de son intervention. Quelles qu'elles soient.

Les origines de « Serval »

L'opération, baptisée « Serval » semble avoir pris tout le monde de court. Elle paraît aussi, à première vue, avoir été décidée dans l'urgence. Entre la décision d'intervenir prise par le président en conseil restreint le 11 janvier 2013 à 12 h 30, et les premières frappes qui sont lancées dans la soirée, il ne s'écoule que quelques heures. Auparavant, les barrages de l'armée malienne ont été réduits en miettes par la poussée des jihadistes à Konna, sur la ligne de démarcation qui sépare le Nord du Sud. Et le 10 janvier au soir, le chef de l'État malien a demandé officiellement l'aide de la France pour repousser les islamistes qui menacent la capitale Bamako, mettant ainsi directement en danger l'existence même du Mali. Si le président Dioncounda Traoré venait à tomber, réalisent très vite les responsables français, il emporterait avec lui la résolution 2085 du Conseil de sécurité de l'ONU du 20 décembre 2012 qui autorise une intervention au Mali. Le plan sur lequel travaille depuis plusieurs mois le ministère français de la Défense – intervenir sous couverture européenne avec les forces africaines – partirait en fumée. Le Mali ne manquerait pas de basculer, il deviendrait un État terroriste au cœur de l'Afrique de l'Ouest, aux portes du Maghreb et de l'Europe.

Face à cette « agression caractérisée » des groupes jihadistes se dirigeant vers les villes sudistes, l'option offensive l'emporte presque naturellement à l'Élysée. L'opération sera menée par les hommes du Commandement des opérations spéciales (COS), des combattants formés pour les missions les plus sensibles et les plus difficiles : ils sont l'élite des armées françaises.

Si l'opération Serval a bien été lancée en un clin d'œil, pour répondre à une crise subite, le principe de l'intervention fut en revanche décidé longtemps auparavant. Le 19 mars 2011, la guerre en Libye fut déclenchée sur un coup de tête par Nicolas Sarkozy, pour sauver les populations civiles de Benghazi menacées par les combattants de

Kadhafi, chargés de réprimer le soulèvement qui s'étendait aux villes côtières depuis le mois de février. Dans son esprit, il s'agissait aussi de racheter l'aveuglement français vis-à-vis des précédents printemps arabes, notamment celui qui, en Tunisie, a emporté Ben Ali le 14 janvier 2011.

Nulle précipitation, nulle improvisation au Mali, bien au contraire. Ce pays voisin de la Libye est dans le viseur des militaires depuis de longues années. Renseignements humains, satellites, avions de patrouille maritime, moyens d'interception des communications : toute la palette du renseignement français, notamment de la Direction générale des services extérieurs (DGSE) et de la Direction des renseignements militaires (DRM), ainsi que des forces spéciales, est déployée dans la région depuis que des otages français sont retenus par des groupes terroristes dans le Sahara, à partir de 2008. En matière de renseignement, le Sahel est devenu la priorité. À tel point que les agents de la DGSE affectés à la zone Afpak (Afghanistan-Pakistan) ont eu parfois l'impression que leur zone, où pourtant l'engagement militaire français se poursuivait, était devenue « la cinquième roue du carrosse ».

Lancé en 2009, à l'initiative de Nicolas Sarkozy, le « plan Sahel » visait, par une stratégie indirecte, à former les pays de la région – Mauritanie, Niger, Mali – à la lutte antiterroriste en entraînant leurs forces spéciales. Le programme a bien fonctionné en Mauritanie, parce que le pays était victime du terrorisme, mais il eut le succès que l'on sait au Mali… C'est-à-dire aucun.

Le sujet était déjà si brûlant en 2011 que le président avait lui-même failli s'y investir directement. Lorsqu'il comprend que la « stratégie indirecte » ne fonctionne pas au Mali, Nicolas Sarkozy opère alors ce qu'un observateur nomme une « bascule psychologique ». Il « sent » qu'il faut passer à la vitesse supérieure, mais ne franchit pas le cap. À plusieurs reprises, confie un proche du dossier, Nicolas Sarkozy a freiné les ardeurs de son chef d'état-major particulier, le général Benoît Puga, qui lui suggérait d'intervenir militairement au Mali. La première fois, les armées françaises étaient déjà engagées en Libye et le chef de l'État ne voulait pas ouvrir deux fronts en même temps dans le Sahel. La seconde opportunité a été jugée trop proche de l'élection présidentielle. C'était en

mars 2012 et les services de renseignements extérieurs venaient de localiser les principaux chefs militaires d'AQMI (al-Qaida au Maghreb islamique), qui s'étaient réunis dans une maison, à Tombouctou. La DGSE et le COS avaient suggéré de les frapper durement. Le président français, dont la cote était en berne dans les sondages, n'a pas voulu donner son aval à une intervention qui aurait mis en danger la vie des otages.

« Nous avons eu régulièrement l'occasion d'intervenir contre les jihadistes du Sahel au cours du quinquennat précédent, confirme un officier général, qui a vécu de l'intérieur toute cette période. Pendant l'opération de tentative de libération des deux otages français au Niger, le 8 janvier 2011, au moment de l'affaire Merah en mars 2012 et lorsque nous avons repéré des rassemblements suspects de jihadistes. Mais, à chaque fois, on a buté sur la question des otages, qui risquaient d'y passer. Et sur le fait qu'il aurait fallu envoyer des troupes au sol. »

Les militaires planifient en effet des scénarios d'intervention dans le Sahel, notamment au Mali, depuis que la France a été désignée ennemi principal d'AQMI en 2005 et que les rapts des ressortissants français ont été revendiqués par des groupes qui lui sont affiliés. Pas seulement le général Benoît Puga, chef d'état-major particulier de Nicolas Sarkozy puis de François Hollande, mais aussi les responsables des opérations.

Dans le bunker qui héberge le Centre de planification et de conduite des opérations (CPCO), au 231, boulevard Saint-Germain, il règne toujours une troublante effervescence. Les responsables militaires ont pour mission de préparer des scénarios d'intervention pour toutes les crises dans lesquelles la France est susceptible d'être mêlée, l'objectif étant de pouvoir répondre sur-le-champ à tout engagement ordonné par le chef de l'État. À ce titre, des plans sont aujourd'hui élaborés pour la Syrie, par exemple. Il en fut de même pour l'Irak en 2003, avant la guerre déclarée par les États-Unis et le Royaume-Uni, à laquelle Paris décida finalement de ne pas participer…

Mais le Sahel, en raison de sa proximité géographique avec le Maghreb et l'espace méditerranéen, et de la menace qui pèse sur la France, fait l'objet d'une attention toute particulière. Il apparaît très vite aux militaires que la Force de réaction rapide, composée de forces

spéciales, qui a élu domicile dans la région pour répondre à la question des otages, est insuffisante. « Sans passer à la vitesse supérieure, nous perdions du temps, de la vision et du contrôle », résume un officier. En mai 2012, les militaires du CPCO élaborent donc un scénario d'intervention limitée, qui vise à reprendre la ville de Gao pour envoyer « un signal » aux jihadistes. Ce plan est vite jugé trop étriqué.

L'opération Serval s'inspire en fait d'un autre scénario antérieur, imaginé boulevard Saint-Germain en 2009 : le plan « Requin ». C'est ce projet militaire qui a, dans ses grandes lignes, été appliqué au Mali. Quand il fut élaboré, son but était déjà de « casser » AQMI dans le massif montagneux au nord-est du pays, à cheval sur la frontière avec l'Algérie, l'Adrar des Ifoghas : « Sécuriser la boucle du fleuve Niger, pousser vers le nord, traquer les jihadistes dans leurs tanières… C'est exactement ce qui était prévu par Requin, et c'est ce que nous avons fait avec Serval », explique un responsable militaire.

Au final, rarement une opération militaire fut aussi bien préparée. Seul le déclenchement de Serval n'avait pas été anticipé par les officiers généraux. Officiellement en tout cas. Les planifications successives établies par les opérationnels visaient à reconquérir le Nord et non pas à agir au Sud pour bloquer une colonne de jihadistes en mouvement. « Début janvier [2013], nous étions concentrés sur la crise en Centrafrique, où la progression d'un groupe de rebelles menaçait de renverser le président Bozizé à Bangui[1]. Jamais nous n'aurions imaginé que les groupes jihadistes feraient mouvement vers le sud », raconte l'un d'eux. En revanche, contrairement aux responsables politiques, les militaires ont prévu le fait qu'ils devraient, le jour venu, agir seuls. « Par expérience, les militaires ne croient jamais à l'efficacité d'une opération des Nations unies ou de l'Union européenne. Au Mali, ils savaient qu'aucune force internationale ne pourrait se constituer suffisamment vite le jour où nous aurions l'ordre d'intervenir. Mais ils sont aussi conscients que les opérations doivent s'accompagner d'une légitimité internationale », explique un officier général. Les militaires français pointent depuis longtemps leurs jumelles en direction du Sahel, ils savent qu'ils ont une excellente expertise. « Ils ont toujours rêvé d'y aller seuls, pour être plus efficaces, poursuit un proche de l'ancienne équipe au

pouvoir. Sans s'encombrer d'alliés qui ne maîtrisent ni la langue française ni l'Afrique et dont les procédures nationales n'auraient fait que ralentir l'opération. Pour ce type d'intervention, les Français possèdent le meilleur savoir-faire. »

Comment le pouvoir s'empare de la guerre

Lorsque Jean-Yves Le Drian, nouveau ministre de la Défense, arrive à l'hôtel de Brienne le 17 mai 2012 à 9 heures du matin pour se faire résumer l'état du monde par les services de renseignements, il ignore beaucoup des enjeux et des menaces liés à la situation internationale. Certes, au cours du débat télévisé qui l'a opposé à Nicolas Sarkozy avant l'élection présidentielle, François Hollande a évoqué le risque que le Sahel devienne « un foyer de terrorisme ». Mais, sur la scène internationale, le ministre a une priorité : il veut surtout, rappelons-le, accélérer le désengagement d'Afghanistan, comme l'a promis le chef de l'État pendant sa campagne électorale.

À l'issue de l'exposé que lui font les patrons du renseignement, le nouveau locataire de la rue Saint-Dominique apprend que plusieurs tentatives d'infiltration venant du Sahel ont eu lieu sur le territoire français depuis 2009. Tout de suite, cette menace lui apparaît comme très importante, pour la France, bien davantage que celle qui vient d'Iran ou d'Afghanistan. Elle est aussi plus directe. En fait, une phrase fait tilt. Elle est prononcée par un haut responsable militaire : « Si nous ne nous battons pas aujourd'hui au Sahel, nous devrons nous battre demain à Marseille. » À eux seuls, ces mots, analyse un des responsables présents à la réunion, font basculer le nouveau ministre dans la guerre.

Jean-Yves Le Drian se fait présenter les différents scénarios d'intervention militaire en cas de besoin. « Ce jour-là, nous avons compris que le Mali serait un lieu-clé de notre histoire à Brienne », commente un haut responsable du ministère de la Défense. À l'Élysée, François Hollande a la même intuition : il demande à son ministre de placer le dossier Mali « au sommet de la pile ».

Le 19 mai 2012, à Chicago, lorsque Jean-Yves Le Drian rencontre le chef du Pentagone Leon Panetta en marge du sommet de l'OTAN, il lui parle de l'Afghanistan bien sûr, mais aussi du Mali. Le 29 mai, il adresse une note au président de la République en prévision d'un conseil restreint consacré au Sahel qui doit avoir lieu deux jours plus tard. Le document prend acte que la stratégie « globale et indirecte » appliquée au Sahel par la précédente équipe gouvernementale « n'a pas atteint ses objectifs » et que le nord du Mali est devenu « un sanctuaire pour al-Qaida ». En raison des enjeux sécuritaires, des intérêts stratégiques et de la présence des otages, « le *statu quo* ne saurait plus être une option », précise la note. Douze jours seulement après l'élection, la stratégie française appliquée au Sahara est donc « revisitée ». Le ministre de la Défense fait trois propositions au chef de l'État : organiser une montée en puissance des forces armées maliennes (FAM) tout en mobilisant la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) ; déployer une mission de l'Union européenne pour former les FAM ; enrayer la progression et la sanctuarisation d'AQMI. Le 31 mai, la stratégie de la Rue Saint-Dominique est approuvée par le conseil restreint à l'Élysée. En août, Paris juge l'opération militaire au Mali « souhaitable et inéluctable ». Le principe de l'intervention est acquis.

À partir de ce moment, les responsables politiques se démènent pour convaincre leurs partenaires étrangers. Jean-Yves Le Drian entreprend pendant l'été une tournée européenne au cours de laquelle il impose le sujet malien à toutes les tables. Le 26 septembre, au cours d'une réunion informelle des ministres de la Défense de l'UE à Chypre, il exhorte Catherine Ashton, la chef de la diplomatie européenne, à formuler des propositions pour le Mali. Au même moment, François Hollande, à la tribune de l'ONU, tente de convaincre la communauté internationale de l'urgence qu'il y a à résoudre la question du Sahel.

L'attaque du consulat américain de Benghazi, en Libye, le 12 septembre 2012, dans laquelle l'ambassadeur américain Christopher Stevens est tué, joue un rôle d'accélérateur : « Les États-Unis étaient un peu réticents vis-à-vis de nos projets d'intervention au Sahel. Après Benghazi, ils nous ont demandé, à nous Français, de prendre la responsabilité de l'opération », explique une source dans l'entourage du

ministre de la Défense. Washington travaille en amont pour s'assurer le soutien, indispensable, de l'Algérie. « Mais, à cette époque, on n'envisageait pas encore de troupes au sol », poursuit la même source.

Cela ne tardera pas… La décision d'utiliser des chasseurs bombardiers et d'envoyer des hommes à terre est formalisée, par écrit, bien avant le début de la guerre. Précisément le 31 octobre, au cours d'une réunion restreinte consacrée à la « stratégie militaire pour la crise malienne » à l'hôtel de Brienne. La solution envisagée jusqu'ici « risque de ne pas suffire », peut-on lire dans un document classé « confidentiel défense ». La note préconise « un appui plus direct vis-à-vis des FAM et de la Cédéao », un engagement militaire « plus visible », un « déploiement de forces terrestres » et même « un soutien direct à la reconquête avec appui aérien ». Deux mois et demi avant l'intervention, l'opération Serval est donc arrêtée dans ses grandes lignes au ministère de la Défense. À l'époque, confirme un proche de Jean-Yves Le Drian, « les dossiers de cibles sont déjà en partie constitués ». En effet, depuis le mois de septembre, satellites espions et forces spéciales françaises repèrent les centres de commandement, les dépôts de carburant et de munitions dans le Nord-Mali. L'état-major peaufine ses plans opérationnels et planche sur une intervention aérienne. Toute la puissance de renseignement française – satellites, avions espions, surveillance électronique, espions – est concentrée sur le Sahel.

Ces préparatifs ne sont pas rendus publics afin de ne pas mettre en danger la vie des otages. À plusieurs reprises, la planification est même niée dans les médias par des responsables politiques et militaires. L'appui européen et africain continue pendant ce temps à être brandi par Paris comme condition d'une éventuelle intervention. La France, qui ne veut plus passer pour le gendarme de l'Afrique, se présente au Mali dans un cadre multinational. Même si, dans les cabinets et les quartiers généraux, on se doute qu'il n'en sera rien.

En fait, et jusqu'à la date de l'intervention, deux visions divergentes cohabitent, pas toujours dans la bonne humeur, dans les hautes sphères en charge du dossier malien. L'une – selon les uns idéaliste, selon les autres moderniste – croit dur comme fer à la montée en puissance des armées africaines et à la participation de l'Union européenne à l'opération ; elle

est communément répandue parmi les diplomates du Quai d'Orsay. L'autre, dite passéiste ou réaliste, c'est selon, ne croit pas à l'engagement rapide des Africains et des Européens auprès des Français. Cette seconde perception est celle des militaires, rejoints en cours de route par le cabinet du ministère de la Défense, qui comprend très vite que la solution numéro un, pour séduisante qu'elle soit diplomatiquement, n'a pas grand avenir. « La menace était devenue telle qu'on ne pouvait pas ne pas la traiter. Mais la probabilité de sortie de route du premier scénario était si forte qu'il a rapidement fallu basculer sur le plan B », résume un officier général.

Il apparaît donc clairement dès l'automne 2012 que l'Europe n'est pas à la hauteur des attentes du ministre français de la Défense. Et que les armées africaines ne pourront pas être prêtes assez rapidement pour intervenir, comme l'espérait encore la Rue Saint-Dominique au début de l'année 2013. Il faut se rendre à l'évidence : les forces maliennes n'ont d'armée que le nom. Fallait-il, dans ces conditions, patienter un an de plus, le temps de construire ce cadre international jugé indispensable à toute intervention armée ? « Nous pensions bien que les groupes armés n'allaient pas attendre tranquillement notre arrivée et qu'ils allaient attaquer avant notre déploiement et celui de la Misma », la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine, lancée en décembre 2012 par la résolution 2085, confie une source dans l'entourage de Jean-Yves Le Drian.

Depuis le 26 juin 2012, dans le secret des quartiers généraux, une liste de prétextes qui justifieraient une rapide intervention française a été établie. Parmi eux, l'exécution d'un otage ou un mouvement menaçant des jihadistes. « Tous les scénarios du pire avaient été envisagés par l'Élysée », explique un familier des lieux.

Les groupes terroristes fourniront ce prétexte bientôt. Début janvier 2013, des notes des services de renseignements (DRM et DGSE) font état d'activités « bizarres » au sein des groupes jihadistes. Des avions espions Atlantic 2 et des forces spéciales sont envoyés au Mali pour suivre attentivement leurs mouvements. Les différents groupes se mettent brusquement à communiquer entre eux et à se coordonner. C'est inhabituel. Quarante à cinquante véhicules commencent à se déplacer en

direction de Mopti, près de la ligne de démarcation ; 1 200 hommes d'Ansar Dine[2] font route à leur tour et menacent de lancer une offensive à Konna contre les forces maliennes, qui prétendent disposer de 3 000 hommes sur l'ensemble de la ligne de front, mais n'en compteraient en fait que 1 800. Il faut décider vite. « Pendant deux jours, du 8 au 10 janvier, on a tenté d'interpréter les intentions des groupes armés », explique-t-on dans l'entourage de Jean-Yves Le Drian. S'agit-il uniquement de gesticulations ? Les jihadistes ont-ils l'intention de défaire l'armée malienne à Konna, de compromettre la mise en place de la mission européenne en ouvrant la route du Sud, de dissuader les pays les plus frileux de la rejoindre ? Veulent-ils s'emparer de Bamako ?

Une écoute interceptée par les services français donne un élément de réponse : « Vendredi, j'irai prier à Sévaré », affirme un jihadiste d'Ansar Dine, signifiant ainsi que son groupe, basé plus au nord, a bien l'intention de faire route vers le sud, vers Sévaré, bastion des militaires maliens près de la ligne de front. Le 10 janvier, les islamistes chassent effectivement l'armée malienne de Konna, au centre du pays, près de la ligne de démarcation qui sépare le Sud du Nord.

Cette « erreur stratégique » leur coûtera cher, puisqu'elle précipite l'intervention française. « Ce fut le pas de trop. Il fallait réagir », commente un responsable de la Défense. Comment les islamistes ont-ils pu commettre une telle erreur d'appréciation ? Les Français n'ayant pas répondu à l'appel du président centrafricain François Bozizé qui leur demandait, en décembre 2012, d'intervenir contre les rebelles qui menaçaient son pouvoir, ceux-ci semblent avoir parié sur le fait que leur provocation n'entraînerait pas non plus de réaction de Paris. C'était mal juger la détermination des responsables français.

Personne n'a jamais eu depuis la preuve que les groupes jihadistes entendaient s'emparer de la capitale malienne et s'installer sur les terres bambara, qui leur étaient hostiles. Certains observateurs estiment que leur but était peut-être de provoquer la chute du président par procuration, en utilisant les opposants au régime basés à Bamako. En tout état de cause, l'offensive des groupes islamistes mettait en péril toute la stratégie patiemment bâtie par Paris depuis dix-huit mois ; elle risquait d'empêcher le déploiement futur de la mission européenne et de la

Misma et menaçait de transformer un État entier en sanctuaire pour jihadistes. Enfin, elle pouvait décrédibiliser durablement la politique et l'action de la France en Afrique. En quelques mots, les chefs militaires résument l'alternative devant laquelle la France est placée : « Le temps long et l'action indirecte ou l'action concrète ».

Le 9 janvier 2013, une lettre du président malien Traoré, réécrite par l'Élysée à en croire *Le Nouvel Observateur* du 8 février 2013, demande une intervention aérienne de la France. Le 10, François Hollande décide de manière informelle de passer à l'action. Les commandos des forces spéciales, déjà présents dans la région, et leurs hélicoptères sont prêts à attaquer.

La France serait-elle intervenue au Mali si les groupes jihadistes n'avaient pas fait route vers le sud ? « Il aurait été difficile d'enquiller une manœuvre de ce type sans cette provocation », admet un officier français. Pourtant, dans cette affaire, on ne peut s'empêcher de penser que l'occasion a fait le larron. « Ce prétexte était parfait. Mais, des prétextes, il y en avait régulièrement. Il suffisait d'attendre pour s'emparer du meilleur… », reconnaît un officier général. On ne saurait mieux dire…

Une question suscite l'embarras de certains de nos interlocuteurs : la France, ou quelque puissance étrangère autre, a-t-elle provoqué la descente des jihadistes vers le sud, afin, justement, de créer ce prétexte nécessaire à l'action, avant que les conditions météo ne se détériorent – extrême chaleur et vents de sable à partir du mois d'avril – et n'obligent à reporter l'opération militaire ? Comment expliquer autrement l'énorme erreur stratégique commise par les groupes islamistes armés ? Les principaux chefs d'AQMI, qui se contentaient de gérer leur sanctuaire du Nord, ne voulaient pas franchir la ligne de démarcation. À qui profite le crime, si ce n'est à la France ? Peut-être à l'Algérie, qui s'opposait au déploiement d'armées africaines dans cette zone saharienne qu'elle considère comme son arrière-cour.

Le 16 janvier 2013, quelques jours seulement après le déclenchement de Serval, des jihadistes attaquent le site gazier d'In Amenas en Algérie. Rétrospectivement, des militaires considèrent l'impressionnant raid des islamistes, qui s'est soldé par un assaut de l'armée algérienne, comme la

« deuxième erreur stratégique » des groupes jihadistes qui a finalement servi la France : en quelques heures, l'attaque a consolidé le soutien politique à l'action militaire française et accéléré la mobilisation des Américains, des Européens et des Algériens en faveur de Serval.

1. Ce fut chose faite le 24 mars 2013, lorsque le groupe Sékéla s'empara du pouvoir à Bangui après la fuite du président Bozizé.

2. Mouvement islamiste touareg apparu en mars 2012.

Chapitre 2

Les raisons de l'intervention

En mars 2011, Nicolas Sarkozy donne l'ordre à l'aviation française de bombarder dans l'urgence une colonne de l'armée de Kadhafi qui s'apprête à écraser les insurgés de Benghazi. L'histoire de la Libye bascule. En janvier 2013, François Hollande se porte au secours du Mali pour arrêter l'avancée des groupes islamistes armés qui marchent sur Bamako. C'est le début de la reconquête du Nord et de la guerre contre le terrorisme. À deux années de distance, deux présidents français revêtent les habits de chef de guerre. Les postures sont différentes, mais les séquences sont liées. L'une ne se lit pas sans l'autre. « La guerre au Mali est une conséquence directe de l'intervention en Libye. En fait, ce qui s'y joue aujourd'hui n'est autre que la deuxième bataille de la guerre en Libye », affirme le général Vincent Desportes, ancien directeur de l'École de guerre. L'extension de l'occupation d'une partie du Sahel par des mouvements liés à al-Qaida est l'un des effets pervers de la victoire remportée en Libye.

Les causes régionales

« La Libye est le pays des Touaregs, leur base et leur soutien », avait déclaré Mouammar Kadhafi en 2005 devant des chefs touaregs qu'il avait invités à Oubari, dans le centre du pays. Le président libyen avait un rêve : « fédérer » cette population nomade, dont l'aire de peuplement se trouve à cheval entre le Mali, la Libye, l'Algérie, le Niger et le Burkina Faso, au sein d'un « Grand Sahara ». Aux premières heures de la guerre, au printemps 2011, des centaines, voire des milliers de Touaregs nigériens et maliens sont partis combattre aux côtés de Kadhafi. Après la

chute du régime libyen, ils sont rentrés chez eux. La Légion verte (étrangère) au sein de laquelle ils avaient été regroupés a été démantelée. Du jour au lendemain, ses combattants sont partis renforcer les effectifs des islamistes armés au Mali.

Pour AQMI, la « *Darbet sarcou* » (la frappe de Sarko), comme l'appellent encore aujourd'hui les Libyens, et l'instabilité qui l'a accompagnée ont été une formidable aubaine. Avec la chute de Kadhafi, l'État libyen s'est brusquement effondré, et à la suite de la disparition du raïs, les arsenaux libyens ont été pillés par les jihadistes. Le pays entier est devenu un arsenal à ciel ouvert, dans lequel les groupes islamistes ont allègrement puisé pour s'emparer des missiles sol-air portatifs Milan ou SAM 7, lance-roquettes RPG, mitrailleuses lourdes…

La guerre menée par les armées française et britannique en Libye, épaulées de l'arrière par les Américains, a parfois été considérée comme un modèle d'intervention pour l'avenir. Du moins par certains responsables politiques, qui y ont vu une forme d'intervention à moindres frais. Rapide, efficace, l'opération libyenne a aussi acquis la réputation d'une « guerre propre » : ni dommages collatéraux ni victimes parmi les militaires français, les bombardements étant effectués à distance, depuis le ciel, avec une très grande précision, par les chasseurs bombardiers.

Mais le « modèle » a très vite montré ses limites, notamment au Mali. En renonçant à envoyer des troupes au sol, les alliés ont pris le risque de ne pas aller au bout de la guerre. Kadhafi régnait en maître absolu sur son pays. Une fois tombé, l'autorité qu'il exerçait a volé en éclats. L'ordre politique a été brisé sans être remplacé : c'était pain bénit pour les jihadistes.

En septembre 2012, la mort de l'ambassadeur des États-Unis en Libye, Christopher Stevens, ainsi que celle de trois autres ressortissants américains, au cours de l'attaque du consulat de Benghazi, revendiquée par AQMI, a l'effet d'une douche froide. Certes, en Libye, la bataille tactique a bien été gagnée par les alliés, mais pour quel résultat stratégique ? Moins de deux ans après la fin du régime de Kadhafi, le pays n'est pas pacifié, et les assassinats politiques se multiplient. Nicolas Sarkozy avait justifié l'intervention armée par la nécessité de sauver les populations civiles de Benghazi ; profitant de la faiblesse du

gouvernement issu des premières élections[1], les milices y font aujourd'hui la loi et les Occidentaux ont pour la plupart été évacués de cette ville symbole. La Cyrénaïque connaît des poussées d'irrédentisme. C'est la principale leçon de la guerre en Libye : à elle seule, surtout sans hommes au sol, la projection de puissance permet difficilement de contrôler politiquement les effets produits et d'en limiter les effets pervers.

En Libye, les ravages de la prolifération ont été sous-estimés pendant et après la guerre. Comme a été négligé le verrouillage des frontières. Et ignoré le rôle néfaste joué par le richissime Qatar dans la région. Après avoir favorisé les islamistes au détriment des opposants modérés dans la distribution des armes avant la chute de Kadhafi, l'allié de Paris a continué à entretenir des relations troubles avec la mouvance islamiste dans le Sahel. Au printemps 2012, deux avions-cargos qataris chargés d'on ne sait trop quoi se seraient même posés dans le nord du Mali, en zone contrôlée par les salafistes armés.

L'un des enjeux de l'intervention au Mali est d'endiguer la déstabilisation potentielle de l'Afrique occidentale. Car, dans le Sahel, les groupes armés, comme les conflits, sont liés les uns aux autres. Attaque contre l'usine d'In Amenas en Algérie en janvier 2013, prise d'otages revendiquée par la secte nigériane Boko Haram au nord du Cameroun en février de la même année, montée de l'extrémisme au Niger, au Kenya, en Tanzanie : l'islamisme radical se développe partout dans la région. Appartenant à des groupes transnationaux, les jihadistes glissent d'un pays à l'autre sans connaître de frontières, pas même celles du continent. AQMI a été enfantée par un groupe algérien, le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) ; le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao) est dirigé par un Mauritanien. Le commando responsable de l'attaque d'In Amenas en Algérie comprenait des Maliens, des Tunisiens, des Nigérians… Quant à l'Algérien Mokhtar Belmokhtar, l'un des principaux chefs d'AQMI, il s'est entraîné dans les camps de Ben Laden en Afghanistan. Dessinées au moment de la décolonisation sans tenir compte des réalités culturelles, ethniques ou religieuses, les frontières n'ont pas de signification pour les partisans du

jihad international. La faiblesse des États africains rend la plupart du temps leur surveillance illusoire.

Des raisons sécuritaires

Depuis 2005, AQMI a fait de Paris sa cible principale. Pas seulement parce que la France est l'un des pays leaders de ce monde occidental composé de « mécréants » que les islamistes armés du Sahel et d'ailleurs se sont juré d'anéantir. Mais aussi parce qu'AQMI est l'émanation du GSPC, d'origine algérienne, qui avait fait du combat contre l'ancienne puissance coloniale une priorité. La multiplication des prises d'otages est allée de pair avec le changement de nom, et donc de stratégie, du principal groupe islamiste de la région. En se présentant comme les héritiers d'al-Qaida et de Ben Laden, les islamistes sahéliens ont choisi d'internationaliser leur lutte. « Pour se façonner une image de jihadistes internationaux, quoi de mieux que de présenter la France comme un ennemi de l'islam et de s'emparer d'otages français ? » commente un ancien diplomate en poste dans la région.

Depuis 2009, cinq attentats ont été déjoués en France, attribués à des mouvances diverses. Les juges antiterroristes ont été saisis d'une quinzaine de dossiers directement liés au Sahel. En 2010, Bernard Squarcini, alors patron de la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI), avertissait que tous les clignotants étaient au rouge et que la menace terroriste avait atteint un pic, le même qu'en 1995, au moment des grands attentats dans le métro parisien commis par le groupe islamiste algérien de Khaled Kelkal. Depuis 2011, les responsables d'AQMI menacent de poser des bombes en France et d'y commettre des attentats. Ils n'ont pas encore réussi, explique le juge antiterroriste Marc Trévidic, « faute d'organisation ». Mais ils rêvent sans doute de perpétrer un nouveau 11-Septembre sur le sol français cette fois.

Des jeunes des banlieues partent au Sahel pour y mener la « guerre sainte » contre les « mécréants ». Depuis que des groupes liés à AQMI ont pris le contrôle du Nord-Mali au printemps 2012, la zone est devenue un pôle d'attraction pour les candidats européens au jihad, notamment des Français convertis ou d'origine subsaharienne, qui se sont radicalisés

dans les cités au sein de groupes salafistes. Ils considèrent le nord du Mali comme un territoire « libéré », qu'il faut défendre par les armes quand il est attaqué. Sur la quinzaine de jihadistes français – un chiffre a minima – partis livrer la guerre sainte au Mali, deux ont été arrêtés : le premier, Ibrahim Aziz Ouattara, en novembre 2012 ; le second, Djamel, en mars 2013, dans le massif des Ifoghas.

Les militaires estiment que, sans intervention, la tumeur aurait continué à se développer dans la région. « Dans ce domaine, le temps jouait contre l'efficacité diplomatique et militaire », estime un officier général en charge du dossier. Il en veut pour preuve l'augmentation exponentielle des groupes dans les mois qui ont précédé l'opération Serval. De 40 hommes à l'automne 2012, le Mujao est passé à 400 ou 500 au moment de l'intervention. Soit une multiplication par dix en moins de six mois. Pareil pour AQMI, dont le nombre de combattants, estimé à 350 en 2011, a bondi jusqu'à 1 500 en janvier. « Un an plus tôt, le kyste aurait été enlevé plus facilement. Un an plus tard, nous n'aurions sans doute pas été capables d'opérer seuls », confie un responsable militaire.

Ateliers de fabrication de canons et de lance-roquettes, stocks de munitions issus des arsenaux libyens ou volés à l'armée malienne pendant la conquête du nord du pays, au début de l'année 2012, camps d'entraînement, manuels d'apprentissage du terrorisme… Les découvertes faites par l'armée française au fur et à mesure de son avancée vers le nord du Mali laissent peu de doute sur les intentions des jihadistes. Le chef d'état-major des armées françaises, l'amiral Édouard Guillaud, parle d'une « organisation industrielle du terrorisme », appuyée par un dispositif logistique « expansionniste ». Les militaires français ont été étonnés par la quantité d'armes, bien plus importante que ce qu'ils avaient imaginé découvrir lors du démantèlement des camps des groupes terroristes. Mais ils ont aussi été impressionnés par la maîtrise qu'avaient ces derniers des techniques et technologies modernes, qu'il s'agisse des grilles de codage permettant de masquer la voix dans les communications téléphoniques, des systèmes dissimulant la chaleur émise par des véhicules ou des modèles de communication par satellite, « aussi évolués que les nôtres », assure un responsable du renseignement.

Dans ce désert hostile et usant, où la vie paraît impossible à un citadin européen, les jihadistes avaient plié la nature à leurs besoins en enterrant dans le sable tout le nécessaire de guerre et les ressources indispensables à leur survie : armes, essence, riz, eau, moyens de communication… Ces « plots logistiques » enfouis sous terre, repérables par GPS, leur servaient de relais et leur permettaient de parcourir mille kilomètres dans le désert sans s'arrêter. « C'est incroyable ! Ces gens-là vivent comme au VII^e^ siècle en buvant de l'eau pourrie et en dormant sur le sable, mais ils maîtrisent parfaitement toutes les technologies du XXI^e^ siècle. C'est le résultat de dix ans de guerre », commente un responsable au sein de l'opération Serval.

Quant à la vie quotidienne, elle était réglée de manière millimétrique : les militaires français ont retrouvé des cahiers répertoriant le nombre de sacs de riz distribués à chaque famille des villages environnants ou l'évolution, jour par jour, du prix de vente de la kalachnikov sur les marchés locaux.

« Il était temps d'intervenir », ajoute le responsable militaire. La menace contre la France n'était pas seulement de plus en plus forte, elle était aussi de plus en plus difficile à prévenir. Elle s'étendait. L'occupation du Nord-Mali par les islamistes a en effet favorisé l'émergence d'un « jihad noir ». Si l'on met à part le cas somalien, le jihad était jusque-là resté une affaire de « Blancs », de militants arabes du Moyen-Orient et du Maghreb. Le Nord-Mali devenu terre de jihad, des Noirs rejoignent désormais la « guerre sainte » et le combat contre les « mécréants ». Ibrahim Ouattara, un Franco-Malien de vingt-cinq ans, né à Aubervilliers et arrêté à Sévaré en 2012, en est l'exemple le plus récent. Non seulement les apprentis jihadistes noirs ne font pas partie des anciennes filières connues des services de renseignements, mais le « black jihad » a une réelle capacité d'entraînement des populations musulmanes africaines de France : 100 000 Maliens vivent aujourd'hui sur le territoire national, majoritairement à Montreuil, dans la banlieue parisienne. La Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI) surveille, parmi eux, des salafistes souvent binationaux. Mais le jihad recrute aussi parmi les Sénégalais et les Nigériens.

Tout en s'étendant, la menace se diversifie. Les groupes islamistes armés font désormais appel à des individus très divers, recrutent dans tous les milieux sociaux, séduisent des femmes, et ils se développent de manière exponentielle sur Internet. L'idéologie salafiste attire des médecins, des ingénieurs, des « Français de souche »… « Nos schémas sont dépassés », prévient Marc Trévidic. En rétrécissant, les groupes deviennent plus difficilement repérables. Le phénomène du « loup solitaire », expression popularisée par les tueries perpétrées en mars 2012 à Toulouse et à Montauban par le Franco-Algérien Mohamed Merah, a pris le pas sur les grandes organisations structurées. Ou, plutôt, il tisse avec elles des liens plus discrets, souples et distendus. « Mohamed Merah serait presque passé inaperçu s'il avait échoué, comme beaucoup d'autres avant lui. Il n'était pas le premier à ne plus se sentir français. Il n'était pas le premier à considérer que l'important était d'être un "bon musulman", et que la patrie, la nationalité ne veulent rien dire », explique le juge Trévidic dans la presse. Depuis Mohamed Merah, les services de renseignements français et les responsables de l'antiterrorisme savent qu'ils ne sont plus infaillibles. « L'affaire Merah représente la parfaite alchimie entre le fonctionnement idéologique du terrorisme islamiste et le principe de réalité qui anime les jeunes délinquants récidivistes de nos banlieues françaises. Il connaissait tout de nous, et nous, rien de lui », commente le juge Trévidic dans son livre[2].

La menace d'AQMI au Sahel ne vise pas seulement la France. Depuis plusieurs années, les juges antiterroristes font le même cauchemar : un avion de ligne est abattu alors qu'il tente d'atterrir, au Kenya ou sur l'un des aéroports de la bande sahélienne. Le 28 novembre 2002, la catastrophe fut évitée de peu : un charter de la compagnie israélienne Arkia, qui venait de décoller de Mombassa, a réchappé par miracle, et seulement parce qu'il était équipé de détecteurs infrarouges, à deux missiles sol-air tirés par des combattants d'al-Qaida.

L'offensive des groupes armés islamistes en direction du sud début janvier 2013 était de nature à amplifier considérablement une menace terroriste déjà jugée intolérable par Paris. Si Bamako était tombé aux mains des jihadistes, l'Europe aurait assisté à la création d'un État terroriste au cœur de l'Afrique, capable de déstabiliser tout l'ouest du

continent et le Maghreb et de mener des opérations terroristes ailleurs dans le monde. En Libye, l'intervention militaire avait été justifiée par des motifs « humanitaires » : il fallait sauver Benghazi, et aussi faire tomber un régime politique exécrable. Au Mali, Paris a agi pour des raisons sécuritaires, afin d'empêcher la constitution d'un sanctuaire du terrorisme de type afghan dans le Sahel.

Des raisons économiques

La présence à Arlit, au Niger, du mastodonte français du nucléaire, Areva, a certainement pesé dans la décision de François Hollande. La défense du site d'extraction de l'uranium nécessaire à l'alimentation des centrales de l'Hexagone était devenue pour Paris une priorité depuis l'apparition en avril 2012 du « Malistan », à quelques centaines de kilomètres plus au nord. Les scénarios les plus sombres circulaient. Ils évoquaient une prise d'otages massive, comme celle qui a finalement eu lieu sur le complexe gazier algérien d'In Amenas en janvier 2013**.**

Ce sentiment d'insécurité permanente nuisait au développement du groupe et l'avait contraint à reporter d'importants projets. Initialement prévue en juin 2010, la mise en production de la mine géante d'Imouraren a ainsi été repoussée à 2014, puis à l'été 2015. La société y a déjà investi plus d'un milliard d'euros. Lorsque la plus grande mine d'Afrique de l'Ouest sera en pleine activité, elle aura un rendement de 5 000 tonnes d'uranium par an, ce qui permettra à l'industrie nucléaire française d'assurer 100 % de ses besoins en uranium et d'être le premier producteur mondial de cette substance.

1. Le 8 août 2012, au terme d'un long processus, qui a vu les premières élections se tenir en Libye le 7 juillet pour élire 200 représentants du peuple, le Conseil national de transition (CNT) a transmis le pouvoir à la nouvelle Assemblée, le Congrès général national, chargé d'élire un président et un Premier ministre (Moustapha Abou Chaghour est contesté moins d'un mois après son élection).

2. Marc Trévidic, *Terroristes. Les sept piliers de la déraison*, Lattès, 2013.

Chapitre 3

La guerre

Pour François Hollande, qui a fait du Mali « son » dossier de politique internationale, le dilemme était clair : intervenir ou perdre la face. Il fallait aussi agir vite pour empêcher la chute du président Dioncounda Traoré, dont le maintien à la tête de l'État malien défaillant garantissait la base légale de l'intervention, celle de la résolution 2085 de l'ONU. Rarement guerre aura semblé si juste, dans l'histoire récente, aux yeux du pouvoir et de l'opinion publique. L'esquiver, cela aurait signifié que la France renonçait à réaffirmer son statut d'acteur de premier rang luttant contre l'extrémisme et capable de représenter un allié fiable pour les États de la région.

Le déclenchement

Pourtant, le 12 janvier 2013 au matin, l'ambiance est particulièrement morose dans les états-majors français. À peine lancée, Serval a déjà fait un mort, le pilote d'hélicoptère Damien Boiteux, mais les Français ne le savent pas encore. Prévue depuis un mois, mais déclenchée dans la nuit du vendredi au samedi, alors que la guerre vient tout juste de démarrer au Mali, l'opération de libération de l'otage français de la DGSE Denis Allex, retenu par des islamistes somaliens depuis juillet 2009, a tourné au fiasco. Non seulement l'otage est mort, mais deux membres du commando ont aussi perdu la vie. À l'hôtel de Brienne, les mines sont défaites. « On s'est dit que ça commençait très mal. Que les Français allaient penser que François Hollande avait mis l'Afrique à feu et à sang », se souvient un proche de Jean-Yves Le Drian. « La route est

longue et nous sommes face à deux énormes échecs », commente à l'époque un responsable du ministère.

La guerre-éclair

La suite est nettement plus fluide. À l'état-major, quatre étapes sont gravées sur les agendas : libérer le Mali, localiser les otages et leurs ravisseurs, limiter dans la durée les capacités de nuisance des groupes et transférer la responsabilité de la zone aux forces des Nations unies et de l'Union européenne.

En quelques jours, Paris projette 4 000 soldats sur place, à bord de 200 engins de combat – des chars, des hélicoptères Gazelle et Tigre. Avec Serval, la France a lancé au Sahel sa plus grande opération nationale depuis la guerre d'Algérie. Toutes les dimensions ou presque des armées françaises ont été déployées. Du sud au nord, l'opération est remarquable. Elle combine la fulgurance de la réaction, la contre-attaque dans la profondeur et la destruction de l'ennemi.

Le théâtre est pourtant particulièrement exigeant. Dans ce pays grand comme trois fois la France, les lignes sont étirées jusqu'à menacer de rompre. « Du début à la fin, nous étions en limite de capacités. Comme toujours, on a compensé avec le système D », reconnaît un militaire. Au nord, là où le soleil brûle si fort qu'il peut faire monter le mercure à 60 degrés à l'ombre en plein été, les militaires français sont soumis à des conditions extrêmes : 40 degrés à l'ombre, 40 kg sur le dos. Pour la logistique, ces simples chiffres en impliquent d'autres : 20 tonnes d'eau par jour, c'est-à-dire deux avions C130. « Et ça, juste pour faire boire les hommes », précise un officier.

Car, une fois la progression des groupes armés vers le sud stoppée, les Français se lancent dans une course de vitesse avec AQMI et ses alliés. La manœuvre, « d'une grande intelligence », selon un observateur avisé, vise à devancer l'adversaire et à le déstabiliser. Tout de suite, aux premiers jours de la guerre, l'opération au Mali est érigée en anti-modèle afghan. Aux chefs militaires sur le terrain, l'état-major donne l'ordre de faire « tout le contraire » de ce qui a été fait en Afghanistan. Ne jamais

dormir plusieurs nuits d'affilée au même endroit. Ne pas s'enfermer dans des bases protégées, comme celle de Tora dans la vallée de la Surobi, près de Kaboul. Bouger, ne jamais s'arrêter. L'autonomie du chef sur le terrain, l'intelligence de la situation, les effets d'opportunité sont systématiquement privilégiés. « *Move now, orders to follow* » (« Partez, les ordres suivront ») : c'est le secret de la culture expéditionnaire française. De cette conception de la guerre naît la « folle équipée » qui conduit les militaires français, à très vive allure, jusqu'à la frontière de l'Algérie.

En moins de trois semaines, toutes les grandes villes du Nord sont reconquises à la vitesse de l'éclair, les groupes armés sont chassés de Gao, de Tombouctou et de Kidal, suivant un chemin déjà emprunté au XIX^{e} siècle par les troupes coloniales, qui, en mêlant la force et la diplomatie, s'étaient emparées de Tombouctou en 1894 et de Gao en 1899.

En occupant physiquement les points-clés du terrain, l'armée de terre permet d'inverser le rapport de force au sol. Toujours à l'avant-garde, les forces spéciales jouent un rôle capital. De même que les chasseurs bombardiers et les hélicoptères, qui détruisent les dépôts de munitions, pulvérisent les colonnes armées de pick-up et réduisent en cendres les camps d'entraînement sans faire de dégâts collatéraux. C'était déjà le cas en Libye : en 2011, la chute de Kadhafi a été obtenue sans victimes parmi les forces françaises et les civils libyens. La maîtrise du feu est l'une des qualités de l'armée française, qui, dans ce type de conflit, sait manœuvrer avec davantage de finesse que les Américains. « Cette guerre, c'est la guerre du COS, des Tigre et des chasseurs. Le tout enrobé de renseignement », résume un officier général, admiratif des prouesses accomplies par ses camarades.

La guerre invisible

La reconquête, au pas de course, des grandes villes du nord du Mali, a eu lieu sans batailles majeures. C'est l'une des raisons pour lesquelles la guerre est restée si longtemps invisible. Sur de longs kilomètres, les

militaires français progressent dans le vide, cherchant en vain un ennemi qui s'est dérobé. Plutôt que d'affronter la puissance de feu des armées françaises, l'adversaire a choisi de reculer, de ne pas s'accrocher dans des combats trop dissymétriques, de contourner la force de son adversaire. Il s'est fondu dans la population, il a préféré se mettre en sommeil en attendant des jours meilleurs, ou a discrètement filé dans les pays voisins, en Libye, au Niger ou en Algérie. Cette stratégie d'évitement a déjà fait ses preuves. En Afghanistan, les talibans se sont évaporés face à la puissance de feu des Américains, avant de reconstituer leurs forces et de mieux reprendre le combat. En Irak, le régime de Saddam Hussein s'est effondré comme un château de cartes en 2003, mais les partisans de l'ancien raïs, épaulés par des jihadistes, n'ont pas tardé à réapparaître dans le « triangle sunnite » pour livrer une guérilla aux troupes américaines et britanniques.

La traque des jihadistes

Après cette première phase, complexe au niveau logistique mais aisée au niveau tactique, car les groupes islamistes n'ont guère opposé de résistance, l'opération Serval est « entrée dans le dur », comme disent les militaires. Il s'agit désormais de restaurer la souveraineté de l'État malien sur l'ensemble du territoire, de « détruire » les forces jihadistes et, si possible, de libérer les otages. Le chef d'état-major, l'amiral Édouard Guillaud, affirme vouloir « casser les reins » d'AQMI, objectif qui lui a été fixé par le président de la République.

Pendant de longues semaines, les forces françaises, parfois épaulées par les excellentes troupes tchadiennes, vont chercher les jihadistes dans leurs repaires, dans le massif des Ifoghas. Saisissant le moindre effet d'opportunité, elles frappent durement les groupes et traquent leurs chefs pour décapiter les organisations.

L'ambiance a brusquement changé. S'ils ont évité l'affrontement pendant la conquête du Nord, les jihadistes opposent désormais, dans leurs bases, une forte résistance. Le potentiel de combat d'AQMI a beau avoir été entamé par les frappes aériennes, les militaires français – forces spéciales et unités interarmes (GTIA) – sont engagés dans de très violents

combats. « Les types sont prêts à mourir à chaque fois. Ils ont une détermination incroyable, commente un officier. Lorsqu'ils perdent une bataille, au lieu de se rendre, ils se font sauter à la grenade sur leurs camions de munitions, pour essayer de faire le plus de dégâts possible autour d'eux. Les Tchadiens, qui, n'ayant pas combattu en Afghanistan, ne connaissaient pas leurs méthodes, se sont fait avoir à plusieurs reprises. »

Déclenchée mi-février, l'opération « Panthère » vise à réduire les caches investies par les jihadistes dans le nord du pays ; à détruire la logistique d'AQMI et de ses alliés, ses ressources en eau, en nourriture, ses réserves d'essence et ses stocks d'armement. Pendant plusieurs semaines, les légionnaires et les parachutistes passent les massifs montagneux au crible. Lorsqu'un objectif est repéré, il est détruit par les canons ou les hélicoptères français. Début mars, ils s'emparent du « donjon » d'AQMI, le cœur de l'organisation terroriste au Mali, dans la vallée de l'Amettetaï, au sud de Tessalit.

La tâche comme les conditions sont rudes. À certains endroits, le sol est si abrasif à cause de la chaleur qu'il ronge et fait fondre les semelles des rangers des soldats français, dont certains rentrent le soir en chaussettes… Les jihadistes donnent du fil à retordre aux 2 000 soldats français massés dans la région et à leurs alliés tchadiens. Ils creusent des tranchées au bulldozer pour y dissimuler les blindés volés aux forces maliennes un an plus tôt. Ils couvrent leurs pick-up de bâches pour qu'ils ne soient pas vus du ciel. Comme les talibans le firent à l'automne 2001 à Tora Bora en Afghanistan, ils se cachent dans des grottes et des cavernes. Ils ne se déplacent plus qu'à deux ou trois véhicules pour ne pas être repérés. Ils cessent de communiquer entre eux pour ne pas être écoutés. « Ce sont de véritables professionnels », commente un responsable militaire.

Les uns après les autres, dépôts logistiques, caches, centres d'entraînement sont démantelés par les militaires français, qui découvrent sur place un véritable « réseau terroriste ». Dans la vallée de l'Amettetaï, les jihadistes avaient stocké vingt tonnes de munitions. Vingt ateliers de confection d'IED – ces engins explosifs improvisés – ont aussi été saisis.

Au bout de trois mois, l'opération Serval a déjà un bilan. Le groupe Ansar Dine a presque disparu : 400 à 600 jihadistes – sur les 1 600 que le groupe comptait – ont été « neutralisés », c'est-à-dire tués ou arrêtés. Parmi eux, un grand responsable, l'Algérien Abou Zeid. Certes, chaque chef terroriste qui disparaît est automatiquement remplacé. Dans le désert, les candidats à diriger la guerre sainte contre « les croisés » ne manquent pas. Mais il n'est pas toujours si facile de trouver des leaders charismatiques. Deux ans après la mort de Ben Laden, son successeur, Ayman al-Zawahiri, n'a pas atteint le niveau de notoriété de l'ancien chef d'al-Qaida. Un autre tiers des effectifs d'Ansar Dine a déposé les armes, changé de camp ou s'est rasé la barbe islamiste. Le dernier tiers, formé de combattants d'AQMI et du Mujao, résiste toujours. Leur organisation, leur structure et leur administration assurent pourtant les responsables militaires, ont été brisées. « Dans l'Amettetaï, on a cassé leur caverne d'Ali Baba », dit l'un d'eux. Les groupes sont sonnés. « Pendant un ou deux ans, ils vont devoir panser leurs plaies », poursuit le même.

Les militaires français ressortent vainqueurs de la deuxième étape de Serval. Ils ont su être imprévisibles, refusant de se fixer sur place à chaque étape, évoluant aussi rapidement que leurs adversaires, s'adaptant systématiquement à la stratégie de l'ennemi. Gagneront-ils la dernière étape, la plus difficile ?

La guerre asymétrique

Depuis le début de l'offensive, les jihadistes ont déjà changé trois fois de mode opératoire, passant du *rezzou* (synonyme de « razzia ») à la défense des vallées, avec combats d'infanterie dans les repaires, puis aux opérations de terrorisme. À la fin du printemps, ils se mettent à commettre des attentats-suicides dans plusieurs villes, notamment à Gao, quartier général du Mujao. Insaisissables, maîtrisant parfaitement le désert, cet immense territoire hostile que certains comparent à une mer, prêts au « martyre » et dotés de la patience sans borne que leur procure leur religion, ils commencent à harceler les bases arrière des forces françaises. Ils sont d'autant plus redoutables, écrit le colonel Michel Goya dans son blog, « La voie de l'épée », qu'ils ne possèdent pas

seulement la capacité d'« attaque-suicide » – le missile de croisière du pauvre –, mais aussi, contrairement aux talibans afghans, celle de tireurs d'élite.

Leurs piqûres sont pour l'instant limitées et ponctuelles : « Ils font le canard », résume un officier. Certes, les jihadistes se battent lorsque les troupes françaises viennent les harceler dans leurs repaires et osent parfois, quand la surprise est possible, des opérations-commandos. Mais, la plupart du temps, le rapport de force militaire leur étant trop défavorable, ils font le dos rond. « Ils ont intérêt à attendre le combat asymétrique. À patienter jusqu'au départ des troupes françaises pour mieux s'attaquer aux armées africaines, plus fragiles », qui ne manqueront pas de prendre leur relais, sous l'égide de l'ONU.

Dès le début de l'opération, Paris ne cesse d'insister sur le caractère ponctuel de l'intervention. La volonté affichée par la France n'est pas d'annihiler l'ensemble des groupes islamistes armés au Mali, jusqu'au dernier. Le coup de massue de l'opération Serval a provoqué une sorte d'effet mercure, d'éclaboussement : en s'abattant sur eux, il a dispersé les groupes jihadistes et projeté leurs particules sur l'ensemble du territoire malien, mais aussi dans les pays voisins, la Libye, le Niger, l'Algérie. Si la persévérance est gage de succès, l'obstination produit souvent son contraire, préviennent les chefs militaires : « Il ne faut pas s'entêter à les poursuivre jusqu'au bout. On n'y arrive même pas en Corse ! » prévient un officier général, en faisant allusion au terrorisme indépendantiste.

Fin avril, l'objectif militaire des forces françaises peut être considéré comme atteint. « Il restera une dimension artisanale [du jihadisme], qui ne représentera plus un danger immédiat et dont les pays de la région pourront s'occuper », explique le chef d'état-major des armées, l'amiral Édouard Guillaud, au début du mois de mars.

Les mots de la guerre : terroristes ou islamistes ?

Lorsque la guerre se prépare en secret, les 8 et 9 janvier dans les conseils de défense qui se tiennent à l'Élysée et au ministère de la Défense, on évoque au Mali une « offensive islamiste ». Mais lorsque la

décision est rendue publique, deux jours plus tard, l'intervention française vise à « détruire les terroristes » au Sahel. En quarante-huit heures, les mots ont changé. Ce vocabulaire martial rappelle la rhétorique des néoconservateurs américains après le 11 septembre 2001. C'est l'administration Bush, celle qui a fait la guerre en Irak et en Afghanistan et fut tant décriée en France, qui a lancé le slogan de « guerre contre le terrorisme » après les attentats d'al-Qaida contre le World Trade Center à New York et le Pentagone à Washington. Au ministère de la Défense, on justifie ce choix, pleinement assumé : « L'intervention au Mali se fait contre des organisations qui ont un chapeau idéologique commun – le jihad – et un mode opérationnel similaire – le terrorisme. »

Contrairement à la manière dont elle a été endossée par les responsables américains, la guerre en Afghanistan, qui a pourtant duré plus de dix ans, a longtemps été niée par le pouvoir politique français. À en croire Paris, les militaires et leurs forces spéciales qui combattaient aux frontières du Pakistan aux côtés des Américains, à Kaboul, en Kapisa ou dans la vallée de la Surobi, menaient des « opérations de maintien de la paix ». À l'extrême limite, le pouvoir politique concédait que les soldats français pouvaient participer à des opérations de combat ponctuelles. L'état-major, dont la guerre est le métier, savait bien que ses hommes étaient engagés en Afghanistan dans un vrai conflit, mais le pouvoir politique l'a très longtemps caché. Il arrivait même que des responsables de la Défense de l'époque téléphonent aux journalistes pour protester contre l'utilisation, dans leurs articles, du terme de « guerre » !

Ce déni de réalité a volé en éclats le 18 août 2008, lorsque dix soldats français ont été tués après avoir été pris dans une embuscade tendue par des talibans dans la vallée d'Uzbin. Leur mort au combat a suscité un fort émoi médiatique et ouvert un lourd débat politique sur la pertinence de la présence française en Afghanistan. Comment s'en étonner, lorsque le pouvoir avait si longtemps dissimulé à l'opinion publique la nature des combats que livraient les armées contre les talibans ? Comment justifier que dix personnes soient tuées en quelques heures dans une opération de maintien de la paix ? S'il avait à ses débuts fait l'objet d'un consensus

entre droite et gauche, l'engagement français en Afghanistan a fini par manquer de soutien et de popularité dans le pays.

Lorsque Nicolas Sarkozy envoie les chasseurs français bombarder la Libye, en mars 2011, il assume la guerre qu'il vient de déclarer contre les forces de Kadhafi. Par rapport à l'Afghanistan, c'est un véritable progrès. En revanche, le pouvoir reconnaît beaucoup moins le volet terrestre de l'opération, c'est-à-dire la présence de forces spéciales, censées aider les rebelles sur le terrain et diriger les frappes des avions et des hélicoptères d'attaque. Ni son objectif réel, qui, au-delà d'un but humanitaire destiné à sauver les populations de Benghazi, vise à abattre le régime de Kadhafi par tous les moyens.

Rien de tel au Mali, où la guerre et ses objectifs, pour la première fois depuis longtemps, sont pleinement assumés. Y compris la composante terrestre de l'opération, revendiquée par le pouvoir politique dès la première heure. Y compris ses risques. Car, en participant seule pour la première fois depuis très longtemps à une vraie guerre, la France sera tenue comptable du résultat de ses choix tactiques et stratégiques.

Dès son déclenchement, l'opération Serval est considérée comme une guerre juste par les Français. Avec le temps, le soutien s'est un peu érodé, mais pas au point de provoquer une rupture dans l'opinion publique. Au ministère de la Défense, on se félicite d'avoir su employer « des mots simples et sincères », un « vocabulaire à l'os ».

La préférence sémantique pour le vocable de « terrorisme », si elle devait aider à convaincre l'opinion publique, vise aussi à ne pas froisser la communauté musulmane de France : il importe d'éviter d'alimenter la propagande des groupes liés à al-Qaida qui, dans les terres de jihad comme le Pakistan ou la Somalie, accusent la France d'être « en guerre » contre l'islam et les musulmans. Désigner au Mali un adversaire « jihadiste » ou « islamiste » aurait risqué d'entraîner des répercussions contre les intérêts français. Enfin, comment aurait-on pu justifier le fait que les islamistes, combattus par Paris dans le Sahel, sont souvent nos alliés en Syrie, face à Bachar el-Assad, ou le furent en Libye, où, sous couvert d'aider les groupes rebelles les plus efficaces, on a souvent promu et armé les plus radicaux d'entre eux ?

Certains ont pourtant pointé du doigt une confusion sémantique. La définition française du terrorisme, telle qu'elle est rappelée par Marc Trévidic, est la suivante : « L'entreprise individuelle ou collective ayant pour but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation ou la terreur[1]. » Elle n'est pas conçue, poursuit le juge antiterroriste, « pour coller à un phénomène inattendu par son ampleur et sa permanence, le jihadisme moderne ». À l'époque de l'invasion soviétique en Afghanistan, les moudjahidin étaient considérés comme des combattants de la liberté qui luttaient pour bouter l'envahisseur hors d'Afghanistan. Obsédés par l'idée de vaincre le communisme et donc l'URSS, les Américains ont aidé et financé les futurs talibans en Afghanistan. « Personne n'aurait pu imaginer, poursuit le juge Trévidic, qu'un jour, dans l'esprit populaire occidental, les termes de jihadisme et de terrorisme islamiste puissent se confondre. »

Mais l'utilisation du terme « terrorisme » pour justifier l'intervention française au Mali n'est pas sans risques, préviennent les spécialistes du dossier. En criminalisant de facto tous les groupes armés du Sahel, on rend la négociation plus difficile à moyen terme. Or, comme le rappelle Olivier Roy, « on peut négocier avec les acteurs, même s'ils s'opposent à l'Occident[2] ». Sous ce vocable ont été placées des organisations très différentes, dont certaines justifient leur islamisation par des revendications nationalistes ou régionalistes. « Al-Qaida parasite des conflits locaux, pour les radicaliser dans un sens anti-occidental et pour attirer l'Occident dans le piège de l'intervention », poursuit le spécialiste de l'islam.

Les centres d'entraînement, les stocks de munitions, les manuels de terrorisme découverts dans les repaires des jihadistes au fur et à mesure de l'avancée des troupes françaises, ont certes prouvé les intentions terroristes des groupes armés opérant dans le Sahel. Mais lorsque Jean-Yves Le Drian affirme, au début de la guerre, que la France va « lutter contre le terrorisme où qu'il se trouve », lorsqu'il suggère que les armées françaises vont s'enfoncer dans l'immensité saharienne pour extirper le terrorisme à sa racine, ne fixe-t-il pas aux armées françaises des objectifs trop ambitieux ? En promettant cela, prévient un ancien ambassadeur dans la région, la France « risque de devenir l'ennemi officiel de tous ».

Une cible privilégiée. Car le terrorisme est mondial, il n'est en rien limité au Mali ou au Sahel. Les groupes bougent, se cachent en n'importe quel point du continent. Ils entretiennent aussi des liens souvent directs et intimes avec les jihadistes du Moyen-Orient, d'Afghanistan, du Pakistan, des Philippines… Non seulement l'entreprise d'éradication du terrorisme, sur laquelle George W. Bush s'est cassé les dents, paraît inatteignable et irréaliste, mais la France n'a pas les moyens de la mener à bien. Les libertés sémantiques ont depuis été corrigées par les responsables politiques, qui s'efforcent désormais de faire coïncider le vocabulaire et les objectifs de guerre avec la réalité du terrain.

1. Marc Trévidic, *Terroristes. Les 7 piliers de la déraison*, Lattès, 2013.

2. Olivier Roy, *Le Monde*, 4 février 2013.

Chapitre 4

Au début était le FIS

C'est l'histoire d'un affrontement interminable, d'un antagonisme vieux de plus de vingt ans. Au fil des décennies, sa force a décru : il est passé d'une guerre civile à un conflit de basse intensité. Et Alger respirait à nouveau, s'installait dans la routine des affaires quotidiennes, quand vinrent les piqûres de rappel. Malgré leur isolement, les islamistes armés ont fait remonter des remugles de la terreur des années 1990 : en 2007 avec les attentats kamikazes d'Alger et en février 2013 avec la prise d'otages massive sur le site gazier d'In Amenas dans le sud-est du pays.

L'affrontement avec les islamistes débuta en décembre 1991. L'Algérie venait de sortir du règne du parti unique. Un vent de réforme et de liberté soufflait sur le pays sous la pression de la jeunesse. Le Premier ministre, Mouloud Hamrouche, le « Gorbatchev algérien », veut alors changer un système étatiste obsolète. Le pays s'engage, bien avant les « printemps arabes », sur la voie des élections libres et démocratiques. Ce sont les premières depuis l'indépendance en 1962. Le Front islamiste du salut (FIS) arrive en tête du premier tour des élections législatives, avec 47 % des voix, grâce à un fort taux d'abstention. L'armée intervient, arrête le processus électoral et installe un Haut Comité d'État dirigé par Mohamed Boudiaf, un héros de la révolution, qui est assassiné quelques mois plus tard. Les islamistes sont en plein soulèvement. Leur victoire leur a été confisquée, pensent-ils. Ils montent en masse dans les maquis, ceux qui avaient abrité les insurgés durant la guerre d'indépendance. Des régions entières passent bientôt sous leur contrôle. Alger est à feu et à sang. La nuit, la ville appartient à la guérilla. Accrochages, attentats, rafles : la violence est extrême. Le régime vacille. Dans les chancelleries, les diplomates planchent sur l'hypothèse d'une victoire de l'Armée islamique du salut (AIS), la branche armée du FIS.

GIA et GSPC dans la guerre civile

Peu à peu pourtant, militaires et « Ninjas », les policiers cagoulés vêtus de noir, regagnent du terrain. Leurs méthodes sont brutales et expéditives. Des proches des maquisards sont enlevés par des commandos de la mort et disparaissent. Dans le camp d'en face, on ne fait pas non plus de quartier. Sur les routes, les faux barrages foisonnent. Les rebelles arrêtent les automobilistes, font le tri et tuent les voyageurs susceptibles de ne pas être des sympathisants de la cause de Dieu, ce qui fait beaucoup de monde. Dans la capitale, les intellectuels et les journalistes sont les premières cibles. Les élites s'exilent en France ou au Canada. L'Algérie s'enfonce dans la sale guerre. La vérité devient une ombre. C'est l'ère de la méfiance généralisée.

En 1993, un nouveau mouvement salafiste ultra-radicalisé s'affirme en marge de l'AIS : le Groupe islamique armé (GIA), l'ancêtre d'al-Qaida. Pour le contrer, le pouvoir arme des milices, les « patriotes ». Les habitants des zones de maquis sont sommés de choisir leur camp. En mars 1996, le GIA kidnappe les moines français du couvent trappiste de Tibhirine. Des semaines plus tard, leurs têtes décapitées sont découvertes au bord d'une route près de Médéa, mais pas leurs corps. Les circonstances de leur mort restent un mystère. Les massacres succèdent aux massacres. Les partisans du GIA abattent dans leur périmètre d'action des familles entières, maison par maison. Des femmes enceintes sont découpées en tranches, des bébés lancés contre les murs. On assassine au couteau de boucher ou à la grenade jusque dans les faubourgs d'Alger. En janvier 1998, durant le mois du ramadan, environ un millier de personnes sont occises à Ramka, une commune isolée du massif de l'Ouarsenis. Pour obtenir un effet maximal, les assassins frappent à l'heure de la rupture du jeûne, lorsque les villageois regagnent leur foyer pour partager le repas de fête. Les tueurs sont sous l'influence du Takfir wal-Hijra, un courant de pensée qui porte l'anathème sur l'ensemble de la société impie et prône le terrorisme aveugle.

Le GIA est discrédité. Trop de musulmans sont assassinés par ses membres fanatisés. En septembre 1998, des dissidents se réunissent en Kabylie pour lancer le Groupe salafiste pour la prédication et le jihad

(GSPC). Il y a parmi eux des Arabes, des Kabyles, des gens du Sud, des meneurs et des seconds couteaux comme Mokhtar Belmokhtar et un certain Abou Zeid. Un chapitre se ferme, mais les conjurés de Kabylie veulent en ouvrir un autre. Le FIS a abandonné la lutte armée. Il est comme le reste de l'Algérie, exsangue. Plus de cent mille personnes sont mortes ou portées disparues. Chaque Algérien a souffert de la guerre civile avec, parfois, dans la même famille, des morts dans les deux camps. La consommation de neuroleptiques a explosé. Les gens se disent « fatigués ».

Élu président en 1999, Abdelaziz Bouteflika prône la concorde nationale, une sorte de paix des braves. Une amnistie est décrétée. Plusieurs milliers de jihadistes se réinsèrent tant bien que mal dans la société algérienne. Une vraie saignée pour le GSPC. Son chef Hassan Hattab a une conception strictement algérienne de la guérilla. Il se concentre sur les attaques contre les structures étatiques et les symboles du pouvoir et se démarque d'al-Qaida en condamnant les attentats du 11-Septembre. Pourtant, des rapprochements idéologiques s'opèrent. Après l'élimination de Hattab, le GSPC fait allégeance à Oussama Ben Laden en 2003. Il est structuré en neuf régions, mais ses activités sont réduites à quelques gouvernorats, principalement en Kabylie et au Sahara.

L'avènement d'AQMI

Le GSPC rejoint officiellement le giron d'al-Qaida le 11 septembre 2006. Il change de nom et surtout de méthodes dès l'année suivante : al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI) communique d'emblée différemment des groupes qui ont été ses prédécesseurs et s'aligne sur le modèle de la maison mère. La succursale maghrébine d'al-Qaida diffuse par Internet les images de l'égorgement d'un gendarme ou présente l'attaque d'un convoi militaire sur une route de Kabylie. AQMI met en ligne des images qui avaient jusque-là un usage interne et servaient à motiver les bataillons.

Soucieux de faire parler de lui à l'étranger, AQMI publie sur son site des messages de mise en garde adressés à la France, qu'il désigne « comme l'ennemi public numéro un de l'islam ». Il répond aux diatribes

d'Ayman al-Zawahiri, l'idéologue d'al-Qaida, pour qui l'ex-GSPC doit devenir « l'os dans la gorge des croisés américains et français ». Les phalanges d'Abdelmalek Droukdel, qui est devenu émir en 2004 après la mort de son prédécesseur Nabil Sahraoui, tué par l'armée, se réorganisent. Les maquisards placardent dans les villages proches de leurs fiefs kabyles des affiches de mise en garde. Ils intiment l'ordre à une population qui leur est majoritairement hostile de s'« éloigner des *taghouts* », les représentants de l'État, assimilés à des diables.

Pour la première fois depuis des années, le terrorisme frappe à nouveau aux portes d'Alger. Des bombes explosent dans des villes à une trentaine de kilomètres de la capitale. À la fin de l'année 2006, une cellule clandestine réussit à s'installer durablement dans l'Algérois. D'ordinaire, l'espérance de survie d'un commando urbain était estimée à une durée de douze heures à douze jours. Les forces de sécurité algériennes se veulent rassurantes. Elles redoutent des attentats à Alger, mais pas de raid kamikaze, un mode opératoire encore jamais utilisé. Erreur ! Les kamikazes frappent le 11 avril 2007 à Alger (30 morts), le 11 juillet à Lakhdaria (10 morts) et le 11 décembre (62 morts). Le 11 est le chiffre fétiche des terroristes. Il donne à Abdelmalek Droukdel le sentiment de décliner une version algérienne du 11 septembre 2001. Relayées par des campagnes de propagande sur Internet, les attaques hissent, du point de vue des salafistes, le chef d'AQMI parmi les étoiles montantes de la galaxie moudjahid. Droukdel pose devant une caméra dans ses montagnes qui dominent la Petite Kabylie à la manière de son mentor dans les zones tribales pakistanaises, Zawahari. Le prédicateur s'adresse à la jeunesse pour l'inviter à le rejoindre. Le fils d'Ali Bel Hadj, cofondateur du FIS, le suit. Il sera abattu par les forces antiterroristes. Rencontré peu avant son décès, son père indiquait « qu'il n'avait pas de nouvelles » de lui. « Il a peut-être été enlevé par l'armée », lançait-il pour donner le change.

Prêtes au pire après avoir subi un bourrage de crâne, les jeunes recrues suivent l'exemple de leurs « cousins » irakiens ou afghans. Souvent illettrés, les kamikazes font partie de la cohorte des chômeurs algériens. Ils traînent dans les quartiers populaires d'Alger. Ces desperados ont le « dégoûtage », une expression en français d'Alger qui témoigne de leur

amertume. Depuis les hauteurs de la Ville blanche, ils voient les cimes des monts de Kabylie, la tanière d'AQMI, qui les attirent, faute de mieux.

Les kamikazes visent au volant de leurs camions piégés le palais du gouvernement, le Conseil constitutionnel et le Haut Comité aux réfugiés (HCR) des Nations unies. Ils touchent le cœur du pouvoir, mais aussi les étrangers. AQMI se place dans une mouvance internationaliste, ce qui inquiète les Français. Revenus nombreux dans le pays, après la fin de la guerre civile, ceux-ci se sentent en danger. Beaucoup d'expatriés travaillent pour de grandes sociétés cotées au CAC 40 qui préfèrent évacuer provisoirement les familles de leurs employés. La nouvelle stratégie d'AQMI est globale : instaurer le règne de la terreur comme en Irak. Elle est pourtant condamnée d'avance par un manque d'appui dans la population.

Abdelmalek Droukdel n'en a cure. Il démontre avec fracas que les capacités opérationnelles de ses troupes sont intactes. Mais il se heurte au mur de la réalité : il est condamné à un isolement qui fait de lui un reclus avant tout préoccupé par sa survie.

Parcours de Droukdel

Moins connu en France que ses lieutenants sahéliens, Abou Zeid et Mokthar Belmokthar, médiatisés par leurs prises d'otages, Droukdel a débuté sa carrière d'islamiste en entrant dans les rangs du GIA en 1993 après avoir abandonné ses études à l'université de Blida, près d'Alger. Il fabrique des explosifs, devient chef de section puis de zone dans le « triangle de la mort », un secteur de la plaine de la Mitidja surnommé ainsi parce que le GIA a dressé sur les routes de faux barrages policiers pour racketter et tuer les automobilistes.

Au GSPC, Droukdel choisit comme nom de guerre Abou Moussab Abdalwahoud. Le même que celui de Zarqaoui, le célèbre leader d'al-Qaida en Irak, à qui il voue une admiration sans borne. Des liens entre la Kabylie et le triangle sunnite d'Irak, près de Bakouba, se créent. Quelque 200 Algériens sont envoyés combattre en Mésopotamie. Et lorsque deux

diplomates algériens sont kidnappés à Bagdad, Droukdel demande leur exécution à Zarqaoui : ils sont égorgés sur-le-champ.

Le Sahara, terre de jihad

L'internationalisme pousse aussi à porter le combat au-delà des frontières. Cette démarche est le meilleur moyen de masquer les faiblesses d'AQMI dans sa zone d'implantation. Incapable de maintenir une pression permanente sur ses terres, l'organisation cherche à se développer à l'extérieur. Après avoir tenté sans grand succès de s'implanter au Maroc et en Tunisie, al-Qaida ouvre un nouveau champ de bataille sur la rive sud de la Méditerranée. Le Maghreb islamique vanté dans le label « AQMI » court de l'Atlantique jusqu'au Sinaï, aux portes d'Israël. Quant au Sahara, sa position aux confins d'un monde musulman travaillé par le fondamentalisme offre un intérêt stratégique : il est un peu en retrait de la ligne de césure entre le Nord musulman et le Sud chrétien. Grand comme quinze fois la France, le désert des déserts couvre huit États, le territoire convoité offre aussi l'avantage d'être difficile à contrôler.

Dès 2007, des imams venus du Pakistan s'y installent. La rencontre entre des populations marginalisées dans un ghetto de sable et l'extrémisme religieux favorise la progression du salafisme. Dans les villages reculés du Nord-Mali, les prêches accompagnent la construction de puits et de salles de prière.

AQMI sort de son cocon. L'organisation forme des Mauritaniens, des Nigériens, des Sahraouis issus des camps algériens du Front Polisario, le mouvement qui réclame l'indépendance de ce morceau de Sahara sous contrôle marocain depuis 1975. En 2005, des Mauritaniens prennent d'assaut une caserne dans leur pays d'origine, tuant 15 soldats. C'est la première action d'éclat à l'étranger. Le début de l'escalade.

Le 24 décembre 2007, des touristes français déjeunent à l'ombre d'un arbre au bord d'une route du Sud mauritanien, non loin de la ville d'Aleg. L'assemblée se compose d'un père de famille, de son frère, de ses deux fils âgés d'une quarantaine d'années et de l'un de leurs amis d'enfance.

Elle n'a pas remarqué cette Mercedes qui les suit et s'arrête à leur hauteur. Coiffés de chèches, les assaillants ouvrent le feu à la kalachnikov. Il n'y a qu'un seul survivant, François Tollet, le père, grièvement blessé à la jambe. Les agresseurs ne sont pas passés inaperçus lors de leur passage en ville, ils ont leur fiche à la police locale : ce sont des membres mauritaniens du GSPC, affilié depuis quelques mois à al-Qaida.

En France, la tuerie provoque l'émoi. Les voyagistes sont invités par le gouvernement à suspendre leurs vols vers cette destination et les aventuriers à se priver de désert. Les principaux acteurs du marché touristique suivent cette recommandation, mais dix-sept tour-opérateurs, avec à leur tête Point-Afrique-Voyages, le pionnier des agences spécialisées dans les voyages au Sahel, font de la résistance, par « choix éthique » et par « solidarité » avec la Mauritanie. « Le maintien de nos activités évitera peut-être un no man's land où tout deviendra possible », déclarent-ils. C'est leur chant du cygne.

Des plages de l'Atlantique à N'Djamena, de Niamey au Niger en passant par Tamanrasset en Algérie, le Sahara devient peu à peu une zone hostile et dangereuse pour les Occidentaux. Après la Mauritanie, la région d'Agadez au nord du Niger et le Ténéré sont classés zones interdites en raison de l'instabilité entretenue par la rébellion touareg et la présence d'islamistes. Puis vient le tour du Nord-Mali.

Le 4 janvier 2008, les organisateurs du Paris-Dakar annoncent, la mort dans l'âme, quelques heures avant le départ de la course à Lisbonne au Portugal, l'annulation de la 29e édition du rallye, qui avait connu son heure de gloire dans les années 1980. Les autorités mauritaniennes avaient pourtant prévu de mobiliser des milliers de policiers pour sécuriser les étapes locales, mais les risques liés à AQMI conduisent Amaury Sport Organisation à renoncer. Le Paris-Dakar est délocalisé en Amérique du Sud. Une époque s'achève.

Sur la piste des « narcos »

L'hôtel Azalaï est l'unique grand hôtel de Bissau, la capitale de la Guinée-Bissau, cet État situé au sud du Sénégal. Une petite ville lusophone sans eau courante, ni réseau d'électricité, cernée par des mangroves. L'établissement au standing discutable est fréquenté par des hommes d'affaires ou par des délégations étrangères. En ce début du mois de janvier 2008, il compte parmi ses rares hôtes deux policiers français, des agents de liaison de l'ambassade de France à Dakar spécialisés dans la lutte contre le trafic de stupéfiants. Le tandem est là pour enquêter sur un phénomène qui inquiète les chancelleries : la Guinée-Bissau, dont la principale ressource était jusqu'à présent la noix de cajou, est en train de devenir, selon un certain nombre de renseignements collectés, la plaque tournante de la cocaïne en Afrique. À l'Azalaï, où les distractions ne sont pas fréquentes, on ne se bouscule pas à la réception, ni autour de la piscine. Les nouveaux arrivants ne passent pas inaperçus, comme ces deux Mauritaniens qui s'installent dans une chambre proche de celle des Français. Des clients qui intriguent les spécialistes des stups. Leurs visages correspondent aux portraits-robots des assassins des Français d'Aleg. Les policiers les mettent en joue et les neutralisent. Les tueurs ont franchi deux frontières et parcouru 700 kilomètres pour se mettre à l'abri, là où nul ne songerait à venir les chercher. L'arrestation semble tenir d'un incroyable concours de circonstances.

Le choix de Bissau n'est pourtant pas dû au hasard. Depuis peu, Bissau attire une faune aussi interlope que discrète. Des narcotrafiquants d'Amérique latine y rencontrent des militaires. Des islamistes et des contrebandiers du Sahara y vont et viennent. Les premiers à avoir sonné l'alarme sont les Américains de la Drug Enforcement Adminstration (DEA) et de la CIA. Sous la férule des cartels colombiens de la drogue, le pays s'est métamorphosé en « hub » vers l'Europe du trafic de cocaïne. Soucieuses de diversification, les mafias sud-américaines ont tracé de nouveaux circuits d'approvisionnement sur les cartes en s'appuyant sur des relais dans les États ouest-africains en déshérence, ainsi que dans le Sahara, zone en proie à une instabilité chronique. Elles ont ouvert une route inédite, et qui rapporte gros, dans leur réseau de transport mondialisé. La coke part par avion d'Amérique du Sud. Elle transite par

des pistes clandestines sur les îlots inhabités au large de la Guinée-Bissau, avec la complicité de hauts gradés de la marine. Elle passe ensuite au Nord-Mali par air ou par la voie terrestre *via* les groupes armés jihadistes et des contrebandiers avant de remonter vers l'Afrique du Nord ; une fois la Méditerranée traversée, elle peut inonder le marché européen.

La Guinée-Bissau est une proie idéale pour les narcos d'Amérique latine. Ses militaires à la moralité douteuse sont mal payés, sa prison a été détruite en 1998 par une guerre civile et jamais reconstruite, faute de financement, ses frontières ne sont pas surveillées. À Bissau, l'argent de la drogue ne se montre pas. Quelques Hummer, imposants véhicules tout-terrain utilisés par les Américains en Irak, et un parc élevé de 4 x 4 plus classiques sont les seuls signes extérieurs de richesse.

La drogue arrive par l'archipel des Bissagos. Ce chapelet d'îles dispose de pistes d'atterrissage construites par les colonisateurs portugais pour l'usage des nazis pendant la Seconde Guerre mondiale. Les pilotes n'hésitent pas à l'occasion à livrer leur marchandise jusque sur le tarmac de la zone militaire de l'aéroport de la capitale. C'est là qu'en juillet 2010 la police a intercepté un appareil en panne, un Learjet de douze places, et arrêté ses deux pilotes vénézuéliens. L'un d'eux était sous notice rouge, autrement dit sous mandat de recherche international, depuis une condamnation à vingt-cinq ans de prison au Mexique pour transport de six tonnes de drogue ! L'examen de son Palm par Interpol a révélé qu'il venait de toucher 900 000 dollars et qu'il en était à sa cinquième livraison depuis le mois de mars de la même année. De nombreux députés de Guinée-Bissau réclamèrent sa libération, finalement prononcée en catimini par un magistrat quelques mois plus tard.

Selon le dernier rapport de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (Onudc), en 2011, environ 30 tonnes de cocaïne transitent annuellement par l'Afrique de l'Ouest. Les profits annuels générés par ce trafic dans la région, et dont bénéficient les réseaux criminels, sont estimés à quelque 700 millions de dollars.

Au Mali, l'affaire de la « Bamako Connection » éclate au grand jour en 2009, lors de la découverte de la carcasse d'un Boeing 727-200 qui a

transporté du Venezuela au Sahara plusieurs tonnes de cocaïne. L'avion est immobilisé sur une piste d'atterrissage de fortune dans le désert, près de Bourem, à une centaine de kilomètres de Gao. La carlingue est carbonisée. Il a sans doute été brûlé à la suite d'un problème technique. L'enquête révèle bientôt que les trafiquants n'en sont pas à leur coup d'essai. La filière d'« Air cocaïne » marche grâce à des complicités dans l'armée, dans les douanes et dans le monde politique malien. L'argent sale arrose les notables sans distinction de couleur de peau. Des proches de la présidence touchent eux aussi. Ces sommes colossales générées par le trafic remplissent les caisses des groupes jihadistes. Les chefs islamistes perçoivent une dîme prélevée auprès des notables des tribus locales impliquées dans le business ou assurent avec leur katiba la protection des convois de coke qui passent sur leur territoire. Les protagonistes de l'affaire « Air cocaïne » sont arrêtés, avant d'être libérés sur l'intervention personnelle du président Amadou Toumani Touré.

Quelques voix s'élèvent alors en vain pour dénoncer ces ententes contre-nature. « Il n'y a pas de complicité passive mais une complicité active de nos autorités avec les terroristes » et une « protection à très haut niveau pour le trafic de drogue », tonne le député Ibrahim Ag Mohamed, originaire du Nord-Mali. Ces propos lui valent des menaces de mort émanant d'officiers des forces de sécurité.

Plusieurs transits similaires à celui du Boeing d'« Air cocaïne » sont décrits dans un rapport du Groupe de recherche sur la paix et la sécurité (GRIP), à la différence près que les appareils sont des petits porteurs en provenance de Guinée-Bissau[1]. L'enquête du GRIP évoque également le démantèlement en 2010 par les autorités marocaines d'une filière entre le Mali et Tanger. Des membres de ce dernier réseau – un Vénézuélien, un Espagnol et un Portugais – avaient été arrêtés à Bamako alors qu'ils découpaient à la tronçonneuse le corps d'un homme, sans doute un Colombien, porteur d'un faux passeport ukrainien. Ils étaient accusés d'avoir organisé par voie terrestre des livraisons en louant « le savoir-faire d'AQMI sur une partie du parcours de la traversée du Sahara »…

De la Guinée-Bissau, le centre de gravité du trafic s'est donc déplacé vers le Mali, carrefour désormais inévitable. À Gao, le « quartier arabe », surnommé la « cité de la cocaïne », est aujourd'hui un lotissement

fantôme. Le 27 janvier 2013, le jour de l'entrée des forces franco-maliennes dans la capitale du nord du Mali, les pillards ont tout pris. Ils ont vidé les villas, déchaussé les carreaux de faïence, brisé les jacuzzis et les baignoires à bouillonnement. Les propriétaires, tous Arabes ou Tamasheks, ont pris la poudre d'escampette dès qu'ils ont senti le vent tourner. Ils savaient que, en cas de départ du Mouvement pour l'unicité du jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao), les habitants régleraient leur compte aux « Peaux-Blanches ». Trop de haine s'est accumulée en un an, depuis l'irruption violente, en 2012, des indépendantistes touaregs suivie de la prise du pouvoir par les combattants du Mujao : ces adeptes de la charia avaient dans cette ville à majorité noire le soutien des commerçants berabiches, les Arabes maliens.

Partis se réfugier ailleurs dans le pays ou à l'étranger, les résidents de la « cité de la cocaïne » avaient construit leur lotissement à la fin des années 2000, lors du boom du trafic de stupéfiants, sur un terrain désertique en bordure de la route de l'aéroport international, qui abrite désormais le centre des opérations militaires françaises contre les jihadistes au Nord-Mali. Les prix avaient vite flambé. Une maison en bordure de la voie goudronnée pouvait valoir plus d'un million d'euros. Une somme astronomique pour le marché immobilier de ce coin de bout du monde perdu dans les sables et la poussière.

Lors des neuf mois d'occupation islamiste, narcos et jihadistes ont fait bon ménage. Stockée dans des villages aux environs de Gao, la cocaïne a continué à circuler en ville en petite quantité. « Tu pouvais en avoir assez facilement. Ce n'était pas plus compliqué que de trouver de l'alcool », confirme Adama, un peintre-décorateur de boutiques. La coke pouvait aussi servir à anesthésier un condamné, lors d'une amputation. Officiellement, la drogue était *haram* (« péché ») et les consommateurs pris en flagrant délit subissaient le supplice du fouet en public sur la place de la Charia. Mais le vice et la vertu font parfois bon ménage. Pragmatiques, les islamistes ont parfaitement intégré la réalité de ces trafics pour en tirer profit.

À l'initiative de l'un de ses chefs, le mouvement s'était rapproché d'hommes d'affaires comme Mohamed Rouggy, le plus puissant baron de la drogue de Gao, ou Mohamed Ould Awainat, un chef berabiche,

toujours du côté du manche puisqu'il fut successivement favorable au président ATT, ami des Touaregs au printemps 2012, lors de leur brève prise de contrôle de Gao, puis des islamistes du Mujao, mouvement qu'il contribua à financer. Emprisonné pendant un temps pour son rôle dans l'affaire d'« Air cocaïne », Mohamed Ould Awainat serait, au printemps 2013, à Bamako, où nul ne songe à l'inquiéter. « Cela n'a rien de surprenant. Des narcos et des financiers des groupes armés se baladent en toute impunité dans la capitale. Ici, on peut redevenir vierge grâce à ses relations, à sa famille ou aux gens que l'on a arrosés », note un policier européen en poste dans la région.

Dans le milieu des grands commerçants du désert, les alliances varient au gré des rapports de force. Le cas de Baba ould Cheikh est exemplaire. L'homme a toujours su s'adapter. Maire de Tarkint, une bourgade proche de Gao, il est, lui aussi, soupçonné d'avoir assisté à l'atterrissage du Boeing d'« Air cocaïne ». Businessman avisé, il est le roi de l'import-export sur la route de l'Algérie. « Il loue des véhicules aux narcos pour transporter la coke. Il leur fournit la logistique nécessaire. Baba ould Cheikh est complice des trafiquants, mais ne touche pas à la marchandise », précise un policier malien sous couvert d'anonymat. « Il est multimilliardaire en francs CFA. Il possède 1 000 têtes de chameaux, des troupeaux de bétail et des flottes de camionnettes et de 4 x 4 », ajoute-t-il.

Connu comme négociateur d'otages, le notable a noué des liens avec le terroriste contrebandier Mokhtar Belmokhtar, surnommé « mister Marlboro ». Durant des années, il a été l'un des intermédiaires attitrés du président malien ATT, qu'il pouvait joindre directement par téléphone. Sa carrière de médiateur a débuté dès la fameuse prise d'otages européens dans le Sahara en 2003. Une grande première. Le groupe islamiste armé algérien supervisé par Mokhtar Belmohktar avait enlevé des Allemands et des Autrichiens. Ils furent libérés contre une rançon d'environ 5 millions de dollars, selon la télévision publique allemande. Un versement effectué par l'État allemand notamment, qui ouvrit ainsi la voie au commerce des captifs européens. Plus récemment, ce « canal historique » est intervenu dans le processus de libération du Français

Pierre Camatte, kidnappé le 26 novembre 2009 et récupéré à Bamako par Nicolas Sarkozy le 23 février 2010.

Ce jeu d'équilibriste est désormais compromis. En déclenchant l'opération Serval, les Français ont remis en cause les petits arrangements entre amis. À l'instar de deux autres maires de bourgades de la région, Baba ould Cheikh est depuis février sous le coup d'un mandat d'arrêt international pour trafic de stupéfiants délivré par le procureur de Bamako. Interpellé à Gao alors qu'il rendait visite au maire de la ville, il a été remis en liberté. Entretenus par des enjeux financiers considérables, les réflexes de complaisance des services de l'État malien persistent. Un cercle vertueux va-t-il s'engager après l'affaiblissement des jihadistes ? Rien n'est moins sûr.

Dans le monde clandestin de la drogue, la seule certitude est que les règles du trafic sont aujourd'hui bouleversées par l'intervention militaire française. La guerre contre les islamistes armés désorganise les filières. Les narcos hésitent à lancer sur les routes des convois qui pourraient être pris pour cible ou interceptés. « Les voies d'acheminement sont fragilisées par les vols de surveillance et les contrôles militaires. Les opérations obligent les narcotrafiquants internationaux à trouver des solutions de rechange », estime un spécialiste français du Sahel. « Certains convoyeurs empruntent une route de délestage utilisée d'ordinaire par les passeurs de cannabis. Ils passent par la Guinée, le Niger, et rejoignent des bateaux en Égypte, *via* le sud de la Libye. On raconte, à Agadez, au Niger, qu'ils ont accepté de baisser leurs tarifs de 20 %. »

Dans la galaxie des jihadistes des sables, Ag Ghali, le renard touareg du désert

La méthode est vieille comme les règles de la guerre dans le désert : tromper l'ennemi pour jouer sur l'effet de surprise. Les combattants s'habillent en civil, percent par ruse les lignes de défense adverses et ouvrent la voie au reste de la troupe. Ils sont une quinzaine à voyager en autocar, ce jeudi 10 janvier 2013, entre Gao, occupée par les islamistes, et Mopti, sous contrôle de l'armée malienne. En dépit de la coupure

politique, les bus continuent à faire la liaison entre les deux parties du pays, cahotant entre les ornières.

Au check-point de Konna, la ville qui sépare les deux camps, les soldats procèdent aux vérifications d'usage. Le contrôle tourne mal. Les passagers brandissent en guise de titre de transport leur kalachnikov et ouvrent le feu. Derrière eux surgissent des dizaines de pick-up avec à leur bord des hommes en chèche lourdement armés. Les Touaregs d'Ansar Dine déboulent en force, avec l'appui d'éléments d'AQMI et du Mujao. L'armée malienne est débordée. Mopti et sa ville jumelle, Sévaré, qui abrite une garnison et un aéroport militaire, sont à moins d'une heure de route.

Le patron d'Ansar Dine, Iyad Ag Ghali, cinquante-quatre ans, est l'initiateur de ce plan d'attaque. Ses alliés ont d'abord rechigné à le suivre. Pourquoi ne pas se contenter d'un territoire de la taille de la France ? Pourquoi avancer ? Par souci de vengeance, semble-t-il. Fort de ses succès, le chef touareg veut donner une nouvelle leçon au pouvoir central malien qu'il a toujours combattu. Il n'a pas compris que, en menant cette attaque, il vient de signer une déclaration de guerre à la France.

Au début des années 1980, les temps sont déjà rudes pour les Touaregs. Les éleveurs du Sahel sortent à peine d'une terrible période de sécheresse. Bétail perdu, famine, exode. La Libye est une porte de sortie pour la jeune génération. Iyad Ag Ghali s'engage dans la « Légion verte » de Mouammar Kadhafi. Il n'est pas le seul. Le colonel libyen recrute à tour de bras. Il rêve de fédérer le peuple du désert, de créer, pour eux, une nation dont il serait le protecteur grâce à l'argent du pétrole. En attendant la naissance de l'État des sables, Iyad Ag Ghali est envoyé au Liban afin d'aider les Palestiniens de Yasser Arafat encerclés par l'armée israélienne à Beyrouth. Il se bat toujours pour le compte du Guide libyen contre les Tchadiens du président Hissen Habré. À la fin des années 1980, Iyad Ag Ghali revient au Nord-Mali auréolé de sa légende de guerrier. Il devient le leader emblématique des Touaregs, qui se soulèvent, prennent Kidal et Gao. Alger négocie un cessez-le-feu, Iyad Ag Ghali signe les « accords de Tamanrasset ». Ceux qui le croisent à cette époque dressent de lui le portrait d'une personnalité à multiples

facettes : il est politique et militaire, stratège et tête brûlée, respecté et craint, noctambule et amateur de boissons fortes.

Jamais éteinte, la rébellion touareg ressurgit en 2005. Iyad Ag Ghali signe à nouveau des accords de paix, cette fois-ci à Alger, en juillet 2006, avec les représentants du président malien Amadou Toumani Touré (ATT). Comme souvent, l'Algérie a joué les intermédiaires. Son ambassadeur au Mali Abdelkrim Ghreib, un homme proche des services de renseignements, est l'architecte de la réconciliation. Le diplomate a dirigé à Paris dans les années 1970 la puissante amicale des Algériens de France qui veille ou plutôt surveille la communauté immigrée pour le compte du FLN, le parti unique. Nommé ambassadeur à Téhéran, Abdelkrim Ghreib a jadis joué un rôle de médiateur dans l'affaire des otages américains capturés par les Gardiens de la révolution. Au Mali, ses uniques rivaux en pays touareg sont les représentants libyens. L'Algérien connaît le dossier sur le bout des doigts. Petit, une casquette vissée sur le crâne, il est infatigable. Il a demandé aux rebelles, en échange de ses bons services, un coup de main dans la lutte d'Alger contre AQMI en 2006. Les Hommes bleus ont attiré les islamistes dans un piège : une transaction liée à un trafic a servi de prétexte pour un rendez-vous. L'embuscade, suivie par un général algérien depuis son véhicule, s'est achevée par une déroute d'AQMI et la mort de l'un des adjoints de Mokthar Belmokhtar. « Nous avons dit aux Touaregs : essayez de vous débarrasser des jihadistes. Le gouvernement malien n'est pas en mesure d'agir. Il n'y a personne d'autre qu'eux pour occuper le vide », expliquait alors Abdelkrim Ghreib.

En février 2007, l'ambassadeur algérien préside la cérémonie de remise d'armes de la rébellion sur la grande place de Kidal, au Nord-Mali. Elle se déroule en petit comité. Pour rejoindre la capitale des Touaregs, il faut, il est vrai, emprunter des pistes improbables. La route est interminable : 1 200 kilomètres séparent Bamako de Kidal. Elle suit les courbes du fleuve Niger, passe près de la ville de Djenné et sa mosquée en terre rouge, longe les falaises de Bandiagara en pays dogon, s'approche des monts Hombori et d'une curieuse colline en forme de main de Fatma. Après le passage du fleuve, elle emprunte l'itinéraire des caravanes qui reliaient à l'époque du commerce saharien Gao à In Salah

en Algérie. Fréquentée par des contrebandiers roulant la nuit à tombeau ouvert, la piste bifurque vers l'est pour se perdre dans les cailloux jusqu'à sa destination finale.

Rentrés dans le rang, des centaines de rebelles de l'Alliance démocratique du 23-Mai pour le changement (ADC) sont descendus du massif de l'Adrar des Ifoghas pour remettre en grande pompe des armes volées à l'armée malienne dans ses arsenaux. La sono crache des morceaux de blues touareg du groupe Tinariwen. Iyad Ag Ghali est parmi eux. La barbe fournie et les yeux sombres, le chef tribal est plutôt fuyant. Il se tait. À Kidal, ses accointances avec les islamistes sont de notoriété publique. Le personnage a changé. Il ne boit plus d'alcool, ne serre plus la main aux femmes et fréquente avec assiduité la mosquée. « C'est un bon musulman », confie prudemment un notable de ville. Hamada Ag Bibi, alias Erless Ag Gida, le porte-parole de l'ADC, ne semble pas suivre la même voie. En 2007, ce dernier est le porte-parole de l'Alliance. Il reçoit sans façon sur la terrasse de sa villa au fond d'une grande cour. « Les Maliens ne veulent pas mourir en combattant al-Qaida. C'est, selon eux, un problème arabe qui concerne les Occidentaux », explique-t-il, en sirotant ses thés. « Les Touaregs sont en revanche motivés, car ils défendent leur territoire. On ne va pas chasser al-Qaida à la manière des Américains depuis les étoiles, mais dans la poussière et la chaleur. » Élu député par la suite, le très politique Hamada Ag Bibi est un proche d'Iyad Ag Ghali, sans doute son plus fidèle lieutenant.

Les ex-insoumis ont été cantonnés dans un campement jusqu'à l'entrée en vigueur du plan de paix signé en 2006. Selon l'une de ses clauses, il est prévu que ses combattants intègrent des unités de l'armée malienne à commandement targui. Les États-Unis se félicitent de voir ces anciens supplétifs d'Alger gérer l'arrière-cour malienne. Quelques officiers américains appuient leur intégration dans l'armée nationale malienne et aident en vue de leur formation.

La paix touareg n'est cependant que de courte durée. En 2012, au début du soulèvement touareg, la plupart de ces soldats désertent pour rejoindre les insurgés et s'engager aux côtés d'Iyad Ag Ghali, chef d'Ansar Dine devenu l'allié d'AQMI.

En 2007, lorsqu'il le nomme conseiller consulaire du Mali à Djeddah, la deuxième ville d'Arabie saoudite, le président Amadou Toumani Touré est loin de soupçonner qu'il va précipiter sa propre chute. Car c'est à Djeddah, par où transitent les fidèles maliens en route pour le pèlerinage du Hadj, que l'encombrant Touareg qu'est Iyad Ag Ghali se radicalise en fréquentant les wahhabites qui dirigent l'Arabie saoudite. Il vire salafiste.

Dès son retour au pays, Ag Ghali juge urgent de donner l'impression qu'il ne va pas bouger lorsque les Touaregs laïcs du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), créé l'année précédente, décident, à l'été 2011, de préparer la lutte armée pour obtenir l'indépendance du territoire revendiqué de longue date par les Touaregs. Son islamisme l'a éloigné de ses anciens amis, et ses relations avec la présidence l'inciteraient à privilégier la voie de la négociation. Médiateur dans les affaires d'otages, Iyad Ag Ghali a un cousin, « Abdelkrim Taleb », qui dirige une katiba d'AQMI. Cela facilite les discussions. Toutefois, il se prépare aux hostilités en fondant son propre mouvement islamiste, Ansar Dine, « les Partisans de la religion du Prophète ».

Charismatique, l'homme qui symbolise la lutte des « Hommes bleus » pour la reconnaissance de leurs droits est entouré de centaines d'hommes issus de sa tribu des Ifoghas et d'une garde rapprochée prête à mourir pour lui. Il choisit d'épauler le MNLA lors de l'offensive des Touaregs laïcs contre l'armée malienne, au début de l'année 2012. Des unités d'Ansar Dine et d'AQMI participent aux attaques. Il n'y a pas alors de véritable alliance politique entre les islamistes armés et la rébellion touareg traditionnelle, mais plutôt des intérêts conjoncturels bien compris.

Le MNLA est prêt à se compromettre pour concrétiser l'utopie de l'indépendance. Son rêve se transforme en cauchemar en avril 2012. Ses troupes sont chassées de Tombouctou par Ansar Dine, dont les forces ont été sous-évaluées. Le drapeau noir flotte désormais sur les toits des bâtiments publics de la ville aux 333 saints. « Tous ceux qui ne sont pas sur la voie d'Allah sont des mécréants », tonne Iyad Ag Ghali au micro d'une radio locale. « Notre combat est le redressement. » Les islamistes ont raflé la mise. Le MNLA essuie un autre revers à Gao : la ville est prise par les combattants du Mujao. Les recrues du MNLA désertent, plus

motivées par l'argent des jihadistes que par la foi, elles rejoignent Ansar Dine. Dans les villages, les prêcheurs d'AQMI font fermer les écoles lorsqu'elles n'appliquent pas leurs consignes, contraires aux traditions touaregs, de séparation entre les filles et les garçons.

Iyad Ag Ghali est convaincu qu'il va jouer un rôle charnière. Il est le maître de Kidal, la petite capitale des Touaregs, mais songe à un destin national. Il se voit imposant la charia dans l'ensemble du Mali, avec l'assentiment de notables religieux à Bamako. Dans le même temps, ses proches négocient à Ouagadougou, au Burkina Faso, une solution de sortie de crise. Ansar Dine envisage de renoncer à l'application pure et dure de la charia, de se tenir à l'écart du commerce des otages et de rejeter le terrorisme, mais ce n'est que de la poudre aux yeux. Iyad Ag Ghali opte en fait pour la force. Il ne semble pas anticiper la réaction de Paris à son attaque en direction du sud et de la capitale du Mali.

Le 11 janvier 2013, les hélicoptères français ouvrent le feu avec des missiles HOT et du canon de calibre 20 mm sur les véhicules jihadistes. Deux lieutenants d'Iyad Ag Ghali sont tués : un chauve surnommé Kojak et un certain Ag Wasnanat. Les combattants d'Ansar Dine se replient, sans demander leur reste, sur le massif de l'Adrar des Ifoghas, le « royaume » en péril d'Ag Ghali. Le chef touareg au double jeu est depuis un homme en fuite.

Belmokhtar, mister Marlboro

Du départ de l'Armée rouge à l'arrivée de l'armée française… Mokhtar Belmokhtar, *alias* Khaled Aboul Abbas, a successivement combattu en Afghanistan, en Algérie, puis dans le Sahel. Son parcours le classe aux yeux des jeunes générations salafistes dans la légende des vieux routards du jihad, partis en précurseurs dans les montagnes d'Asie centrale porter haut le drapeau de l'islam. Pour les services de renseignements occidentaux et algériens, c'est un brigand de grand chemin, un voyou islamisé, partagé entre la défense de ses intérêts et un fanatisme débridé.

Mokthar Belmokhtar est né à Ghardaïa, au centre de l'Algérie, dans la région des Grands Ergs, ces immenses mers de sable balayées par les vents d'où émergent de hautes dunes. En 1989, à l'âge de dix-sept ans, il part pour l'Arabie saoudite, le pays de transit des candidats au jihad en Afghanistan, où un fils de milliardaire, un certain Oussama Ben Laden, a monté, avec la bienveillance de la famille régnante, des filières de recrutement au jihad. Enlisée dans un conflit sans fin, l'armée soviétique est sur le départ, mais la guerre n'est pas finie. Belmokthar passe par des camps d'entraînement, puis participe aux combats. Touché par un éclat d'obus, il perd son œil gauche et gagne un surnom : « le Borgne » – comme mollah Omar, le chef taliban, l'un de ses héros. Dans une rare interview accordée en 2007 à un forum salafiste, l'Algérien affirme avoir été captivé dès l'adolescence par le récit des exploits des moudjahidin afghans et avoir trouvé sa vocation dans la rudesse des maquis.

Mokhtar Belmokhtar est de retour chez lui au début des années 1990. L'Algérie est en effervescence, les islamistes prennent les armes. Les « Afghans » à la longue barbe et au pantalon bouffant sont en première ligne. Auréolés de leurs exploits dans les montagnes de l'Hindu Kush, ils incarnent l'insurrection. À Ghardaïa, Mokhtar Belmokhtar crée la katiba Echahada, la « brigade du Martyre ». En 1993, il tue treize policiers. C'est, d'après les comptes rendus de ses procès par contumace, son principal fait d'armes durant la guerre civile. Belmokthar est issu du même moule que ses comparses Droukdel et Abou Zeid : c'est un jusqu'au-boutiste. Sa katiba est proche des GIA, accusés de massacres à grande échelle à partir de 1996 ; il rejoint le GSPC à sa création, deux ans plus tard. L'expérience acquise par Mokhtar Belmokhtar lui permet d'accéder au statut d'émir. Il est le chef de la zone 9, le Sud algérien.

Le Borgne porte une tache sombre sur son front, la marque des dévots. Sa peau s'est durcie à force de cogner le sol pendant les prières. Son territoire est immense. L'armée algérienne sanctuarise les villes, mais ne peut quadriller complètement le désert pour le contrôler. Le jihadiste a pris l'habitude d'effectuer des séjours au Mali pour se procurer des armes et des munitions provenant des stocks de l'armée de Bamako et se livrer à la contrebande. Sa spécialité, le trafic de cigarettes, lui vaut son surnom, « mister Marlboro ». Il est également présent sur le marché des

clandestins subsahariens qui traversent le Sahara en camion, comme des bestiaux, contre monnaie sonnante et trébuchante, dans l'espoir de rejoindre l'Eldorado européen.

En dépit de ses diverses activités de négoce, Belmokthar garde toutefois l'étiquette jihadiste et entre en contact avec al-Qaida. « Des émissaires d'al-Qaida ont rencontré Belmokhtar après les attentats du 11-Septembre. L'idée d'intégrer l'organisation était latente depuis cette prise de contact », révèle Nourredine Ghrika, un membre de son réseau, lors d'un procès[2].

Belmokhtar tisse peu à peu des liens avec des commerçants arabes de la région de Tombouctou, où il est bien accueilli. Il épouse une fille de notable, prend ses aises. On le dit propriétaire de troupeaux de dromadaires. Ses lieutenants suivent son exemple dans la vie paramilitaire comme dans le civil. Mister Marlboro choisit de s'installer au Mali pour développer ses affaires. Un accord tacite avec les autorités locales lui assure l'impunité, à condition de ne pas enlever d'Occidentaux sur le territoire malien : « On lui a promis de le laisser tranquille à condition qu'il ne se livre pas à des actions hostiles sur notre sol », nous confirme en 2007, à Gao, le colonel Hadj Gamou, chef à l'époque de la première région militaire.

L'émir a ses codes vestimentaires : une poche est cousue au niveau de la poitrine sur son kami, son pardessus, afin de signifier son rang. Elle a été brodée par le couturier de sa katiba. Un documentaire d'une heure environ, tourné par un caméraman d'AQMI et dont un montage d'une dizaine de minutes a été diffusé par France 24, dévoile la vie quotidienne de Belmokthar et de ses compagnons d'armes. Il s'agit, à la différence des vidéos de propagande, d'un témoignage sans mise en scène. Cela commence comme un film d'amateur de trekking. La caméra s'attarde sur de puissantes Toyota LandCruiser converties en pick-up. Les véhicules sont embourbés dans un oued, un fond de rivière grossi par une forte pluie. Des combattants se roulent dans la mare en riant autour des 4 x 4 pour célébrer l'averse, ce don du ciel. Ils s'ébattent comme de jeunes fauves. « Ils ont l'habitude de ces corps-à-corps très virils. Quand je les voyais, je me disais qu'ils feraient mieux, pour leur équilibre

psychique, d'aller draguer une fille, fumer une cigarette et boire un verre », commente un ex-otage.

Dans une autre séquence, ils participent à un concours de saut en hauteur avec, en guise de barre, un drap enroulé. Dans cet exercice digne d'une cour d'école, un concurrent en tenue afghane s'élance, un fusil-mitrailleur dans les mains, passe l'obstacle en culbute et finit sa course l'arme au poing. Mokhtar Belmokhtar apprécie le spectacle.

Chaque membre de la colonne a son métier. Le tailleur est installé devant sa machine à coudre installée dans le sable. Un long travelling montre un artificier, un aveugle à lunettes noires qui aurait perdu la vue et une main dans un « accident du travail » ; on voit un enfant-soldat d'une quinzaine d'années et un lecteur du Coran. Un peu à l'écart se tient un émir de second rang, un téléphone satellitaire Thuraya collé à l'oreille. Il a grimpé au sommet d'un monticule pour mieux capter la communication. La colonne se déplace comme tous les groupes d'AQMI à un train d'enfer sur des territoires immenses. Elle se ravitaille en carburant grâce à des réserves enterrées au bord des pistes. Ces « stations-service » souterraines que les chauffeurs repèrent par GPS.

Après la conquête du Nord-Mali, Belmokhtar se montre plus souvent à Gao qu'à Tombouctou, son ex-fief, dont il s'est fait éjecter par son rival Abou Zeid. En décembre 2012, il annonce sa rupture avec AQMI et la naissance d'une nouvelle formation baptisée el Mouaguine Biddam, « les Signataires par le sang ». Belmokthar s'éloigne de la maison mère, mais pas de l'engagement jihadiste. Il met en garde la « France mécréante » contre toute intervention dans la région et qualifie les élites algériennes, politique, militaire, économique et culturelle, de « fils de France », la pire des insultes. Fort de son expérience, Belmokthar s'émancipe et anticipe. À la fois gangster islamisé et idéologue redoutable, il est surtout pragmatique.

Cinq jours après le déclenchement de l'opération française au Mali, c'est le coup de tonnerre. Des terroristes de son groupe attaquent le complexe gazier algérien d'In Amenas, situé à environ 500 kilomètres de la frontière malienne. Ses hommes lancent en pénétrant sur le site gazier : « Nous sommes d'al-Qaida et notre chef est Mokhtar Belmokthar. »

Quelle mouche a piqué Belmokthar ? Que viennent faire là ses hommes si loin des combines maliennes et des caravanes du Sahara ?

Une quarantaine d'Algériens, de Tunisiens, d'Égyptiens, de Mauritaniens, de Nigériens ont lancé l'assaut. Belmokthar a envoyé ses meilleurs éléments se faire tuer dans cette grande foire aux otages. Dans son casting international figurent ses lieutenants mauritaniens et nigériens, mais aussi des éléments locaux, de jeunes Algériens qui s'étaient fait remarquer en attaquant l'aéroport de l'oasis de Djanet quelques années plus tôt, en novembre 2007. L'attaque avait avorté.

Le coup de force à In Amenas a été planifié de longue date. Les assaillants disposent d'un plan détaillé du complexe gazier dans lequel travaillent et vivent des centaines d'expatriés occidentaux et asiatiques et d'employés algériens. Les terroristes seraient venus de Libye, où Belmokthar a ses entrées. Ils se sont faufilés dans les campements avec, dans leurs poches, des listes d'étrangers. Certains captifs sont ligotés, d'autres portent des ceintures d'explosifs et des colliers de Semtex, un explosif très instable, noués autour du cou. Dès le début de la plus grande prise d'otages de l'histoire de l'Algérie, l'issue paraît inéluctable : Alger n'accepte jamais de négocier avec des terroristes et utilise toujours, sur son sol, la manière forte. La doctrine en vigueur pendant la guerre civile n'a pas changé, quitte à déplaire aux gouvernements qui ont des ressortissants dont la vie est en jeu. Les autorités algériennes proposent deux options aux preneurs d'otages : la reddition ou la mort. Elles refusent de négocier.

Le lendemain, les ravisseurs tentent de quitter le site à bord de pick-up dans lesquels ils ont entassé des otages. Trois missiles à guidage laser sont aussitôt expédiés à partir d'un hélicoptère Super Hind sur le convoi, qui est pulvérisé. On retrouvera plus tard les carcasses calcinées des véhicules et des corps carbonisés. Le premier assaut est donné. Une poignée de terroristes reste retranchée dans l'usine. Pour neutraliser le dernier noyau de ravisseurs, les services de sécurité algériens tentent de négocier leur reddition. En vain.

Les irréductibles se sont réfugiés dans une aile de l'usine où ils tuent sept expatriés. Les victimes sont abattues d'une balle dans la tête, d'autres sont égorgées. Les forces spéciales engagent l'ultime assaut.

L'opération est terminée. Trente-sept otages sont morts, vingt-neuf terroristes ont été exécutés, et trois autres faits prisonniers. Les Algériens estiment avoir limité les pertes humaines. Belmokthar se tait. Pour toujours ? S'il est bien mort dans des combats dans le massif de l'Adrar des Ifoghas comme l'a annoncé le 2 mars 2013 le chef d'état-major de l'armée tchadienne, le renard du désert a emporté avec lui ses secrets.

Abou Zeid, l'ex-ennemi public numéro un de la France

Ceux qui ont vu le cadavre du petit homme rachitique à la barbe grise et au visage taillé au couteau ont tout de suite compris qu'Abdelhamid Abou Zeid, principal chef d'al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI), est mort au combat contre l'armée française. Il a été tué fin février 2013, avec une quarantaine de ses comparses, dans le massif de Tigharghar, au nord du Mali, où se concentraient les engagements contre les katibas salafistes. Les rescapés de sa katiba ont confirmé que le corps retrouvé était bien le sien. Le président Idriss Déby a annoncé le premier la nouvelle : le chef d'AQMI est mort en guerrier. François Hollande a préféré attendre les résultats des tests ADN effectués en Algérie pour confirmer la disparition de l'ennemi public numéro un de la France un mois plus tard. Les deux chefs d'État se sont partagé les rôles en fonction de leurs propres agendas. Déby était pressé d'offrir un trophée à son opinion publique et de montrer l'exemple à ses homologues africains. Hollande tenait à retarder le faire-part de décès dans l'espoir de préserver la vie des otages français. Il s'est bien gardé de préciser que le principal émir de la branche saharienne d'AQMI est mort dans un bombardement de l'armée française.

Exit donc Abou Zeid, le brouilleur de pistes. Ce fils de berger serait en fait né dans un bled près de la frontière libyenne. Âgé d'une cinquantaine d'années, Abou Zeid n'était dans l'organigramme d'AQMI que le chef de l'une des plus puissantes katibas du Sud, mais il s'était taillé une solide réputation de stratège malin et intransigeant, calme et capable de cruauté, froid et calculateur.

Sa trajectoire est classique. Il milite d'abord au sein du Front islamique du salut (FIS), au début des années 1990, avant d'adhérer au Groupe

islamique armé (GIA), dont il suit les dérives extrémistes avant de continuer le combat au GSPC. Il y rencontre Abderrezak el-Para, dont il devient le bras droit, et Mokhtar Belmokhtar, l'autre futur grand émir d'AQMI. Les trois jihadistes sont au tournant des années 2000, dans les confins du désert du Mali, les fers de lance des phalanges du Sahara.

En 2003, el-Para et Abou Zeid séquestrent 32 touristes allemands et autrichiens en virée dans le Sud saharien. El-Para, alors chef d'Abou Zeid, est un personnage controversé. Déserteur des forces aéroportées algériennes, le baroudeur est soupçonné d'être un agent algérien du Département de renseignement et de sécurité (DRS), les services secrets algériens, infiltré dans les réseaux islamistes. Une rumeur, jamais vérifiée mais tenace, car le DRS est passé maître dans l'art de manipuler des groupes clandestins grâce à des taupes.

Le parcours clandestin d'el-Para prend fin, en tout cas, en 2004, dans une grotte perdue au fin fond du Tibesti, en territoire tchadien. Les États-Unis ont repéré par satellite sa colonne en déplacement. Pris en chasse par l'armée de N'Djamena, il est capturé par des rebelles tchadiens. Ces derniers ont du mal à se débarrasser de l'encombrant personnage, dont personne ne veut. El-Para est, après des tractations, récupéré par le régime de Kadhafi et remis aux autorités algériennes qui le jettent en prison, où il croupit encore après un procès public escamoté. Abou Zeid ne l'oublie pas. Il réclame régulièrement sa libération contre des otages et se heurte au refus d'Alger.

L'arrestation d'el-Para permet à Abou Zeid de prendre la direction de sa katiba. Ses relations avec Belmokthar, l'autre patron de la branche sahélienne, sont exécrables. Les deux émirs se disputent le leadership. Ils s'autonomisent pour élargir leur marge de manœuvre. Les rivalités s'aiguisent. Belmokhtar passe pour un voyou des sables. Abou Zeid pour un rigoriste ultra-radicalisé qui mène le combat contre les mécréants et les « *takfir* », les « mauvais musulmans ». Ce qui les distingue est au premier abord peu visible, puisque leur fonds de commerce commun est le business des otages.

Abou Zeid est un prédateur et un assassin. On lui attribue la mise à mort en 2009 du Britannique Edwin Dyer, car son pays refusait par principe de payer pour sa libération. Et celle, en 2010, du Français

Michel Germaneau, âgé de soixante-dix-huit ans, un vieil homme malade retenu prisonnier dans des conditions extrêmes et sans doute abattu. De son côté, le diplomate canadien des Nations unies Robert Fowler, enlevé au Niger, a raconté comment Abou Zeid a refusé de fournir des médicaments à deux otages souffrant de dysenterie, dont l'un avait été piqué par un scorpion. Cette brutalité a fait la fortune de l'organisation d'Abou Zeid, qui a encaissé des dizaines de millions d'euros grâce aux rançons versées par les États occidentaux. Le pactole lui a permis de s'équiper, de recruter des volontaires et de corrompre des notables locaux pour s'attirer des complicités.

Deux Français sont cependant sortis vivants de ses griffes : Françoise Larribe, enlevée à Arlit en septembre 2010 avec des salariés d'Areva et de Satom, filiale du groupe Vinci, et Pierre Camatte, enlevé en novembre 2009 à Ménaka au Mali. « Je l'ai vu à deux reprises. La première fois pour le tournage d'une vidéo de propagande, raconte Françoise Larribe. Il était ascétique, tout en mouvement, et portait un fusil qu'il ne quittait jamais. Il était omniprésent, il dirigeait ses troupes comme un petit général qui cherchait à galvaniser et à rendre réactifs ses hommes par son courage et son sang-froid. Il paraissait très proche de ses combattants. C'était un meneur. Il est sans doute mort en voulant donner l'exemple, en se battant à la tête de sa bande. »

Le court document de revendication de l'enlèvement en septembre 2010 de sept employés d'Areva et de Satom est l'occasion pour Abou Zeid de se mettre en avant. Jamais encore il n'avait monté un coup d'une telle audace : frapper un site minier d'uranium ultra-sensible pour les intérêts français. Le chef jihadiste est à visage découvert. Il est assis en tailleur, porte une veste militaire et regarde la caméra droit dans l'objectif. Ses complices sont masqués. Lui assume. Son visage est long, le front buriné par le soleil.

Après l'épisode du tournage de la vidéo, Françoise Larribe rencontre une deuxième fois Abou Zeid, lors de sa libération. Elle décrit le camp principal d'Abou Zeid, à ciel ouvert, dans le massif de l'Adrar des Ifoghas, près de la frontière algérienne, comme « énorme » et « visible d'avion ». L'émir tient à s'entretenir avec la femme qu'il séquestre avant de la laisser partir. « Il m'a peut-être rencontrée pour que je témoigne du

fait qu'il nous détenait et qu'il était le décideur », explique-t-elle. L'otage raconte : « Je me suis assise sur une couverture à côté de lui. Il m'a interrogée pendant quarante-cinq minutes. » Abou Zeid veut tout savoir de ses relations avec Areva et sur le fonctionnement de la société. Elle répond avec prudence, par le truchement d'un interprète, un ancien étudiant en sociologie francophone, pour ne pas enrayer le processus de libération.

Certains prétendent qu'il ne parle pas volontairement le français, une langue qu'il comprendrait, mais refuserait de parler par idéologie, à l'instar de beaucoup d'islamistes algériens. La réalité est, selon Pierre Camatte, plus prosaïque : il ne baragouinerait que quelques mots de la langue de Molière.

Pierre Camatte a, lui aussi, fréquenté Abou Zeid pendant ses trois mois de détention. Le jihadiste se présente deux jours après le rapt sans dire son nom. Il porte la djellaba traditionnelle. Le deuxième interrogatoire est filmé. La libération d'islamistes détenus au Mali est exigée en échange du botaniste français. « Il ne se mélangeait pas aux autres ravisseurs, qui le consultaient régulièrement, se souvient l'ex-prisonnier. Il m'a toujours parlé sur un ton neutre, sans agressivité. Ses questions étaient presque techniques. Il a d'abord voulu savoir pourquoi j'étais venu en Afrique. Quel avait été mon parcours jusque-là. Un jour, il m'a demandé si je connaissais bien Internet. Si je pouvais lui indiquer des sites de cartographie qui lui auraient donné des photos du désert en temps réel[3]. »

Abou Zeid ne cherche pas à rallier ses otages à sa cause. Il ne leur sert pas de causeries sur Oussama Ben Laden ni sur les méfaits supposés de la colonisation française en Algérie. Son moteur est sa détestation globale de l'Occident.

Le prisonnier apprendra l'identité de son geôlier une fois tiré d'affaire. « J'ai eu froid dans le dos quand on m'a parlé de quelqu'un de féroce qui avait sans doute égorgé le touriste britannique Edwin Dyer. Jamais je n'avais pensé que j'avais en face de moi cette personne-là, car il n'a jamais été violent avec moi. » Camatte était pourtant ligoté le soir pour l'empêcher de fuir et il était parfois frappé. Qu'ils soient Allemands,

Suisses ou Italiens, les ex-prisonniers souffrent rarement du syndrome de Stockholm. Ils peignent les moudjahidin, qu'ils voient « tout le temps psalmodier comme dans une secte », sous les traits de « kleptomanes, voleurs d'argent, de voitures, de téléphones et d'ordinateurs ». Tous vénèrent Abou Zeid.

Début 2012, lorsque la rébellion touareg progresse dans le nord du Mali, Abou Zeid met en place le noyautage par ses inféodés des insurgés laïcs du MNLA. À peine vainqueur, le MNLA est marginalisé, puis militairement écrasé pour laisser place à AQMI et à ses alliés d'Ansar Dine et du Mujao. Abou Zeid peut alors sortir de la clandestinité. Il règne sur Tombouctou, où il continue de cultiver son image d'ascète, discret et vertueux. Il circule en ville, roule dans de vieilles voitures. Il en change de temps en temps. On le voit seul au volant d'un véhicule blanc, puis repasser à l'arrière d'un véhicule gris. À Tombouctou, en dépit des guimbardes, personne ne doute d'ailleurs que ce soit lui le chef. À l'instar de Ben Laden, il a pris la posture de l'émir placide à la détermination sanglante. Dans la ville des Saints, la peur entoure l'émir du Sahara. « On évitait de le regarder trop en face. On savait que les quatre Français étaient toujours gardés non loin de lui. On savait ce qu'il pouvait faire à ses prisonniers », raconte un journaliste local.

En janvier 2013, il quitte Tombouctou en catastrophe avant l'arrivée des Français, pour tenter son baroud d'honneur sous un soleil cuisant, près d'In Tebdog, dans la vallée d'Amettetaï, près de la frontière algérienne.

La vie quotidienne au Malistan

C'est un document d'environ 80 pages découvert par hasard à Tombouctou par les envoyés spéciaux de *Libération* et de RFI, Jean-Louis Le Touzet et Nicolas Champeaux, dans les bureaux dévastés de la télévision publique, occupés durant les mois de « califat[4] » au Nord-Mali par AQMI. Daté du 20 juillet 2012, et titré « Orientation du jihad dans l'Azawad », il est signé d'Abdel Malek Droukdel, le chef suprême de la filiale maghrébine d'al-Qaida. Cette feuille de route est destinée aux

cadres du « jihad dans l'Azawad ». Elle a, comme tout dossier administratif, un numéro de registre : le 33/234. Son contenu prouve que, même à al-Qaida, les dirigeants islamistes essayent de se faire passer pour des modérés. Si surprenant que cela puisse paraître, AQMI cherche à donner le change à l'opinion publique malienne et internationale en imitant les islamistes « responsables » qui gouvernent à Tunis ou au Caire, et leurs procédures. La missive confirme qu'AQMI a manipulé les Touaregs d'Ansar Dine. « Que faire pour garder l'objectif qui est l'islamisation du pays, d'une part, et éviter, d'autre part, tout comportement qui montre que nous voulons un gouvernement islamique dirigé par al-Qaida ? » s'interroge en préalable Droukdel. « La raison pour laquelle on s'est posé cette question est d'éviter la domination du gouvernement pour ne pas attirer l'attention de la communauté internationale. Le gouvernement doit être formé majoritairement par les peuples de l'Azawad. » Il invite donc Ansar Dine, le mouvement touareg islamiste, à lui servir de faux nez. Droukdel écrit vouloir « tout faire pour maintenir l'existence d'un émirat d'al-Qaida, et cela indépendamment d'Ansar Dine ». Il ajoute : « Nous ferons également tout notre possible pour préserver Ansar Dine de nos activités négatives commises à l'extérieur afin qu'il protège son projet dans le pays ». Il réclame enfin pour AQMI, en cas de formation d'un gouvernement provisoire, les postes stratégiques « de la Défense, de la Justice, des Affaires religieuses, de l'Éducation et de la Communication ». Quant à Iyad Ag Ghali, le chef d'Ansar Dine, il serait nommé Premier ministre.

Droukdel semble enfin anticiper une intervention militaire venue de l'étranger : « Si nous sommes agressés, nous ne serons pas seuls. Aussi la communauté internationale ne concentrera-t-elle pas ses pressions uniquement sur nous, mais aussi sur nos alliés. Nous ne serons pas seuls à assumer la responsabilité d'un éventuel échec », prédit-il avec une certaine lucidité.

La consigne du chef d'AQMI est d'« interdire de tuer au nom du jihad à l'intérieur de notre territoire ». Quant à la destruction des mausolées des saints de Tombouctou et les lapidations, elles sont « une faute politique », estime-t-il. « La population risque de se retourner contre nous, et nous ne pouvons combattre tout un peuple, vous risquez donc de

provoquer la mort de notre expérience, de notre bébé, de notre bel arbre. »

Ainsi, Droukdel réagit aux destructions, au nom de l'idolâtrie, des mausolées vénérées par les habitants de la ville aux « 333 saints ». Cependant, des tombeaux en terre sèche continuent à être rasés, malgré ses recommandations. Difficile de faire entendre raison à des jihadistes peu portés sur l'islamisme *light*, même pour mieux parvenir à ses fins. L'émir a compris l'effet désastreux des démolitions. Toucher les sépultures, c'est toucher à l'âme de Tombouctou. La métropole a connu un rayonnement islamique international. Au XV^e^ siècle, la ville comptait 100 000 habitants, et c'était un foyer d'effervescence. Aux lettrés et marabouts se joignaient des écrivains et des théologiens du Maghreb. Ce passé a survécu grâce au rôle particulier des marabouts, qui prônent un islam traditionnel, en totale opposition avec l'islam politique qu'est le salafisme. Importé du Golfe arabique, ce courant « purificateur » prône une soumission absolue à Dieu et juge hérétique le culte des saints. Droukdel estime également que le « zèle dans l'application de la charia » braque inutilement l'attention de « la communauté internationale sur nous ». « Il faut expliquer la charia et éduquer à l'islam. Alors seulement nous pourrons appliquer les punitions comme le recours au fouet pour l'adultère », estime-t-il.

C'est pourtant bien la charia pure et dure qui est imposée sur les deux tiers du territoire malien. Si beaucoup d'habitants ne supportent pas que l'on touche aux tombes des saints et à leurs traditions maraboutiques, certains – il faut le reconnaître – ne se formalisent pas de la rudesse dans l'application de la charia.

À Tombouctou, la justice se rend dans la « Maison », un hôtel de charme réquisitionné. Le comptoir a disparu. Les juges ont installé leurs bureaux dans les anciennes chambres de l'établissement. Ils enquêtent les lundi, mardi et mercredi. Le samedi et le dimanche sont consacrés aux audiences. Les accusés n'ont pas d'avocat. Trois ou quatre « hommes de sciences », « maîtrisant la charia », donnent leur avis.
« Malheureusement, les juges ne nous écoutaient pas. Nous leur donnions le conseil de tenir compte de la loi d'Allah d'un point de vue préventif, d'attendre avant de l'appliquer, mais ils brûlaient les étapes », rapporte

un marabout, souvent sollicité par les maîtres de la ville, qui montrent des lacunes en science de la charia.

Les verdicts sont sans appel. Les délits comme la consommation d'alcool et de cigarettes sont punis sur la place du petit marché par des coups de fouet ; les adultères sur celle de la mosquée Sankoré. Les amputations et les mises à mort se déroulent parfois devant le bassin de rétention d'eau. « J'ai assisté à une exécution. La victime a été tuée de trois balles de kalachnikov tirées à quatre mètres de distance, témoigne le journaliste Tandina Yayah. J'ai vu aussi une amputation sans anesthésie. La personne a été attachée à une chaise. C'était le 14 septembre 2012. Sa main pendait. Le bourreau l'avait coupée avec un couteau de boucher au niveau du poignet, mais elle tenait encore par un nerf. Il l'a recoupée. La main est tombée dans un mouchoir blanc. Le sang coulait du moignon, puis les infirmiers ont été autorisés à intervenir », poursuit le reporter de Tombouctou. Mahaman Dedeon Maya, un plombier à la peau noire âgé de vingt-cinq ans, était accusé d'avoir volé des fauteuils dans une maison appartenant à un Arabe. Le très miséricordieux Abou Zeid, le chef d'AQMI, est allé le saluer sur son lit de douleur à l'hôpital et lui a remis quelques subsides.

L'émir rencontre souvent les notables et discute aimablement avec les médecins de l'hôpital. Il accepte la présence dans le centre hospitalier de membres du personnel de religion chrétienne et se montre attentif aux besoins de ses interlocuteurs.

Au « Malistan », il est déconseillé de jouer au baby-foot. À Gao, les propriétaires d'antennes paraboliques qui invitaient les voisins dans la cour, sous les manguiers, à regarder les programmes internationaux se cachent désormais pour allumer la télé. La musique profane est interdite, la mixité prohibée, circuler à moto en couple est passible de coups de fouet. Pas de cigarettes, pas d'alcool. Les discussions de rue en petits groupes sont considérées comme suspectes. D'autant plus que les jeunes qui ne s'en laissent pas compter bravent l'ordre islamique : ils manifestent devant la place de la Charia le jour de la première amputation publique.

« La vie n'était pas facile avant, mais, là, elle avait perdu sa gaieté, elle était fade et triste. On ne se laissait pas faire avec les copains du quartier.

Je m'accrochais verbalement avec les barbus dans la rue, mais il fallait faire attention et tout cacher à la maison », raconte Amara, un électricien.

Le voile est obligatoire, les femmes sont harcelées dans la rue à la moindre occasion. « Des femmes ont été cravachées en public, témoigne Fatima Touré, la présidente d'une association féminine de Gao. Il y a pire. Des filles ont pris la fuite après des mariages arrangés et sont allées voir les imans pour dénoncer leur calvaire : leurs maris du Mujao, qui avaient payé la dot, les forçaient la nuit de noces à avoir des rapports sexuels avec plusieurs hommes. Les imams sont intervenus pour casser ces mariages. Maintenant, si Dieu le veut, cela n'arrivera plus. »

1. Georges Berghezan, *Panorama du trafic de cocaïne en Afrique de l'Ouest,* rapport du GRIP, juin 2012 (http://www.grip.org/sites/grip.org/files/RAPPORTS/2012/Rapport_2012-6.pdf).
2. *El Watan*, 31 mars 2007.
3. *Le Figaro*, 25 septembre 2010.
4. Les islamistes liés à AQMI qui s'emparent du Nord-Mali, en 2012, prônent l'instauration d'un califat transnational, régi strictement selon la charia, et souhaitent transformer le Sahel en nouvel Afghanistan.

Chapitre 5

Le temps des otages, l'âge d'or des rapts

Pour se financer, AQMI a dans un premier temps misé sur la contrebande avec l'Algérie : un business artisanal, mais juteux. L'organisation a rapidement trouvé mieux : le kidnapping. Les groupes algériens capturent des touristes, des Autrichiens, des Espagnols, des Suisses, des Canadiens, des Italiens. Ils s'en prennent à des ressortissants de pays occidentaux qui payent sans trop se poser de questions. L'essentiel est de sauver des compatriotes. La délégation des finances du Conseil fédéral suisse a, par exemple, déclaré publiquement avoir ouvert en 2009 une ligne de crédit de 5,5 millions de francs suisses pour couvrir les frais de l'affaire des otages helvètes au Mali. Menée pour des raisons humanitaires, cette politique de la négociation à tout prix a des conséquences désastreuses. De 2007 à 2009, le nombre d'enlèvements d'Occidentaux est passé de quatre à dix-neuf. En 2010, Kamel Rezag Bara, conseiller auprès du président algérien Abdelaziz Bouteflika, estime à plus de 50 millions d'euros les sommes versées aux jihadistes, auxquels s'ajoutent 100 millions de frais liés aux libérations. À l'époque, le tarif de base de la libération d'un otage avoisine, selon lui, les 5 millions d'euros. L'ex-ambassadrice des États-Unis au Mali, Vicki Huddleston, confirme : « Les Européens ont versé plus de 70 millions d'euros entre 2004 et 2011. C'est le chiffre que j'ai vu écrit noir sur blanc. Les gouvernements nient payer des rançons mais tout le monde sait que de l'argent passe de main en main et que cela se termine dans la trésorerie d'AQMI[1]. » Désormais à la retraite, la diplomate décrit un système où l'argent transite par la présidence malienne avant d'être distribué aux intermédiaires qui prélèvent leur dîme et remettent l'argent

aux groupes armés. « Les gouvernements avaient le sentiment de ne pas pouvoir faire autrement », commente-t-elle.

Les versements alimentent les katibas. Ils servent à améliorer les équipements, la logistique, et à engager des opérations de plus grande envergure. Ces rapts sont l'indicateur de la montée en puissance d'AQMI. Jean-Christophe Rufin est l'un des premiers à tirer la sonnette d'alarme à l'occasion de la sortie, au printemps 2010, de son roman *Katiba*[2]. « On parle peu de l'islamisme sahélien, mais cela ne saurait tarder », prédit-il. L'ambassadeur de France au Sénégal, qui quitte ses fonctions en juin 2010, sait de quoi il parle. Il a vu monter les menaces.

Dans sa zone la plus « chaude », le Sahara s'est mué en terrain de chasse, avec, dans le rôle du gibier, des touristes et des humanitaires blancs travaillant pour de petites ONG. L'importance des sommes en jeu a fait exploser les systèmes de protection dont pensaient bénéficier les Européens qui s'aventuraient dans la région. Les communautés locales ont de plus en plus de mal à résister aux sirènes financières des islamistes. Les prédateurs versent des commissions aux indicateurs en échange de bonnes informations sur les proies à récupérer. Leurs montants font tourner les têtes des sous-traitants. « Aujourd'hui, tout s'achète avec de l'argent », résume alors le porte-parole du MNLA, Hama Ag Sidhamed.

Les bandes d'AQMI s'attirent aussi, parfois, la complicité des habitants par des dons, des aides et de la nourriture. De quoi garder une longueur d'avance sur les États pour gagner « la bataille des cœurs » auprès d'une population marginalisée par les pouvoirs centraux. Baignés depuis l'enfance par le culte des armes, de la révolte, et le commerce illégal, de jeunes Touaregs se tournent vers les pieux musulmans. Les katibas se renforcent.

La France est prise dans le piège des rapts avec le kidnapping de Pierre Camatte, le 26 novembre 2009. Ce botaniste vosgien de soixante-cinq ans passe la nuit à Ménaka, dans le nord du Mali, sur un matelas, dans la cour de l'hôtel Minika (« Où sommes-nous ? » en tamashek, la langue berbère), lorsque des hommes armés surgissent. Il est poussé en pyjama dans le coffre d'un véhicule. Le ravisseur, Abou Zeid, réclame la

libération de quatre membres d'AQMI emprisonnés à Bamako. Les tractations débouchent sur un dénouement heureux. Les quatre prisonniers sont jugés et écopent de peines inférieures à la durée de prison préventive. Ils sont libérés.

En tournée en Afrique, Nicolas Sarkozy passe par Bamako pour remercier le président malien Amadou Toumani Touré et serrer la main de Pierre Camatte. Les Mauritaniens et les Algériens, pour qui il n'est pas question de dialoguer avec les islamistes armés, fulminent. Les négociations ont été rondement menées en moins de trois mois. Selon la version des autorités françaises, il n'y a pas eu de contrepartie financière, puisque, bien sûr, la France ne reconnaît jamais le paiement de rançon.

Les agents de la DGSE réinstallent leurs quartiers dans les étages de l'ambassade de France à Bamako deux mois plus tard. Le 30 avril 2010, un humanitaire français, Michel Germaneau, roule avec son chauffeur algérien sur une piste au nord-ouest d'Agadez au Niger. Le vieil homme – il a soixante-dix-neuf ans – est un amoureux de l'Afrique. Il a prévu de visiter une école créée par une ONG. Trois hommes le kidnappent lors d'une halte. Abou Zeid veut obtenir l'élargissement de terroristes, dont Abdelrezzak el-Para, son ancien chef détenu en Algérie. L'exigence n'est pas nouvelle, Alger n'a jamais cédé, ce qui n'a pas empêché des libérations d'otages. En juin, le prisonnier lance un appel de détresse par Internet. Il indique souffrir d'une grave maladie du cœur et ne plus avoir de médicaments. Il se plaint aussi de la chaleur dans une région où la température monte en été à plus de 60 degrés à l'ombre. Paris lui expédie par un canal sûr des médicaments. AQMI réexpédie le colis. Un geste interprété dans les codes de la négociation comme un refus de discuter. Un raid éclair franco-mauritanien est monté le 22 juillet 2010 pour tenter de le libérer par la force. La katiba des preneurs d'otages vient d'être repérée par les satellites américains. Les Maliens ne sont pas prévenus, par crainte de fuites. Une trentaine de membres des forces spéciales françaises participent à l'opération. Sept jihadistes sont tués, les autres parviennent à décamper, mais pas de trace de Michel Germaneau. Trois jours plus tard, un communiqué d'AQMI annonce son exécution. « S'ils le disent, c'est que c'est vrai », répond de manière laconique, par SMS, un responsable français de l'opération interrogé sur la crédibilité de

l'information. Michel Germaneau est mort, mais peut-être de maladie bien avant le communiqué, ce qui expliquerait la fin de non-recevoir d'AQMI. L'appareil de communication de l'organisation profite de l'occasion pour rejeter la responsabilité de sa mort sur la partie française. « Sarkozy a échoué à libérer son compatriote, mais a ouvert pour son peuple les portes de l'enfer », tonnent les jihadistes. De son côté, le chef de l'État français riposte : « Les auteurs de l'assassinat de Michel Germaneau seront châtiés. » « Notre but est toujours de privilégier la négociation pour sauver nos ressortissants, mais cette fois cela n'a pas pu être le cas. Cela ne signifie en rien un changement de stratégie », commente une source à l'Élysée.

Pourtant, quelque chose a changé : le raid militaire est un coup de canif dans les sacro-saints principes qui régissent ce genre d'affaire. À l'Assemblée nationale, le ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, vient de faire voter une loi qui donne la possibilité à l'État de se faire rembourser par les particuliers, ou leur employeur, les frais engagés pour libérer des otages dans des pays classés à risques.

Niamey, 10 janvier 2011. Installé à l'ombre à une table du *Toulousain*, une gargote du centre-ville, lieu de rencontre des expatriés, un enquêteur français de la police scientifique dessine le croquis de la scène de l'enlèvement. La reconstitution du rapt d'Antoine de Léocour et de son ami Vincent Delory, enlevés le vendredi 7 janvier 2011 par un commando islamiste, vient de s'achever et avec elle, l'enquête conduite au Niger et au nord du Mali par le magistrat antiterroriste du parquet de Paris, Yves Jannier. Au bout de quatre jours d'investigation, la section antiterroriste du parquet de Paris a étudié sur le terrain le tragique enchaînement qui a conduit à la mort des deux jeunes gens lors de l'assaut des forces spéciales françaises contre le convoi des preneurs d'otages.

Antoine de Léocour travaillait en Centrafrique pour une ONG française spécialisée dans l'aide médicale. Vincent Delory était ingénieur à Toulouse. Les amis d'enfance s'étaient donné rendez-vous à Niamey pour fêter le mariage d'Antoine et de Rakia, sa fiancée nigérienne. Antoine avait emmené Vincent boire une bière fraîche au *Toulousain*. Le « maquis » africain aux tables basses enfoncées dans le sable est réputé pour ses brochettes et son écran géant qui diffuse des rencontres de

football. On y écoute des airs de reggae sous des guirlandes de lampions multicolores. Plutôt huppé, le secteur abrite à un peu moins d'un kilomètre de la guinguette la présidence de la République, des ambassades et des bureaux de multinationales. Il est cependant peu surveillé. Les ravisseurs, qui agissent pour le compte de Mokthar Belmokthar, rôdent depuis un moment dans les parages à bord d'un véhicule tout-terrain aux vitres fumées. Ils s'emparent des deux Blancs assis à la première table. La course contre la montre est lancée. Les gardes nationaux et les gendarmes dressent des barrages. Le ministre de l'Intérieur Ousmane Cissé veut empêcher les terroristes de rejoindre la frontière, qui est à moins de six heures de route. Les kidnappeurs font du hors-piste. Ils sont repérés par une patrouille. Une course-poursuite s'engage dans la nuit. Elle tourne en faveur des terroristes. Le véhicule des gardes nationaux est criblé de balles et son chauffeur gravement blessé. Les preneurs d'otages passent en force et pénètrent sur le territoire malien, où ils sont rejoints par des équipiers. Ils sont suivis depuis les airs par un Breguet Atlantic, un avion de surveillance français basé à Niamey. Au sol, des gendarmes nigériens qui avaient réussi à filer les fuyards sont capturés. Soudain, les hélicoptères des forces spéciales françaises foncent en rase-mottes à une vitesse de 150 km/h sur les islamistes. Des soldats sont débarqués au sol. La bataille est intense. Quand elle est achevée, les dépouilles d'Antoine et de Vincent gisent parmi les cadavres des jihadistes. L'un à une dizaine de mètres des véhicules carbonisés, l'autre au bas d'un 4 x 4 incendié. Antoine a pris une balle dans la tête. L'autopsie révélera qu'elle a été tirée avec une arme automatique à « bout touchant », ce qui accrédite la thèse d'une exécution par un ravisseur. Le corps de Vincent est en partie calciné. Les médecins légistes précisent qu'il présentait cinq plaies par armes à feu et des brûlures extrêmement importantes sur tout le bas du corps. Les causes exactes de sa mort ne sont pas établies sur le plan judiciaire. Il a vraisemblablement perdu la vie dans la destruction par l'armée française du pick-up dans lequel il était retenu. Le tir d'hélicoptère devait viser le moteur du véhicule dont l'explosion reste inexpliquée.

C'est un nouvel échec des forces spéciales dans ce type d'opération particulièrement délicate, mais c'est également un échec pour AQMI. Ils

ont perdu des hommes et vont devoir réévaluer leurs plans s'ils veulent frapper loin de leurs bases. En ce mois de janvier 2011, Paris a militarisé la question des otages. L'âge d'or de l'argent facile des prises d'otages semble révolu.

Francoise Larribe, ex-otage et femme d'otage

Ils pensaient être en sécurité à Arlit dans le nord du Niger sur la base d'Areva, le géant mondial de l'uranium. Bien sûr, l'inquiétude était envahissante. Il fallait suivre des consignes de prudence : ne plus partir en fin de semaine, ne plus passer la nuit sous la tente touareg. Daniel et Françoise Larribe venaient de s'installer à nouveau à Arlit. Daniel avait décidé de reprendre son poste de directeur de production qu'il avait déjà occupé ici de 2005 à 2009. Françoise Larribe avait débarqué de Nîmes quelques jours plus tôt, avec son chat.

Il est 3 heures du matin, le 16 septembre 2010, lorsque des hommes en armes donnent des coups de pied dans la porte. Daniel Larribe est embarqué sous la menace des kalachnikovs, puis c'est au tour de sa femme. Elle est pieds nus. Son mari est effaré ; il n'imaginait pas qu'ils la jetteraient, elle aussi, dans le pick-up. Ils roulent deux jours. À un arrêt, un traducteur demande : « Nous sommes AQMI, vous connaissez ? » Il ajoute : « Vous voyez là-bas dans la voiture ? C'est Abou Zeid. » Le voyage prend fin dans le désormais célèbre massif de l'Adrar des Ifoghas et son granit noir. Les otages sont séparés en deux groupes pour brouiller les pistes. Daniel et Françoise Larribe partagent le sort de Thierry Dol, un jeune d'homme employé par Sogea-Satom, une filiale du groupe Vinci.

Pour Françoise Larribe, le Malgache Jean-Claude Rakotoarilalao et le Togolais Alex Kodjo Ahonado, le scénario d'épouvante va durer un peu plus de cinq mois. Les trois otages sont libérés par Abou Zeid le 24 février 2011. Ces libérations sont une bonne nouvelle, mais pas vraiment une surprise. Il vaut mieux pour AQMI se débarrasser d'une femme et de deux Africains qui ne sont pas considérés comme des prises stratégiques. Pour Françoise Larribe, le cauchemar n'est pas terminé. Elle laisse derrière elle son mari et acquiert un étrange statut : elle est ex-

otage et femme d'otage. Elle est d'ici et de là-bas. D'ici, dans ce café de Nîmes, où elle s'inquiète en une froide soirée de janvier 2013 pour son époux Daniel, prisonnier d'al-Qaida au Maghreb islamique. De là-bas, puisqu'elle a été elle-même prise dans les filets d'Abou Zeid. « Je suis à la fois dehors et dedans », dit-elle.

Son bonheur est d'avoir retrouvé ses deux filles, Marion et Maude. Son malheur, d'avoir laissé derrière elle son partenaire, qu'elle a connu dans le Lot voici quarante ans. Il était géologue. Elle dirigeait une Maison des jeunes et de la culture, un métier qui, plaisante-t-elle, « lui allait comme un gant à une vache ». « Quand je suis rentrée du désert, je suis devenue quelqu'un qui attend, qui attend toujours. Comment oser être heureuse quand on est femme d'otage ? C'est difficile de faire des projets. Comment continuer d'avancer ? » s'interroge-t-elle. « Avec la guerre au Mali, on en prend plein la figure », lâche-t-elle. L'angoisse est montée d'un cran. Elle ne la lâche plus. Son rire qui éclate en cascade semble une forme de politesse du désespoir.

À sa sortie de l'enfer, elle ne pesait plus que 41 kg. « Je ne mangeais presque plus. On nous donnait des pâtes, du riz et du pain. Pourtant, je ne suis pas difficile », commente l'ex-captive. Françoise Larribe revient sur sa détention dans les sables et les pierres du Sahara, dans le froid des nuits hivernales, la chaleur insupportable de l'été, les tempêtes de sable, sous les pluies rares mais diluviennes. Sans tente ni véritable abri. Les lieux changent souvent.

« Les camps étaient souvent étalés. Nos geôliers nous voyaient, mais on ne les voyait pas. Ils avaient toujours un regard sur nous, mais on ne les avait pas sur le dos. Il n'y avait pas de menaces ou d'humiliations particulières. Ils disaient "partager ce qu'ils avaient au nom de la sainte loi de l'islam". On construisait des petits murs de branches et de cailloux pour se protéger du vent. On organisait notre survie avec Thierry Dol, notre camarade de détention que l'on ne connaissait pas bien. Lorsqu'on arrivait dans un *korry*, un oued asséché, chacun choisissait son arbre pour essayer de se protéger du soleil. On avait du savon, mais pas la liberté. On avait le droit de chercher du bois pour le feu et de faire du thé. Avec Daniel, on marchait beaucoup. On tournait en rond dans le sens des aiguilles d'une montre, puis dans le sens inverse, sur un circuit d'une

centaine de mètres. On faisait sept kilomètres en allant le plus vite possible. Je n'aimais pas dormir dans les cavernes ou sous de gros rochers, car cela accentue le sentiment d'enfermement. Le *korry* sablonneux, c'est plus doux et, au moins, on regarde le ciel. On a l'impression de s'évader. Au début, nous n'avions qu'une couverture pour deux. Je l'ai cousue pour ne pas avoir les pieds à l'air. Le 26 novembre 2010, on a encore déménagé dans un endroit, cette fois magnifique, avec, la nuit, la voûte céleste qui brille. C'était l'anniversaire de Daniel. Je lui ai dit : "C'est ton cadeau." Nous parlions assez peu de nos filles, car je m'effondrais très vite. En février, nous avons connu des moments très raides. Je me disais que je ne tiendrais pas jusqu'à l'été. »

Le couple est resté soudé. « Daniel est un homme atypique, pas banal. Il ne laisse pas indifférent », tient-elle à préciser. Elle parle de lui pour montrer que les otages sont « des êtres de chair et de sang, qui en bavent ». « Là-bas, il y a juste l'attente. Demain est identique à hier et avant-hier. Il n'y a pas d'accès à l'information. Pas une radio. J'ai reçu une lettre de Daniel fin mai. Il ne savait pas que le président français avait changé et qu'Anne Lauvergeon avait quitté la direction d'Areva. Je pense à la détresse des otages. Je ne sais pas comment Daniel se bat pour tenir le coup. Je pense qu'il s'est enfermé dans un rituel. Il doit se durcir. Sur la dernière vidéo, il est tel qu'en lui-même, mais figé dans une violence et une douleur. Quand nous étions ensemble de l'autre côté, il disait : "Ne pensons pas à notre situation." Il prenait des notes dans un calepin sur des faits sociologiques, sur des plantes. Ce n'est pas refuser le réel que de vouloir se préserver. » Elle ajoute : « Quand on revient de ce type de vie entre parenthèses, on se construit une carapace. Les gens se forgent des murs, des remparts. Comment les abattre par la suite ? »

Françoise et Daniel Larribe ont beaucoup bourlingué en Afrique tout en menant une vie simple. Ils sont passés par Madagascar et le Tchad. Lors de leur premier séjour à Arlit, le couple s'investit dans des micro-projets de développement. « On a organisé des jardins alimentés par de petits canaux d'eau pour favoriser la production locale de légumes. Les jardiniers cultivaient des tomates, des oignons, des salades, des betteraves. Des bassins d'épandage servaient à nettoyer les produits avant la vente au marché. » Les époux s'investissent aussi dans l'enseignement

avec la mise en place d'un collège pour les gamins nomades. Dans la région d'Arlit, les écoles publiques de brousse s'arrêtent à la fin du primaire. Avec l'aide d'amis français et d'associations, dix enfants sont parrainés pour suivre une scolarité dans le secondaire assurée par un professeur du cru. Françoise Larribe anime également un atelier de peinture pour jeunes à Boukouni, une banlieue d'Arlit. « Chez nous, on parlerait de quartier difficile. J'avais du mal à me faire respecter par des garçons habitués, en cas de problème, à la chicotte, le fouet en cuir. Je faisais peindre des centaines d'élèves. Les meilleurs dessins étaient revendus en France. On les échangeait contre des ballons de foot », se souvient-elle.

Aujourd'hui, la Cévenole voudrait reprendre la peinture, mais elle a du mal à se concentrer de longues heures. Elle fait de grandes balades en bord de mer et chante dans un chœur. « On travaille le Requiem de Brahms. Vous aimez Brahms ? », demande-t-elle. « Il ne faut pas laisser de prise à la douleur, sinon la douleur va triompher. Je sais, ça fait un peu cantique, mais c'est un peu ça », sourit-elle. Croyante, elle échange avec le frère d'Éric De Putter, un pasteur assassiné en juillet 2012 par un membre de son entourage. Elle est admirative devant son refus de se laisser contaminer par le mal. « Le mal, on le dépasse par la foi. Le rapport à la nature peut être aussi très spirituel. » Elle est une habituée de l'Assemblée du Musée du désert, un rassemblement annuel qui commémore par des cultes la résistance spirituelle des protestants pendant les guerres de religion, après la révocation de l'édit de Nantes. La réunion, qui a regroupé l'an dernier 15 000 fidèles, se tient à deux kilomètres de sa maison de campagne dans les Cévennes. Ce soir de janvier 2013, Françoise Larribe semble, comme ses aïeux, entrée en résistance.

Le 8 mars 2013, l'ex-otage est tendue. Les nouvelles sont alarmantes : Abou Zeid est mort fin février, tué dans les combats. L'armée française traque les membres d'AQMI dans le massif de l'Adrar des Ifoghas et ratisse la zone à la recherche des otages. Ont-ils été abattus ? L'organisation terroriste les a-t-elle préservés pour garder une monnaie d'échange ? Les milieux français du renseignement laissent entendre qu'ils sont vivants, mais rien ne permet de s'accrocher à cet espoir.

Françoise Larribe est à Paris pour s'informer par ses propres canaux de l'évolution de la situation. L'ex-otage sait que seules des négociations peuvent sauver son mari et ses compagnons d'infortune, mais le temps n'est pas aux tractations et Abou Zeid est donné pour mort. En outre, Jean-Marc Gadoullet, un ex-colonel de la DGSE, qui a négocié sa libération et l'a récupérée dans un camp d'AQMI, est hors-jeu.

Le négociateur a été grièvement blessé le 24 novembre 2011 au nord de Gao, à un barrage de gendarmes qu'il prenait pour des coupeurs de route. Les militaires ont ouvert le feu à la kalachnikov. Le colonel a eu l'épaule transpercée par une balle. « Il ne s'est pas arrêté, mais c'est lui qui était visé puisque son chauffeur n'a pas été touché, ni inquiété », dit-elle. Quelques heures plus tôt, deux « géologues » français, Serge Lazarevic et Philippe Verdon, avaient été enlevés devant leur hôtel à Hombori. Le lendemain, quatre touristes européens sont kidnappés en plein jour dans le centre de Tombouctou. Un Allemand qui résiste est tué. Tout s'embrouille.

« C'est à partir des enlèvements de Serge Lazarevic et Philippe Verdon que le processus de libération des employés d'Areva et de la Satom est passé de "délicat" à "très compliqué" », soupire Françoise Larribe.

Ancien du service Action de la DGSE, Jean-Marc Gadoullet est un familier des terrains de conflit, du Kosovo à l'Afrique. Nommé conseiller de la garde présidentielle du Tchadien Idriss Déby au titre de la coopération militaire entre les deux pays, il était à ses côtés en janvier 2008 dans son palais de N'Djamena cerné par des rebelles. En provenance du Soudan, les insurgés avaient traversé le pays à un train d'enfer pour buter contre les murs d'enceinte. Ils ne sont pas parvenus à forcer la porte d'entrée malgré de durs combats. La garde présidentielle avait finalement mis en fuite les assaillants.

Brouillé avec l'ambassadeur de France au Tchad et son attaché de défense, dont il a réclamé les têtes, Jean-Marc Gadoullet a préféré quitter la « boîte », le surnom de la DGSE, pour monter une petite entreprise de sécurité, Global D. Au Mali, il a pour client le groupe Satom, la filiale de Vinci présente à Arlit sur le site d'uranium d'Areva. Le groupe l'a mandaté en décembre 2010 pour négocier avec Abou Zeid la libération de ses employés.

Le négociateur a ses réseaux parmi les notables arabes et les Touaregs qui entretiennent des liens avec AQMI, mais il ne suffit pas de tirer sur le bon fil pour démêler la pelote. L'ouvrage demande courage, patience, abnégation. Il exige le recours à des intermédiaires en contact avec le geôlier en chef. Il faut se rapprocher de lui tout en gardant la bonne distance ; trouver les mots, gagner du temps, calmer sa paranoïa, ne pas laisser le doute s'installer, et avancer.

En décembre 2010, Jean-Marc Gadoullet, habillé en Touareg, rejoint Abou Zeid dans le massif de l'Adrar des Ifoghas. Le chef terroriste est sur ses gardes. « Areva, Satom, c'est la France. La France est notre ennemie, ce n'est pas une affaire privée », répond l'émir. Il finit par faire part de ses exigences : la libération de prisonniers islamistes, le départ des troupes françaises d'Afghanistan. Sans succès. Des revendications classiques. Un marchandage financier s'engage. Françoise Larribe et les deux otages africains, Jean-Claude Rakotoarilalao et Alex Kodjo Ahonado, sont libérés en février 2011. Le montant de la rançon n'est pas divulgué, mais, selon l'ex-ambassadrice américaine Vicki Huddleston, les sociétés Areva et Satom ont versé « 17 millions de dollars », soit plus de 13 millions d'euros.

Gadoullet poursuit la mission. Il a pour objectif d'obtenir une libération globale des autres otages. Abou Zeid entend discuter au cas par cas. C'est l'impasse. Un émissaire de Niamey intervient. Il rapporte à Françoise Larribe un signe de vie de son mari : une lettre. Le temps passe. En novembre 2011, Gadoullet décroche enfin un rendez-vous, mais sa route s'arrête à un barrage de gendarmes maliens.

En avril 2012, Abou Zeid fait de nouvelles propositions. Le chef d'AQMI a pignon sur rue à Tombouctou, capitale du « Malistan ». Il reçoit Moustapha Liman Chafi, le représentant du président burkinabé Blaise Compaoré. Chafi possède une longue expérience de négociateur et un carnet d'adresses impressionnant. D'origine mauritanienne, il a notamment tiré d'affaire le diplomate canadien des Nations unies Robert Fowler, ainsi que des otages espagnols. Mais Abou Zeid demeure intraitable et rejette la responsabilité du blocage sur Paris. De retour dans le dossier, Gadoullet ne parvient pas à un meilleur résultat. En France,

Nicolas Sarkozy ne veut pas de libérations au compte-gouttes, alors que la campagne électorale bat son plein.

En mai, François Hollande, fraîchement élu président de la République, ouvre le dossier. Les négociations semblent piétiner, car la stratégie française qui consiste à réclamer une libération ne fonctionne pas. Les sept captifs ne sont pas tous détenus par Abou Zeid. Il faut composer avec d'autres katibas d'AQMI, avec lesquelles les tractations sont à des stades différents. Des émissaires restent au contact. À l'automne, devant des étudiants de Sciences-Po Paris, le ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius fait remarquer que les sommes réclamées par les jihadistes correspondent au montant de l'aide annuelle versée par l'Agence française du développement (AFD) au Mali. On parle d'une rançon d'un montant de 90 millions d'euros, qui aurait pu être revue à la baisse lors des tractations.

Le 20 janvier 2013, neuf jours après le début de l'intervention française au Mali, François Hollande reçoit pendant plus d'une heure les familles des otages à l'Élysée. En entrant en guerre, la France a modifié *de facto* sa politique. Cette inflexion est assumée. On ne négocie pas avec les terroristes, même si un dialogue peut se nouer avec tel ou tel groupe selon les circonstances. Une vision froide et rationnelle a remplacé la dimension émotionnelle d'un Sarkozy prompt à s'enflammer et pour qui rien ne vaut une vie. Le chef d'État entend faire comprendre à l'ennemi que la France, nation en guerre, pourrait réagir par la manière forte si un groupe jihadiste tentait de reproduire contre des Français le scénario de la prise massive d'otages du site gazier d'In Amenas.

Ce dimanche neigeux, François Hollande tient un langage de vérité. « Il nous a dit qu'il n'était pas envisageable de financer par des versements de rançon des organisations que la France combat », affirme Françoise Larribe. Le changement de ton entre la première prise de contact et la rencontre de janvier est radical. La discussion est tendue. « Je considère avec mes deux enfants qu'il se fourvoie dans sa gestion des otages, je suis dégoûtée », explose-t-elle après avoir longtemps retenu sa colère.

Depuis janvier, les captifs sont en état d'insécurité absolue. Leur sort est encore plus incertain du fait de la mort d'Abou Zeid. L'élimination de

l'émir est d'abord annoncée et revendiquée par le président tchadien Idriss Déby, le meilleur allié de Paris. La France ne tient pas à reconnaître que ses forces ont tué dans un raid aérien son ennemi public numéro un. Il s'agit de gagner du temps afin de passer au peigne fin le massif des Ifoghas. Les recherches menées en mars pour localiser les otages n'apportent pas de réponse convaincante. Les opérations de recherche conduites dans la fournaise du massif granitique n'ont rien donné. Des systèmes sophistiqués de détection thermique des corps humains ont été déployés, sans résultat.

Paris confirme la mort d'Abou Zeid le 23 mars. AQMI ne tarde pas à réagir. L'organisation jihadiste confirme, elle aussi, une autre mort, celle de Philippe Verdon, enlevé en novembre 2011, et menace d'exécuter les autres otages. Son communiqué laisse supposer que les Français sont vivants.

Enlevé le 24 novembre 2011 avec Serge Lazarevic à Hombori au Mali, Philippe Verdon n'aurait pas été exécuté, mais serait décédé de maladie. Il était apparu affaibli dans une vidéo diffusée en février 2012. « J'ai perdu énormément de poids, disait-il. J'ai des douleurs très importantes au niveau gastrique et au niveau des reins, je suis dans un état d'affaiblissement très important, je suis très inquiet. Je ne sais pas combien de jours je vais pouvoir tenir encore. Mais je sais que je ne vais pas tenir longtemps. »

AQMI a accusé Verdon d'être un espion. « Cet homme n'a jamais fait partie des services secrets français. Nous ne recrutons pas ce genre de personnage », dément une source à la DGSE. C'est que Philippe Verdon déconcerte.

Fils de la bonne bourgeoisie bordelaise, il a un parcours plutôt mouvementé. Aventurier baroudeur, il côtoie le mercenaire Bob Denard, le « corsaire de la République » qui organisa des coups d'État en Afrique dans les années 1970 et 1980. Il voit en lui « un homme qui fait des affaires, pas un soldat ». Pilote d'avion, Verdon propose des convoyages en Afrique. En 1991, il est capturé par les insurgés chrétiens du Sud-Soudan après un atterrissage en catastrophe dans la région contrôlée par les rebelles de John Garang. La DGSE obtient sa libération au bout de quatre mois. À Paris, il se lance dans la communication et conseille l'ex-

président malgache Didier Ratsiraka. Il se rapproche ensuite d'un avocat comorien ambitieux, Saïd Larifou. En septembre 2003, Philippe Verdon et son acolyte sont emprisonnés pendant trois semaines, accusés d'avoir voulu fomenter un coup d'État à Madagascar. Il se recycle alors dans la minéralogie et la prospection minière en Guyane et en Bolivie.

Philippe Verdon et Serge Lazarevic étaient venus dans le nord du Mali en qualité qui de géologue, qui d'ingénieur pour examiner un projet de cimenterie près de Hombori. Ils cherchaient à s'associer avec un businessman malien pour obtenir des fonds. Pour Philippe Verdon, cinquante-quatre ans, cette « affaire » a été la dernière. L'interception d'une conversation téléphonique entre jihadistes a convaincu les services de renseignements français de son décès.

Les défaillances d'Areva

Le convoi de véhicules est entré de nuit, le 16 septembre 2010, dans la cité minière d'Arlit dans le nord du Niger, en contournant les check-points. La quarantaine de jihadistes de la katiba d'Abou Zeid s'est approchée dans l'obscurité des pavillons des employés français d'Areva et de Sogea-Satom. Le front ceint d'un turban, les barbus en djellaba se sont glissés le long des murs de torchis, ont pénétré dans les maisons et embarqué dans leurs 4 x 4 cinq Français, un Malgache et un Togolais.

Dès le lendemain de ce rapt, la question des mesures de sécurité mises en place par Areva, l'un des leaders mondiaux de l'énergie nucléaire, se pose. Pourquoi les terroristes ont-ils pu agir avec autant de facilité ? Existait-il des plans de prévention d'une telle attaque ? Les responsables de la sécurité de la puissante société, dont l'État français est l'actionnaire majoritaire, avaient-ils pris conscience des dangers ?

Au moment du kidnapping, chaque maison était gardée par un vigile nigérien non armé. La cinquantaine de Français bénéficiait d'une garde a minima, comparable à celle de n'importe quel expatrié vivant dans une paisible capitale africaine : un gardien est embauché pour éloigner les éventuels voleurs.

La menace, qui concernait un centre stratégique pour les approvisionnements de la France en uranium, était pourtant palpable. Des notes alarmistes des services français d'espionnage (DGSE) et de la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI) circulaient depuis plus d'un an. La tension était montée d'un cran en mai 2010 avec l'enlèvement dans le nord du Niger de Michel Germaneau. Abou Zeid avait revendiqué son assassinat en juillet, après le raid lancé dans le nord du Mali par les forces spéciales françaises contre le groupe du chef terroriste pour tenter de libérer l'otage. Dans un communiqué, l'émir d'AQMI avait prévenu qu'il allait engager des représailles.

Arlit étant la cible française la plus proche des maquis islamistes du Mali, ce brusque accès de fièvre avait retenu l'attention d'Areva, mais pas au point de remettre en cause, de fond en comble, ses procédures de sécurité. Les militaires nigériens étaient censés veiller sur les gisements de minerai radioactif. Quelque 350 gendarmes et gardes nationaux patrouillaient autour des mines d'uranium et contrôlaient la ville d'Arlit. Areva se chargeait de payer l'essence de leurs véhicules. La protection rapprochée dont bénéficiaient les employés était confiée par l'industriel à des sociétés privées locales de surveillance. Les bas salaires ont pu faire de ces gardiens une proie facile pour les hommes de main d'AQMI qui n'ignoraient rien de la géographie des lieux.

Les soupçons se sont portés, dans un premier temps, sur les anciens rebelles touaregs employés par Areva. L'équipe de sécurité de la société avait fait appel à eux pour leur connaissance du terrain et leur aptitude à fournir du renseignement de qualité. L'armée nigérienne qui avait affronté les insurgés du Mouvement des Nigériens pour la justice (MNJ) voyait d'un mauvais œil ce partenariat qui lui rappelait de mauvais souvenirs. En 2007, au plus fort du conflit entre Niamey et le MNJ, un chef touareg, membre des services de sécurité d'Areva, avait fait défection pour rejoindre la rébellion. Niamey avait accusé Areva de soutenir en sous-main le mouvement insurrectionnel. La crise avait débouché sur l'expulsion du directeur d'Areva au Niger, Dominique Pin, un ancien de la cellule africaine de François Mitterrand. Selon le président Mamadou Tandja, renversé par un putsch trois ans plus tard, le groupe nucléaire français visait**,** en soutenant le MNJ, à empêcher des

sociétés étrangères de s'implanter dans la région. Son gouvernement avait profité de l'occasion pour orchestrer une campagne antifrançaise : des manifestants avaient défilé dans les rues de Niamey pour réclamer le départ de l'entreprise française.

Par la suite, en juin 2008, Areva avait dû faire face à une première prise d'otages. Quatre de ses expatriés avaient été kidnappés pendant quelques heures par des rebelles touaregs. La société avait alors suggéré au gouvernement français de demander au Niger d'accepter l'envoi d'un détachement de militaires français dans le secteur, en rappelant au passage que des forces spéciales étaient déjà présentes en Mauritanie et au Burkina Faso. Paris n'avait pas accédé à cette demande, en raison de la complexité de ses relations avec le pouvoir nigérien en place.

Après janvier 2008, la sécurité était régie par un accord-cadre négocié entre l'amiral Thierry d'Arbonneau, responsable du département de la protection du patrimoine et des personnes (DPPP) d'Areva – qui compte quelque 50 000 employés à travers le monde –, et le président nigérien Mamadou Tandja, un colonel droit dans ses bottes. Militaire brillant, ex-patron des forces océaniques stratégiques, autrement dit des sous-marins nucléaires, d'Arbonneau avait une marge de manœuvre réduite. Au nom de sa souveraineté, le Niger refusait le principe d'une surveillance armée exercée par des Français.

L'amiral était relayé auprès de l'État nigérien par la société de conseil Épée, dirigée par le colonel Jacques Hogard, un parachutiste légionnaire. Familier de l'Afrique, celui-ci, qui avait commandé la légion étrangère lors de l'opération Turquoise au Rwanda en 1994, s'était reconverti dans le privé. Un autre ancien militaire africaniste, Benoît de Rambures, faisait remonter vers Areva l'information recueillie sur le terrain et facilitait les relations avec l'armée, la police et le préfet d'Arlit. Les dirigeants d'Épée auraient mis en garde à plusieurs reprises Areva et le gouvernement français sur les risques d'enlèvements. Interrogé au micro de RTL au lendemain du rapt, Jacques Hogard a évoqué « des trahisons internes » pour expliquer la capture par Abou Zeid des sept employés : « Les ravisseurs avaient des connaissances très précises et ils n'auraient pas pu opérer sans des complicités au sein d'Areva », affirma-t-il. L'ex-ministre de l'Intérieur du Niger Idi Ango Omar a, pour sa part, accusé d'Areva de

ne pas avoir mis en place de « dispositif sérieux de sécurité ». Élément à charge, le 1er septembre, le préfet d'Arlit, Seydou Oumanou, avait adressé une lettre à Areva. Il faisait état de menaces d'enlèvements de Français dans la zone et réclamait à l'industriel des moyens pour contrer la menace.

La polémique a poussé Anne Lauvergon, la patronne d'Areva et ex-sherpa de François Mitterrand, à lancer après les enlèvements un audit interne sur la sécurité, confié au général Quesnot, qui a appartenu, lui aussi, à l'entourage de l'ancien président socialiste puisqu'il fut son chef d'état-major. La mission de celui-ci a été centrée sur l'accord-cadre conclu avec les autorités nigériennes et sa mise en œuvre, ainsi que sur la gestion de la crise. Le linge sale a été lavé en famille. L'amiral d'Arbonneau a servi de fusible : il a été remercié. Le contrat de sécurité d'Épée, la société du colonel Hogard, vient, lui, d'être reconduit.

En janvier 2013, au lendemain du déclenchement de l'opération Serval au Mali, le président nigérien Mahamadou Issoufou, un ex-cadre d'Areva, a donné son aval au ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian pour le déploiement du COS à proximité des sites d'exploitation d'uranium de l'entreprise. Pour la première fois de leur histoire, les forces spéciales françaises participent à la défense d'intérêts privés.

1. Interview de Vicki Huddleston, interview à i-Télé, 8 février 2013.

2. Jean-Christophe Rufin, *Katiba*, Albin Michel, 2010.

Chapitre 6

Le Mali, un État en crise

Kadhafi les avait accueillis, financés, manipulés, armés. Sa chute les a laissés orphelins. Chassés de chez eux par la misère, ils étaient entrés au service du Guide libyen. Revenus au Niger et au Mali, ils sont devenus dans ce dernier pays des rebelles. Les Touaregs ayant combattu en Libye sont environ au nombre de 5 000. Ces soldats aguerris qui appartenaient à des troupes d'élite n'ont, pour la plupart, pas attendu les dernières heures du régime libyen pour prendre la fuite. Les anciens n'avaient pas foulé le sol de leurs parents depuis plus de vingt ans. Ils ont traversé le désert en cortèges de dizaines de pick-up. Les forces alliées les ont laissés passer. Ces départs étaient une aubaine. Ils affaiblissaient le dernier carré des partisans de Kadhafi et s'effectuaient avec l'accord du Conseil national de transition (CNT), l'opposition libyenne.

Le colonel Mohammed Ag Najim, membre de la tribu des Idnane, ex-commandant de la zone de Sebha en Libye, ses officiers et ses soldats sont donc rentrés sans tambour ni trompette mais avec armes et bagages à Kidal à la mi-juillet 2011. Le retour de l'ancien chef de bataillon des commandos de Kadhafi s'effectue en compagnie d'Ibrahim Ag Bahanga, une grande figure des révoltes touaregs au Mali.

Éternel dissident, Ag Bahanga s'était réfugié, après la fin d'un énième soulèvement, à Tripoli, où il avait été bien accueilli. Lorsque la Libye s'embrasa en février 2011, il renvoya l'ascenseur à Kadhafi en recrutant des volontaires touaregs prêts à défendre son régime. Partis pour intégrer les forces loyalistes contre la promesse de salaires mirobolants, ils ne touchèrent que quelques centaines d'euros par mois.

À l'approche de la débâcle libyenne, Ibrahim Ag Bahanga débarque au Mali à la tête d'une colonne de soixante-dix véhicules. Le guerrier

transporte avec lui un arsenal. Il meurt quelques jours plus tard dans un accident de voiture. Les Touaregs perdent un leader capable de fédérer leurs clans antagonistes.

Le retour au bercail des mercenaires touaregs a converti le Nord-Mali en grenier à armes. Rencontré en décembre 2011, dans une brasserie parisienne, peu avant le début de l'insurrection touareg, Hama Ag Sid Ahmed, le porte-parole à l'étranger du MNLA, prévenait en souriant : « Avec nos nouvelles armes et nos nouveaux équipements, nous avons une capacité militaire bien supérieure à celle de l'armée malienne. On pense que c'est l'occasion d'y aller. » Il ne fanfaronnait pas. La guerre était aux portes du Mali.

Heureusement, il n'en allait pas de même au Niger voisin, où le pouvoir central a mieux pris en charge les conséquences de la crise libyenne : les mercenaires touaregs y ont reflué sans bravade. Proche de Kadhafi, le chef politico-militaire touareg Agaly Alambo a négocié avec Niamey son départ de Tripoli en compagnie de dignitaires libyens, à la veille de la prise de Bab el-Aziziya, le palais présidentiel de Kadhafi, par l'insurrection. Il a également exfiltré le fils du Guide, l'ex-footballeur Saadi.

Dans la région d'Agadez, son fief, la route qu'il emprunte pour venir de Libye est surnommée la « piste Alambo ». Niamey est chaque fois tenu informé. Le président Mahamadou Issoufo a su, contrairement à son prédécesseur Mamadou Tandja, gérer avec habileté l'embarrassante question touareg. L'accord intervenu à l'issue de l'insurrection touareg de 2007 a conduit au Niger à une meilleure répartition des bénéfices des mines d'uranium et d'or du pays. Niamey semble tenir plus facilement ses promesses envers les « Hommes bleus » que Bamako. Au Niger, des Touaregs exercent des responsabilités de premier plan : le Premier ministre est touareg, le numéro deux de l'armée aussi, et le président du conseil d'administration de la future mine géante d'uranium d'Imouraren, qui devrait être exploitée par Areva, est membre de la famille d'un ex-chef rebelle.

Au Mali voisin, les rumeurs de soulèvement courent dès l'été 2011. Le Mouvement national Azawad (MNA) est décidé à affirmer l'autonomie culturelle et économique des Touaregs. Composé de jeunes intellectuels

qui ont étudié à Alger ou à Tripoli, il se veut au départ pacifique. L'un de ses meneurs est même reçu en toute discrétion au palais présidentiel de Bamako par Amadou Toumani Touré. Le renfort des 2 000 mercenaires de Kadhafi change la donne. Le MNA devient alors le MNLA. Le 18 octobre 2011, les officiers touaregs venus de Libye et les jeunes militants politiques tiennent un congrès quelque part dans le nord-est du Mali, à 260 kilomètres de Kidal. Le colonel Ag Najim est nommé chef militaire du MNLA.

En France, un baroudeur, vétéran de l'Afrique et du Sahara, au parcours cabossé, donne un coup de main à la nouvelle organisation. Robert Dulas, dit Bob, rencontre au Mali Ibrahim Ag Bahanga, le guerrier fidèle à Kadhafi. Il lui voue une admiration sans borne. Il connaît bien aussi le colonel Najim, le chef militaire du MNLA. « Il doit tout à la Libye : il a commencé là-bas comme 2e pompe et a fini colonel », dit-il de lui. Bob s'est familiarisé au mode de vie touareg. Ce franc-maçon s'est habitué à voir ses amis passer des heures à discuter la nuit par téléphone satellitaire Thuraya, au fil d'antenne posé sur le rebord de la fenêtre de leur chambre d'hôtel parisien. Il a suivi leurs palabres nocturnes dans le désert et assiste à leurs réunions, auxquelles les services algériens dépêchent des émissaires.

Robert Dulas est lui aussi passé par la filière libyenne. Il est proche de Bechir Salah, le directeur de cabinet de Kadhafi. Bob grenouille à Tripoli au début de la guerre en 2011. Il a de l'entregent, intervient en faveur d'une journaliste pour une interview du Guide.

Au Quai d'Orsay et à la DGSE, Robert Dulas est pris pour un « Mickey ». L'intéressé n'en a cure, mais, en mai 2011, c'est le coup dur. Son associé dans la société de sécurité Secopex, Pierre Marziali, est tué à Benghazi. Marziali venait d'arriver dans la capitale des rebelles avec le projet de convoyer sous protection des voyageurs entre Benghazi et l'Égypte. Il est abattu le soir même à un barrage, lors d'un contrôle qui tourne mal. Les quatre collègues qui l'accompagnent sont renvoyés en France. Parmi eux figure Pierre Martinet, ancien agent de la DGSE au passé sulfureux. Exit la Libye pour Robert Dulas. Bonjour l'aventure au Nord-Mali.

En janvier 2012, le MNLA passe à l'offensive. Les garnisons maliennes tombent les unes après les autres. Au lendemain du putsch à Bamako du capitaine Sanogo, le 21 mars 2012, l'armée malienne s'effondre. Le MNLA semble en position de force en Azawad, le vaste territoire touareg. Il entre sans combat dans Gao le 29 mars. La prise de la ville laisse un souvenir cuisant aux habitants. La soldatesque commence à piller. Elle vole d'abord les 4 x 4, puis les voitures, et finit par se rabattre sur les motos. Les commerces sont pillés, des femmes violées. Le cliché de l'Homme bleu digne et majestueux vole en éclats pour laisser la place à l'image du voyou des sables.

« Les gens du MNLA tenaient à nous prouver qu'ils détestent les Noirs. Leurs chefs disaient qu'ils ne pouvaient rien faire. Les violences n'ont jamais cessé », raconte Mamadou, un vendeur de brochettes. Le MNLA proclame l'indépendance de l'Azawad, le nord du Mali, ce dont ne veut pas la population. « Les combattants touaregs venus de Libye étaient imprégnés des mœurs de leur pays d'accueil. Ils n'étaient pas familiarisés avec les cultures locales et ne connaissaient pas le terrain, explique Robert Dulas. Cela a créé des frictions avec les Noirs et même avec les Touaregs du cru. Il faut savoir, par exemple, que, contrairement à la société libyenne, la société touareg du Nord-Mali est matriarcale. »

Quoi qu'il en soit, le règne du MNLA ne dure pas. À Gao, les islamistes, encore alliés du MNLA, installent leur pouvoir et protègent des exactions. Les Touaregs laïcs sont chassés des grandes villes au bout de quelques semaines. À Gao, le Mujao lamine le MNLA en une journée de juillet. Ag Najim quitte l'aéroport qu'il occupait avec ses troupes. Bilal Ag Achérif, le secrétaire général du mouvement, est grièvement blessé à la tête. Les indépendantistes laïcs sont balayés. Il ne leur reste plus qu'à attendre des jours meilleurs.

Le 29 janvier 2013, le MNLA met à profit la progression des forces françaises pour prendre le contrôle de Kidal et remettre en avant, sur l'agenda politique malien, la question touareg.

Les Hommes bleus

Depuis plus de cinquante ans, les Touaregs du Mali aspirent à l'émancipation du nord du pays. Au printemps 2012, pendant quelques mois, la fondation d'un État n'était plus un mirage. La proclamation de l'indépendance du territoire de l'Azawad, un terme qui signifie en langue tamashek « contrées de pâturage », avait été saluée par les militants berbères radicaux dans tout le Maghreb. Lucides, les dirigeants touaregs laïcs du MNLA savaient que al-Qaida, leur allié d'un jour, représentait une menace bien plus grande que l'armée malienne, mais ils voulaient tenter l'expérience de la souveraineté. L'aventure a tourné au fiasco.

Depuis l'indépendance, les soulèvements au Nord-Mali n'ont jamais permis de satisfaire les revendications touaregs. En 1960, les partisans de la sécession ont vu les Sénégalais et les Soudanais réunis par l'ancien colonisateur français dans la fédération du Mali se déchirer. Le divorce des deux peuples donna naissance au Sénégal et au Mali. Il transgressa le tracé des frontières dessinées par Paris. Les Touaregs voulurent suivre l'exemple. En 1963, les chefs de Kidal lancèrent la grande révolte des Kel Adagh pour s'émanciper des Maliens. L'insurrection fut réprimée dans le sang par l'armée du président malien Modibo Keita. Puis une guerre s'installa en 1990 pendant cinq ans. 200 000 Touaregs prirent le chemin de l'exil. Un pacte national qui prévoyait un statut particulier et un programme de développement fut finalement signé. En 2006, le soulèvement s'acheva avec les accords d'Alger entre Bamako et la rébellion. Après chaque épilogue, les Touaregs se sont sentis floués.

L'Azawad, l'espace revendiqué par les rebelles touaregs, est une contrée désertique plus grande que la France. Un peu plus d'un million d'habitants y vivent, dont 400 000 Touaregs. Le territoire compte trois villes importantes : Gao, Kidal et Tombouctou. Seul Kidal est véritablement touareg. Cette « capitale » évoque en temps de paix le livre de Dino Buzatti, *Le Désert des Tartares*. Elle a de quoi rendre dépressifs les fonctionnaires de Bamako qui y sont exilés dans le sable et la poussière. Entourée de murailles de granit noir, la bourgade de quelques milliers d'âmes compte un fortin, un ex-bagne, vestige lugubre de l'occupation française, une station d'essence, un arrêt d'autocar et, dans le bassin du jardin de la préfecture, un crocodile, à l'âge indéterminé, légué par le dernier administrateur colonial français. Ici, rien ne pousse à

part des broussailles. Il n'y a pas de vols commerciaux. Le terrain d'aviation, lieu de rencontre des chèvres, se distingue à peine des grands espaces qui s'étendent à l'infini. Tombouctou est, pour sa part, une ville de culture arabe. Gao enfin est dominé par l'ethnie Songhaï, dont l'empire fut la plus grande puissance d'Afrique de l'Ouest à son apogée au XVI^e siècle.

À contre-courant des idées sécessionnistes, certains chercheurs estiment que l'Azawad libre et indépendant relève uniquement de l'imaginaire politique. « Ce territoire revendiqué résulte d'une construction politique moderne pour les besoins de la cause. […] Il n'y a jamais eu de chefferie, ni de royaume ou d'empire Azawad », assure ainsi l'ethnologue André Bourgeot[1].

En France, les insurgés touaregs gardent une image romantique, celle de l'Homme bleu nomade, libre de toute entrave, insoumis dormant à la belle étoile. Le mythe a été lancé en 1864, à la grande époque des conquêtes coloniales, par le voyageur et géographe français Henri Duveyrier dans son livre *Les Touaregs du Nord*. Il y écrit : « En général, les Touaregs sont de haute taille, quelques-uns paraissent de vrais géants. Ils sont maigres, secs, nerveux, leurs muscles semblent des ressorts d'acier […]. Les hommes sont forts, robustes, infatigables […]. Les nobles ont un caractère fier, des manières solennelles, la démarche lente […]. Une longue blouse en toile de coton bleue, teinte à l'indigo, leur sert de pardessus […], leur peau blanche à la naissance est bronzée par le soleil. »

Le saint-simonien Duveyrier est sous le charme. L'explorateur est intrigué par les codes vestimentaires et sociaux qu'il découvre. Il comprend que les hommes portent un chèche noir ou blanc, qu'il nomme « le voile », pour se protéger du soleil et des vents de sable et non pour se cacher le visage pour ne pas être reconnus lors de leurs rapines. Il s'étonne : « Pourquoi les hommes portent le voile et pas les femmes ? » Il se félicite d'observer une société de religion musulmane où « la femme est l'égale de l'homme ». À en croire Duveyrier, les femmes, « grandes, au port altier », restent belles en vieillissant, au contraire des femmes arabes.

D’origine berbère, les Touaregs ont conservé des traces d’un passé chrétien. « La croix se trouve partout, constate le voyageur, dans l’alphabet, sur les armes, sur le dos de la main. » « Le rôle du marabout et celui de la femme semblent plutôt procéder de la civilisation chrétienne que des institutions musulmanes », écrit-il. Ces gens si lointains, qui ressemblent un peu aux Français, bénéficient d’un a priori favorable. Duveyrier loue leur « bravoure proverbiale », leur « fidélité aux traités », leur « amour de l’indépendance qui les a conduits et les maintient dans le désert ».

S’il ne manque pas de complimenter ses hôtes, il n’en reste pas moins subtil dans ses observations. Les esclaves noirs des Touaregs arabes, nobles et riches bénéficient d’un meilleur traitement que celui réservé à leurs homologues dans les colonies des nations européennes où la pratique subsiste. Il remarque la place accordée aux djinns, ces esprits invisibles qui ont leur endroit réservé dans les campements. Il pointe le goût des nobles pour la guerre, mais plus encore pour le marchandage politique. « Ils aiment à faire preuve d’habileté diplomatique, à se montrer éloquents, mais surtout à prendre leur part des repas homériques qui ouvrent et terminent les assemblées publiques. » En cas d’échec des négociations, ils recommencent à « palabrer assis en cercle, en plein air, avec devant un rideau de lances, de javelots et d’épées fichées dans la terre ». Si la rupture est consommée, la diplomatie cède la place à la guerre.

Dans le Sahara, la tactique privilégiée est l’attaque surprise ou la fuite. Une règle fondamentale qui n’a pas changé. « Souvent les tribus prises en défaut s’échappent en abandonnant tout ce qu’elles possèdent. Les assaillants, plus préoccupés de piller que de poursuivre leur ennemi, s’emparent rapidement du butin. Ils craignent d’être pris en chasse par les pillés qui réunissent leurs méharis et font appel à des alliés. Les combats se mènent au corps-à-corps. Ils commencent au javelot et se terminent au sabre. Les hommes montés se battent sur leur chameau, les serfs sont à pied. Sauf exception, les hostilités cessent dès que l’honneur est lavé ou dès qu’un certain nombre de tués ou de blessés est atteint. »

Ami de Charles de Foucault, Henri Duveyrier exerce, durant son périple saharien, un rôle de diplomate officieux. Son livre, fort élogieux

pour les Touaregs, est salué à Paris par la Société de géographie. Dans sa conclusion, l'auteur envisage sous un jour favorable l'avenir des relations entre l'administration coloniale et les nomades : « Dans leurs rapports avec les Français, les Touaregs se sont montrés fort dociles. Jusqu'à ce jour, aucun des voyageurs européens qui ont exploré l'intérieur de l'Afrique n'a été victime d'un acte de brutalité ou de fanatisme, ni sur le territoire des Touaregs, ni de la main d'un Targui. Cette honorable exception répond à toutes les calomnies que les Arabes, leurs ennemis, avaient propagées sur leur caractère indomptable. »

Pourtant, Duveyrier doit déchanter. En 1881, une colonne française chargée d'étudier un projet de ligne de chemin de fer traversant le Sahara est massacrée.

Les Touaregs s'inquiètent de l'expansionnisme conquérant des Français. Ils affichent désormais ouvertement leur hostilité aux voyageurs qui se risquent dans le désert. Dépité, Duveyrier, « ce pur perdu dans le siècle », se suicide.

Aujourd'hui le peuple touareg est réparti entre cinq pays. La grande majorité vit au Niger et au Mali, les autres en Libye, en Algérie et au Burkina Faso. Les Touaregs seraient, selon les recensements officiels des États concernés, 1,5 million mais des sources touaregs évoquent un chiffre de 3,5 millions. 70 % des Touaregs seraient encore nomades, mais ils se déplacent sur des parcours toujours plus restreints. Nombre d'entre eux se sédentarisent, habitent en ville, où ils exercent tous les métiers et possèdent des troupeaux qu'ils font garder par des bergers. À la moindre occasion, ils quittent les grosses bourgades pour s'aérer et passer la nuit sous la tente, dans la fraîcheur du désert.

Les Touaregs ont toujours vécu entre deux mondes : au nord, les Arabes, et au sud, les Noirs. Ils ont pris de plein fouet les indépendances nationales, les sécheresses et la modernité. Fêtée dans toute l'Afrique francophone, 1960, l'année des indépendances, est pour eux une date maudite. La France a tracé des frontières qui les enclavent dans des pays différents gouvernés par les Noirs du Sud.

Les Touaregs avaient perdu la guerre contre les colonisateurs, mais ils avaient toujours compté sur eux. Engagé au début du XX^{e} siècle, le travail

de pacification avait contraint les tribus à une forme souple de soumission. Les autorités françaises avaient privilégié un mode d'administration indirecte consistant à superviser le fonctionnement de la société plutôt qu'à intervenir sur elle[2]. Les Touaregs avaient vécu à leur guise, sans contraintes particulières. Les tribus passaient des alliances avec les Français, en fonction des circonstances, pour se protéger. Les Français s'appuyaient sur les chefferies traditionnelles pour garantir la stabilité sociale. À l'occasion, ils se servaient d'eux en tant que supplétifs. Seulement une dizaine d'officiers français, des amoureux du désert, vivaient dans leur zone au nord du Mali. Ces équilibres politiques disparurent avec le départ du colonisateur.

Peu avant les indépendances, des dizaines de chefs coutumiers de la boucle du Niger tentèrent de renverser le cours de l'histoire. Ils envoyèrent une supplique à « Sa Majesté Monsieur le président de la République française » Charles de Gaulle, dans laquelle ils demandaient d'être « séparés politiquement et administrativement et le plus tôt possible » des futurs États noirs. « Puisque vous quittez le pays touareg, rendez-nous notre bien tel que vous nous l'avez arraché. Nous ne voulons pas que les Noirs ni les Arabes nous dirigent. Puisque l'indépendance s'annonce et que vous la donnez, alors, nous les Touaregs, nous voulons nous diriger nous-mêmes. » Mais de Gaulle ne leur répondit pas.

D'Agadez, au Niger, à Tombouctou, au Mali, les nomades craignaient de voir se refermer le piège des frontières. Ils auraient voulu être inclus dans le Sahara français, un pays imaginé un temps par Paris, pendant la guerre d'Algérie. L'Organisation commune des régions sahariennes (OCRS) prévoyait un État touareg qui aurait eu l'avantage de permettre à la France de conserver un « bac à sable », autrement dit une partie de désert au sous-sol riche en réserves d'hydrocarbure, une fois l'indépendance de l'Algérie proclamée. L'avenir du Sahara donna lieu à un long bras de fer entre Paris et les représentants du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GRPA), durant les négociations préalables aux accords d'Évian. Le pétrole et les installations nucléaires de Reggane, dans le Grand Sud algérien, étaient au cœur des préoccupations françaises. Les partisans du maintien d'un secteur du Sahara dans la communauté française avançaient des arguments

géopolitiques comme son rôle d'équilibre entre plusieurs mondes. Le concept de l'OCRS fut pourtant abandonné sous la pression algérienne pour permettre la signature des accords d'Évian en avril 1962. La France conserva cependant le droit de maintenir de petites unités militaires pendant cinq ans dans la région. Quant aux Touaregs, ils durent s'incliner.

Aujourd'hui encore, les indépendantistes touaregs veulent mettre la France de leur côté. Un chapitre nouveau s'écrit. Le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) entend profiter de la déroute des islamistes, touaregs ou arabes, et compte sur Paris pour appuyer ses désirs d'autodétermination auprès du gouvernement malien. En février 2013, le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian a ouvert une brèche sémantique en employant le terme « Azawad » pour désigner le Nord-Mali. En position de facilitateur, le gouvernement français peut favoriser un dialogue, mais la crise a exacerbé les tensions. La confiance entre les communautés touareg et noire a disparu.

Le blues du président

Bamako, lundi matin 12 mars 2012. Amadou Toumani Touré, dit ATT, l'ignore, mais il débute sa dernière semaine au palais présidentiel de Koulouba. La résidence, blanche et pimpante, domine une capitale campagnarde passée de 100 000 à 1 800 000 habitants en un demi-siècle. Pour y parvenir, il faut gravir la route qui monte en lacets jusqu'au sommet d'une butte surnommée la « colline du pouvoir ». Installée sur des chaises à l'entrée du bâtiment, sa garde personnelle – des soldats portant des bérets rouges – est débonnaire. L'ambiance est pourtant crépusculaire.

Le président tient à s'expliquer. Il commente longuement, pour la dernière fois devant un journaliste, la montée en puissance de la rébellion touareg qui s'est soulevée le 17 janvier 2012. « Non, je n'ai jamais abandonné le Nord », répond-il à ceux qui l'accusent de s'être désintéressé du destin d'une région devenue l'épicentre de la déstabilisation de la bande sahélienne. Il évoque un « procès injuste » et insiste longuement, hors micro, sur les origines nordistes de son épouse,

sur les programmes d'aide économique accordés à l'Azawad, sur la présence dans l'appareil d'État de cadres du Nord. Il parle de « discrimination positive ». L'homme du consensus apparaît très fragilisé.

Amadou Toumani Touré sait qu'il a perdu la main, mais espère pouvoir tenir jusqu'à l'élection présidentielle et la passation des pouvoirs prévue le 8 juin 2012. Trois mois à garder le cap dans un climat délétère. Son armée est en colère. Elle l'accuse de mollesse. Un comble pour un général qui est arrivé au pouvoir par les armes, en 1991, après un soulèvement populaire, mais qui a toujours joué le jeu de la démocratie. Sa population est déçue. À l'issue de deux mandats de cinq ans, l'économie de ce pays sans grandes ressources ne décolle pas et le Mali est plus que jamais dépendant des bailleurs de fonds internationaux. Ses voisins sont mécontents. L'Algérie et la Mauritanie reprochent à Amadou Toumani Touré de ne rien entreprendre pour lutter efficacement contre AQMI. Les Mauritaniens n'hésitent pas à lancer des opérations antiterroristes sur le sol malien sans prévenir les autorités locales… Paris est navré : ATT est considéré comme le maillon faible du combat contre al-Qaida. Il lui est reproché de biaiser sur les affaires d'otages en soutenant des intermédiaires véreux, de laisser les trafics illicites gangrener le commerce.

« Ce sont des accusations un peu faciles. Nous ne sommes pas laxistes, mais nous luttons avec nos moyens du bord », explique-t-il. « Je suis venu à Paris en 2009 et j'ai proposé que le Mali soit fortement soutenu sur le plan militaire**,** en équipement comme en logistique, tout en gardant son indépendance. Je n'ai pas eu de réponse claire », confie-t-il en aparté, mi-amer, mi-abattu. Convaincue qu'elle allait alimenter un puits sans fond, la France, qui n'a plus confiance en ATT, a décliné l'offre. Accusé d'indulgence envers AQMI, il manque d'arguments pour sa défense. « Nous avons donné la chasse en juin 2009 aux assassins du chef de nos services de renseignements à Tombouctou et nous avons perdu trente hommes dans l'opération[3] », rappelle le président malien. Ce cuisant revers a brisé son envie d'en découdre. Une question sur la corruption de son entourage personnel l'indigne. Il s'offusque, se cabre.

Le compte à rebours est enclenché. Une première vague de contestation militaire a déferlé en février 2012 sur Bamako, après le massacre de dizaines de soldats maliens à Aguelhok, près de la frontière algérienne. Lors de l'entretien avec lui, touché, voire désemparé par ces événements, Amadou Toumani Touré s'interrompt pour monter dans son bureau et revenir avec un dossier contenant les photos des jeunes militaires tués. Les Noirs ont les poignets ligotés dans le dos. Ils ont été abattus par des balles tirées à bout portant dans la tête. Ceux qui avaient la peau blanche, les Touaregs et les Arabes, ont été égorgés et souvent éventrés. ATT accuse les Touaregs du MNLA, Ansar Dine et al-Qaida du carnage. Ce traumatisme a poussé l'armée à la sédition. Le 2 février 2012, des femmes de militaires sont montées au sommet de la colline de la Koulouba pour demander des comptes à Amadou Toumani Touré, l'Assemblée nationale a été envahie par des manifestants et les commerces des Touaregs ont été mis à sac. ATT a tenté de calmer la colère en distribuant des primes aux familles des soldats tués et en changeant de ministre de la Défense. Qualifié de « président guimauve » par un ambassadeur, il a épuisé son crédit. « ATT s'est assis sur les problèmes. Il a fini par sauter comme un bouchon de champagne. C'était un enfumeur, une sorte de charmeur de serpents. On entrait dans son bureau et la réunion se terminait invariablement en maladie du sommeil », explique un ancien ambassadeur français en Afrique de l'Ouest.

Amadou Toumani Touré a longtemps prospéré grâce à son image de « soldat de la démocratie ». En 1991, les Maliens se sont soulevés contre la dictature du parti unique. Porté au pouvoir par cette révolution, le général a organisé l'année suivante, comme il l'avait promis, une élection présidentielle à laquelle il ne s'est pas présenté. Le Mali devenait un modèle en Afrique francophone. Dirigé pendant dix ans par Alpha Konaré, l'un des pays les plus pauvres du continent noir était cité en exemple pour sa bonne gouvernance. Le Mali ne produisait que du coton, du bétail et un peu d'or, mais il apparaissait comme une terre pacifique, loin des turbulences de l'Afrique de l'Ouest, où la guerre sévissait au Liberia et en Sierra Leone. Alpha Konaré était le bon élève de la classe africaine. Cet intellectuel avait eu l'élégance de s'effacer au bout de deux

mandats et de céder son fauteuil à Amadou Toumani Touré. ATT s'était reconverti durant sa traversée du désert dans l'aide au développement et l'humanitaire. « Si je m'étais présenté aux premières élections libres, j'aurais faussé le jeu », disait-il**.** Il avait fait construire, avec des financements américains de la fondation Carter, des dispensaires et des écoles. Il s'était consacré à des missions de bons offices dans des conflits armés au Burundi et en Centrafrique.

Au début de sa présidence, le Mali avait continué à être perçu comme une exception dans une région où le pouvoir s'exerce de préférence à vie, quand il n'est pas héréditaire. Mais la vitrine était trompeuse. La classe politique ne se renouvelait pas, le système tournait en rond, la population voyait les alternances comme un leurre et boycottait les urnes.

Une armée en ruine

Il suffisait pour se rendre compte du marasme d'aller en face, sur la crête Balada, « la colline du savoir », où sont regroupées les facultés. Là-haut, la jeunesse déprimait. « L'université nous apprend surtout à devenir des corrompus et des voleurs. Les profs sont comme nos dirigeants : les bons résultats s'achètent ou s'obtiennent par complaisance. Il y a aussi les notes sexuellement transmissibles pour les filles, les NST », résumait Soumaila, un étudiant en droit. « L'avenir ? Il est incertain. Les diplômes vont servir à décorer les murs. On est dans l'impasse », tranchait Bitnou, une étudiante en gestion.

Le Mali ne décolle pas. Il dépend et il dépend toujours de l'aide extérieure, qui représente 30 % des dépenses courantes de l'État. Poussés par les difficultés, quatre millions de Maliens sont partis vivre à l'étranger, en Afrique et en Europe. En France, Montreuil est leur capitale. Bon nombre de ces émigrés vivent un exil pénible et portent à bout de bras l'économie de leur village en rapatriant au pays leurs revenus. Quant à la corruption au Mali, elle s'est développée en toute impunité à une vitesse galopante malgré les rapports accablants du Bureau du vérificateur général, l'organisme de contrôle de la vie publique de cette démocratie virtuelle.

Le Mali était devenu une sorte d'État fantôme, un « *failed state* », un « État failli », où l'autorité politique et les services gouvernementaux s'effondraient alors que des groupes terroristes et des narcotrafiquants faisaient régner leur ordre.

Dans les chancelleries, l'exaspération montait. « Amadou Toumani Touré est dans le déni », insistait un diplomate français quelques jours avant le putsch. ATT feignait de ne pas se rendre compte qu'il avait perdu le soutien de la population et de son armée.

Le putsch est intervenu plus vite que prévu, le 22 mars 2012. Un coup de sang de soldats de rang du camp militaire de Kati à l'occasion d'une visite du ministre de la Défense a accéléré le projet en gestation. Les mutins se sont emparés du palais présidentiel. Amadou Toumani Touré est parvenu à prendre la fuite à pied. Il a dévalé la colline de Koulouba et trouvé une voiture pour se cacher, avant de fuir pour Dakar, au Sénégal.

À la télévision, les putschistes ont expliqué avoir « mis fin à un régime incompétent et avoir répondu à l'incapacité » d'ATT « à régler la crise dans le nord du pays ». Des manifestants ont défilé dans la capitale pour exprimer leur ras-le-bol des élites corrompues et accuser la France de soutenir le système.

Le capitaine Amadou Haya Sanogo, un officier quasi inconnu, a pris la tête du Comité national de redressement de la restauration de l'État (CNRDRE). Le chef d'État autoproclamé a accroché au mur de son bureau de la caserne de Kati, dans la banlieue de Bamako, un grand portait de lui. Ses débuts ont été délicats. Les habitants avaient vu tomber l'ancien pouvoir sans déplaisir, mais les pays voisins ont organisé un blocus économique tandis que la communauté internationale gelait ses aides. Quant à l'armée, elle était dans la panade. Sur le front, il n'y a pas eu d'effet Sanogo**,** bien au contraire. Les militaires se sont effondrés. Ils ont abandonné sans combat les villes du Nord pour rejoindre en ordre dispersé Mopti, au centre du pays, et Bamako.

Pressé de toutes parts, le capitaine Sanogo a accepté, à contrecœur, d'enclencher un processus de transition en avril 2012. Le président de l'Assemblée nationale, Dioncounda Traoré, un homme du système, a été désigné président de la République par intérim avec pour mission

d'organiser des élections dans un délai d'un an. Le lendemain de sa nomination, il était agressé dans son palais par des partisans de Sanogo. Laissé pour mort, il fut évacué en France pour y être soigné. Son Premier ministre, l'astrophysicien cheikh Modibo Diarra, a eu, aussi, du mal à s'imposer. À la NASA, dans la base de Pasadena, en Californie, il avait piloté plusieurs missions spatiales vers Vénus et Mars. Loin des étoiles, à Bamako, sa trajectoire s'est compliquée. Il est mis à pied en décembre 2012 par les militaires. Des rumeurs de coup d'État circulent à nouveau. L'intervention française contre les groupes islamistes armés de janvier 2013 y a mis un terme.

Incapable d'affronter AQMI et les rebelles touaregs, l'armée malienne a pourtant bénéficié, après le 11 septembre 2001, de soutiens internationaux. Les États-Unis investissent des sommes considérables pour lui venir en aide dans le cadre d'une initiative pan-sahélienne destinée à juguler les menaces terroristes. La coopération concerne surtout la formation, à travers des exercices militaires conjoints. Les Américains entraînent les 420 combattants touaregs intégrés dans l'armée après les accords de 2006 entre Bamako et la rébellion touareg. En janvier 2012, la plupart de ces soldats ont déserté pour se ranger du côté des insurgés du MNLA et du mouvement touareg islamiste Ansar Dine.

En 2009, le Pentagone a accordé un lot d'équipements d'une valeur de 5 millions de dollars, composé de 37 véhicules tout-terrain, 57 postes de radio, de pièces de rechange, de vêtements et d'équipements individuels. Croisé cette année-là dans un grand hôtel de la capitale, un instructeur américain ne cachait pas son désarroi : « On a organisé un stage pour familiariser les chauffeurs à la conduite en situation de danger, lors, par exemple, d'une attaque d'un convoi par des terroristes. Mais la majorité d'entre eux n'a pas le permis de conduire. »

En pleine déconfiture, l'armée est, de plus, divisée depuis le putsch du capitaine Sanogo. En février 2013, alors que les opérations françaises s'intensifient dans le nord du pays, près de la frontière algérienne, la troupe a réglé ses comptes à Bamako. Les bérets verts, les partisans de Sanogo, ont attaqué les bérets rouges, les parachutistes qui servaient de garde rapprochée au président déchu Amadou Toumani Touré. L'affrontement, déclenché par des mesures disciplinaires prises contre les

parachutistes, s'est soldé par deux morts. Le capitaine Sanogo, qui conserve alors encore une forte influence, a voulu dissoudre l'unité dans d'autres corps.

Curieusement, ses bérets verts ne se sont pas déployés dans le Nord pour participer à la reconquête. Ils préfèrent « défendre » leur bastion, le camp de Kati. La visite de cette caserne est édifiante. Des tanks de fabrication soviétique croupissent dans des hangars. Il y a là des T54, des blindés chenillés Chilka, des engins destinés, d'après les modes d'emploi, à tirer des missiles filoguidés. Du matériel hors d'usage, faute d'entretien, ou qui n'a jamais servi.

Le défi est aujourd'hui de reconstruire cette armée en lambeaux. Des instructeurs européens vont s'atteler à la tâche. Il leur faudra plusieurs années de persévérance. Sur le terrain, l'appui français a donné ses premiers résultats : les soldats ne reculent plus comme par le passé devant l'ennemi. La bataille du commissariat de Gao du 10 février 2013 en témoigne. Ce jour-là, une dizaine d'islamistes du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao) occupe le commissariat du centre-ville. Une bataille rangée de plusieurs heures les oppose dans les rues du marché aux soldats qui, une fois n'est pas coutume, ne se sont pas dérobés. Une pluie de balles, de grenades et de roquettes s'est abattue. Ce n'est qu'en fin de soirée que des frappes « chirurgicales » des forces françaises contre une maison où se sont retranchés les jihadistes mettent fin aux combats. Un hélicoptère Tigre a tiré cinq obus de 30 mm dans les pièces, tuant ses occupants.

Que se serait-il passé si les Français n'avaient pas employé les grands moyens ? Pendant longtemps encore, le Mali aura besoin du soutien d'une armée moderne pour s'en sortir.

Un pays en morceaux

La France ne cesse de le répéter : les élections doivent se tenir à l'été 2013. L'objectif est de doter le Mali d'un gouvernement légitime, en mesure de négocier une solution politique à la crise provoquée par le soulèvement touareg. Il est également de rassurer les bailleurs de fonds

internationaux comme les États-Unis, qui refusent de coopérer avec des pouvoirs non issus des urnes. Les délais vont être difficiles à tenir pour des raisons logistiques. L'organisation de l'élection présidentielle en juillet et des législatives en juillet et en septembre tient du casse-tête dans le Nord, où vivait 10 % de la population. Beaucoup d'habitants sont partis. Ceux qui avaient de la famille à Bamako se sont installés dans la capitale. Des réfugiés touaregs croupissent dans des camps au Niger, au Burkina Faso. Les Arabes se sont exilés en Mauritanie et en Algérie. Au total, plus de 430 000 personnes ont fui leur domicile. L'administration pense pouvoir contourner les difficultés en organisant des votes là où se trouvent les électeurs, mais pour de nombreux observateurs, dont des diplomates et des militaires français, il semble peu raisonnable de tenir le pari d'un scrutin dès l'été.

D'autant plus que des élections improvisées dans l'urgence présentent l'inconvénient de ne pas favoriser l'indispensable relève politique dont le Mali a tant besoin. À peine 25 % du corps électoral s'était déplacé pour le scrutin présidentiel de 2007. Faute de nouvelles têtes d'affiche, le score de la participation risque de ne pas être meilleur en juillet. Un tel pourcentage affaiblirait la crédibilité du président nouvellement élu avant même son entrée en fonction. Sa personnalité va, par ailleurs, jouer un rôle primordial. Le pays a besoin d'un homme fort qui soit, selon les mots d'un ancien diplomate, « plus un Bonaparte qu'un Jean Monnet ». D'un rassembleur aussi, car un énorme fossé s'est creusé entre les populations noires d'un côté, les Arabes et les Touaregs de l'autre.

La méfiance entre les communautés est ancestrale. Les Bambaras n'ont pas oublié les pratiques esclavagistes des Touaregs et des Arabes. Elle s'est muée en haine à la suite d'un enchaînement de violences. Des combattants indépendantistes touaregs ont été mis en cause dans les villes qu'ils occupaient à la suite de viols, de destructions et de vols[4]. Les populations noires reprochent surtout aux Touaregs et aux Arabes du MNLA, d'Ansar Dine et d'AQMI, le massacre d'Aguelhok, près de la frontière algérienne en janvier 2012 : plusieurs dizaines de soldats de l'armée régulière faits prisonniers ont été tués par les insurgés. L'hécatombe a causé un énorme traumatisme à Bamako. Elle est cependant l'objet d'interprétations divergentes. Selon un diplomate

français, « les deux camps » pourraient être impliqués dans ce carnage, ce qui laisse supposer qu'il y aurait eu des captifs froidement abattus parmi les militaires, mais aussi dans les rangs des rebelles.

L'armée malienne a, quant à elle, été accusée à plusieurs reprises d'avoir exécuté des civils touaregs, peuls et arabes soupçonnés d'être de mèche avec les insurgés. En janvier 2013, à Konna et à Sévaré, au centre du Mali, des militaires maliens ont exécuté des détenus islamistes et de simples suspects. Selon des témoignages recueillis par des associations de défense des droits de l'homme, des militaires ont écumé des villages et des camps de nomades près de Gourma, au centre-nord, pillant et tabassant les habitants. « Les soldats se sont livrés à des actes de torture et des meurtres », accuse le MNLA. Ces dérives ont aggravé les sentiments de vengeance. Les communautés sont séparées. Il n'y a quasiment plus de Touaregs ni d'Arabes à Bamako, Mopti, Tombouctou, Gao. Dans l'armée, seul le colonel Ag Gamou a échappé à cette fracture. Ce Touareg s'était replié au Niger après la déroute des forces régulières en mars 2012. Resté fidèle à Bamako, il dirige à Gao 500 Hommes bleus, une armée dans l'armée. Mais il est une exception.

Les combattants touaregs en armes tiennent leur fief de Kidal et n'ont pas l'intention d'y laisser l'armée malienne s'y installer. S'ils sont prêts à renoncer à l'indépendance, ils n'envisagent pas de renoncer à leur revendication d'autonomie et ne vont pas se satisfaire, cette fois, de promesses. Échaudés par l'échec des accords de paix de 2006 entre le pouvoir central et les Nordistes, ils vont réclamer des concessions que Bamako n'est pas forcément prêt à accorder.

Pour gagner la paix, il faudra aussi de l'argent, beaucoup d'argent. Le Nord est à reconstruire. L'État doit s'y redéployer. Tout est à faire. Déminer, reconstruire les ponts, réparer le réseau électrique et les stations de pompage, faire revenir les familles en fournissant des semences aux agriculteurs, réhabiliter les écoles tout en évitant les pièges des détournements d'argent et de la corruption. La reconstruction du pays sera longue. Elle ne pourra se réaliser que si les Maliens se réconcilient et recommencent à croire en leur avenir.

1. *Le Figaro*, 30 janvier 2013.

2. Mériadec Raffray, *La Révolte des Hommes bleus*, Éditions Economica, 2013.
3. *Le Figaro*, 15 février 2012.
4. *Le Monde*, 30 janvier 2013.

Chapitre 7

Les dessous de la guerre

Si l'intervention française est jugée, dans tous les milieux, juste et légitime, le pouvoir politique aurait pu la mener bien avant, en s'appuyant sur les militaires qui s'y étaient préparés de longue date. Pris à la racine, estiment certains experts, le problème aurait été plus aisé à résoudre. « Il aurait fallu agir il y a dix ans », affirme Maurice Freund, fondateur de la compagnie aérienne Point-Afrique dans une interview au magazine *France Afrique*. À l'époque déjà, rappelle-t-il, « Pakistanais et Soudanais, financés par l'Arabie saoudite, prêchaient au Mali le wahhabisme, sous forme d'organisation humanitaire ». En comblant les carences des autorités dans le domaine social, ils ont favorisé la prolifération des jihadistes. Les spécialistes de la lutte antiterroriste acquiescent : « On aurait pu régler le problème en 2002 avec 300 hommes en un clin d'œil », pense l'un d'eux.

Aurait-on pu faire autrement ?

Était-il indispensable de déployer de tels moyens militaires pour affronter les jihadistes au Mali ? N'aurait-il pas mieux valu envoyer des commandos assassiner les chefs de groupe, puis repartir une fois cette tâche terminée ? Pour attrayante qu'elle soit, une telle solution aurait pourtant buté sur la légalité internationale, indispensable pour pouvoir agir sereinement hors des frontières. Sans l'aval des pays de la région, l'opération aurait été assimilée à une attaque du Mali par la France. Si Paris avait envoyé, dès l'automne 2012, 200 hommes pour sécuriser Bamako et le sud du Mali, les colonnes de jihadistes ne seraient pas descendues au sud et l'intervention aurait coûté moins cher, suggèrent

certains. Mais un tel scénario n'aurait pas empêché les groupes armés de proliférer au nord et dans les États voisins…

Une opération de communication

La guerre au Mali a été préparée pendant de longs mois. Mais pas seulement par les militaires. Les communicants de la nouvelle équipe au pouvoir qui s'est installée rue Saint-Dominique se sont emparés du dossier Mali, on l'a vu, au début de l'été 2012. Au ministère de la Défense, le sujet a toujours été considéré comme étant de la plus haute importance. La préparation en amont de l'intervention française s'est manifestée par une habile sensibilisation des médias.

Toute guerre est (aussi) psychologique, les responsables politiques et militaires le savent bien. Pour gagner, il est nécessaire de conserver sa liberté d'action tout en diminuant celle de l'adversaire. Mais pour pouvoir agir librement, il faut s'assurer que l'opération soit populaire et qu'elle ne soit pas entravée par de mauvais sondages ou par des manifestations de rue. Il a suffi de quatre morts, des soldats français froidement assassinés par un taliban infiltré dans l'armée afghane en janvier 2012, pour que Nicolas Sarkozy décide d'un départ anticipé d'Afghanistan, brisant ainsi la promesse qui liait entre eux les alliés : « *Together in, together out* » (« Nous sommes entrés ensemble, nous sortirons ensemble »). Longtemps recouvert d'un déguisement, celui d'une opération de maintien de la paix, l'engagement français dans le lointain Afghanistan avait été si mal présenté aux opinions publiques, ses raisons et ses enjeux si insuffisamment expliqués, ses résultats si peu probants, que le prix du sang devenait de plus en plus inacceptable.

L'équipe de François Hollande a tiré les leçons de l'exemple afghan. Les responsables ont multiplié les efforts pour expliquer, justifier l'intervention dans les médias et auprès des opinions publiques, favoriser ou freiner la couverture médiatique en fonction des étapes de la guerre, insister sur les risques et la menace terroriste. La stratégie de communication, quasiment intégrée à l'opération, comme aux États-Unis, s'est avérée payante. Au bout d'un mois, les sondages recueillaient une très large majorité d'opinions favorables à l'opération Serval, qui

devenait ainsi l'intervention extérieure la plus soutenue par les Français depuis la Somalie.

La guerre entre politiques et militaires

Lorsqu'il arrive à l'hôtel de Brienne, Jean-Yves Le Drian veut imposer un « rééquilibrage » des pouvoirs entre les acteurs de la Défense. À l'époque de Nicolas Sarkozy, le chef d'état-major des armées françaises bénéficiait d'un lien direct avec l'Élysée. À l'exception d'Alain Juppé, qui n'y resta que trois mois, les ministres qui défilèrent rue Saint-Dominique furent généralement des locataires effacés, soumis ou pas toujours très au fait de la matière qu'ils avaient à traiter. Parfois placés à l'hôtel de Brienne pour des raisons de politique intérieure, aucun d'eux n'a jamais forcé l'admiration des chefs militaires. Leur rôle à l'hôtel de Brienne s'est souvent limité à celui d'exécutants.

Jean-Yves Le Drian, un « ami de trente ans » de François Hollande, a rompu avec cette tradition. En quelques mois, il s'est imposé comme le véritable patron de la Défense. Un patron qui estime n'avoir de comptes à rendre qu'au chef de l'État. Dès son arrivée rue Saint-Dominique, il opère ce que certains militaires qualifient volontiers en privé de « mini-putsch », en déployant son autorité sur les renseignements extérieurs, les décisions industrielles et les grands subordonnés, en diminuant certaines des prérogatives militaires. Au passage, les ailes du CEMA, le chef d'état-major des armées françaises, affaibli depuis le début de la guerre au Mali, sont rognées.

La modification des équilibres implique de gros changements dans la conduite de la guerre au quotidien. Pendant le conflit en Libye, tout se décidait à l'Élysée. La chaîne militaire avait, *via* l'état-major des armées (EMA) et l'état-major particulier du président (EMP), le monopole de la relation avec le chef de l'État. Le ministre de la Défense était en quelque sorte mis entre parenthèses, l'hôtel de Brienne réduit au rôle de caisse d'enregistrement. Autres temps, autres mœurs. Dans les conseils restreints de la présidence de la République, François Hollande a imposé au premier plan son ami Jean-Yves Le Drian, partenaire désormais obligatoire pour le CEMA et l'EMP.

Depuis le début de l'intervention au Mali, des conseils de défense sont organisés trois puis une fois par jour dans la « *war room* » du ministère. Dans cette sorte d'antichambre des conseils restreints de l'Élysée installée rue Saint-Dominique, on prépare les propositions qui seront faites par Jean-Yves Le Drian à François Hollande. Autour de la grande table ovale, les principaux acteurs de la guerre sont conviés. Les représentants du cabinet : le très influent directeur Cédric Lewandowski, le sherpa du ministre Jean-Claude Mallet, le conseiller diplomatique Nicolas Roche, le grand manitou de la communication Sacha Mandel, le chef de cabinet militaire le général Antoine Noguier, pour les principaux. Les chefs militaires : le général Didier Castres, chef des opérations à l'état-major, le général Christophe Gomart, patron des forces spéciales (COS), le directeur des services de renseignements extérieurs (DGSE) Érard Corbin de Mangoux, qui a été remplacé le 10 avril par Bernard Bajolet, celui des renseignements militaires (DRM) le général Didier Bolelli et celui de l'ancienne sécurité militaire (DPSD) le général Jean-Pierre Bosser. Enfin, le conseil accueille aussi un représentant du ministre des Affaires étrangères, en l'occurrence son directeur de cabinet adjoint. Depuis le 11 janvier, ces conseils se déroulent toujours de la même manière : le directeur de cabinet préside et donne successivement la parole au patron de la DRM, puis à celui de la DGSE, au général Castres, puis au sherpa Jean-Claude Mallet… Et ainsi de suite. Les sujets évoqués le sont toujours dans le même ordre : renseignements, opérations, international, institutionnel, Bamako, communication. « Nous avons imposé un mode de communication transversal en plaçant les chefs du renseignement et ceux des opérations autour d'une même table », se félicitent les stratèges en communication de la Défense.

La nouvelle organisation est « très politique », avoue-t-on rue Saint-Dominique. Dans les états-majors, cette « reprise en main » un peu violente a fait grincer des dents. Le patron de la DGSE, dont les locaux se trouvent boulevard Mortier, dans le 19^{e} arrondissement, aurait moyennement apprécié de devoir traverser tout Paris trois fois par jour pour se rendre rue Saint-Dominique, dans le 7^{e}, en pleine période de crise qui exige de lui une présence quasi permanente à la « Piscine », le surnom des renseignements extérieurs. Au-delà de l'anecdote, les

tensions concernent aussi le fond : « Que pour la première fois, l'hôtel de Brienne abrite un vrai ministre, tant mieux. Mais les politiques en font trop. Ils veulent récupérer tout le pouvoir. C'est comme s'ils ne pouvaient plus s'arrêter ! Les militaires ne veulent pas être relégués en seconde division. Après tout, qui fait la guerre sur le terrain au Mali ? Les ronds-de-cuir du ministère de la Défense ou les militaires ? » fulmine un officier général en colère.

Plutôt satisfaits de se retrouver entre eux sur le théâtre malien, les militaires ont parfois eu l'impression, à Paris, d'être dépossédés de la guerre. Et ce, à un moment où la rigueur budgétaire frappe durement les armées françaises, qui voient fondre l'outil de défense de la France comme neige au soleil depuis plusieurs années. Pas étonnant, dans ces conditions, que l'omniprésence médiatique du ministre de la Défense et des hommes-clés de son entourage, y compris dans la conduite des opérations, produise des frustrations. « Il fallait peut-être un certain rééquilibrage avec le ministère. Mais là, franchement, le balancier est reparti trop loin dans l'autre sens, commente un officier général. Il y a visiblement à l'Élysée une volonté de ne pas mettre en avant les chefs militaires », regrette-t-il.

Rue Saint-Dominique, l'entourage du ministre se défend des « attaques » lancées par les militaires. « Personne ne s'est jamais pris pour un chef de guerre à l'hôtel de Brienne. Mais la défense est un très grand corps social qui ne peut être efficacement géré que grâce à une approche transversale », justifie un haut responsable du ministère. Force est de constater que la nouvelle organisation n'a pas nui au bon déroulement des opérations.

À la tête de cette équipe de choc règne Jean-Yves Le Drian. Breton et taiseux. Le ministre de la Défense n'est guère expansif, pourtant certains militaires trouvent qu'il s'exprime trop et trop souvent à propos de la guerre au Mali. La hiérarchie militaire, qui penche plutôt à droite, apprécie de travailler avec un homme qui n'entend pas jouer les potiches à l'hôtel de Brienne. Même s'il conserve pour les officiers généraux un côté provincial et bourru, l'ancien président du conseil régional de Bretagne leur a fait bonne impression. Il travaille ses dossiers, manifeste de l'empathie. « Avec la guerre, il a surpris positivement. Lui, l'homme

de gauche, semblait défendre une vision de la France, basée sur la puissance, qui sied bien aux militaires », commente un officier général.

Le ministre est un familier des questions de défense : il a été maire de Lorient, ville qui héberge les commandos fusiliers marins et une base aéronavale. Il a longtemps siégé à la commission Défense de l'Assemblée nationale. Il n'aurait pas rêvé d'un autre ministère. Et puis, Jean-Yves Le Drian n'est pas sectaire. Ce n'est pas un hasard si Nicolas Sarkozy lui a proposé le ministère de la Défense à deux reprises. Dans le petit Falcone qui l'emmène au Qatar, en février 2013, le ministre raconte volontiers l'anecdote. C'était en juin 2007, à la veille des élections législatives. « Sarkozy m'appelle, j'étais en train de coller des tracts contre lui. Quand il me propose le poste, je lui dis : "Non, je suis en train de poser des affiches contre toi !" » Les deux hommes, qui ont un ami commun, se connaissent et se tutoient. Et puis surgit un chien, qui s'approche de François Hollande et veut uriner trop près de lui. « Pour m'en débarrasser, j'ai crié plusieurs fois : "va-t-en, va-t'en, va-t'en !". Et puis j'ai réalisé que Sarkozy avait dû croire que je m'adressais à lui… »

Côté militaire, deux hommes, surtout, sont aux manettes. Depuis le début du conflit, le chef d'état-major des armées, l'amiral Édouard Guillaud, très présent sur le dossier libyen, est resté en réserve, ne s'exprimant guère publiquement. À l'état-major des armées, c'est le général Didier Castres qui dirige et planifie, d'une main de maître, l'opération. Dans les conseils de défense, il fait sensation auprès des responsables politiques, qui ne tarissent pas d'éloges sur son « charisme », ses « compétences » et son « courage ». À l'Élysée, le général Benoît Puga, chef de l'état-major particulier du président, joue le rôle d'« accélérateur de particules », selon les termes d'un officier. Il valide les choix de l'état-major auprès du président. Lorsque François Hollande a été élu, personne n'aurait pourtant parié sur le maintien de ce catholique traditionnaliste de droite apprécié de Nicolas Sarkozy à ce poste ultra-sensible. « Mais il était le seul à savoir où étaient les chiottes et la salle de douche », résume une de ses connaissances. Ce terrien doté d'un grand flair politique a su se rendre indispensable. Lorsque François Hollande s'envole à Washington, à peine élu, pour participer au sommet de l'OTAN, en mai 2012, un seul homme connaît les grands dossiers sur

le bout des doigts, a la mémoire des crises du moment : Benoît Puga. Pour avoir suivi de près la situation au Sahel pendant plusieurs années et préparé des scénarios d'intervention, le général était l'homme idoine pour un chef d'État sans expérience internationale. « Il a été sauvé par le Mali », confie un de ses proches. Au printemps 2013, on dit qu'il joue à l'Élysée un rôle plus important que celui d'un chef d'état-major particulier classique. « Le Mali, c'est sa guerre. À l'Élysée, c'est lui le pilote », affirme un diplomate de haut rang. Mais, si le général Puga a su ainsi s'imposer, c'est aussi parce qu'il a comblé un vide politique : celui du Quai d'Orsay.

Le Quai d'Orsay aux abonnés absents

C'est le point faible de l'intervention française au Mali. Si le ministère de la Défense est omniprésent depuis le début de l'intervention, si l'Élysée suit l'affaire heure par heure et si les militaires ont rempli leur mission dans les sables du Sahel, le Quai d'Orsay, lui, semble avoir disparu des écrans-radars. Depuis le début de l'opération, le ministre Laurent Fabius est resté d'une troublante discrétion, comme si l'affaire malienne ne concernait pas les diplomates. Comme si la diplomatie française, qui fut si active en Afrique, ne se sentait pas concernée par les événements. Aucun émissaire ne s'est rendu sur le terrain au début de la guerre pour préparer la paix politique, sans laquelle toute victoire militaire serait vaine. Trois mois après le début de l'opération, l'ambassade de France ne comptait toujours que trois diplomates à Bamako : l'ambassadeur, le premier secrétaire et le deuxième secrétaire. « Les militaires ont pu envoyer 4 000 hommes pour faire la guerre du jour au lendemain et le Quai d'Orsay n'est pas capable d'envoyer deux ou trois hommes en renfort au service de la paix ! » regrette un diplomate, dépité.

L'ancien ambassadeur au Sénégal Jean-Christophe Rufin explique cette absence d'impulsion politique par la volonté du gouvernement de « débrancher la Françafrique ». Le département Afrique du Quai d'Orsay a été déshabillé. La cellule Afrique de l'Élysée, comme le ministre de la Coopération qui servait de courroie de transmission avec les chefs d'État

africains ont disparu. « Il n'y a plus de politique africaine au Quai d'Orsay depuis Nicolas Sarkozy », constate un haut diplomate. La vision qu'avait du Sahel l'ancien président était en grande partie déterminée par la question des otages. « Nous ne laisserons tomber aucun compatriote pris par des terroristes », avait promis le chef de l'État au lendemain de la libération de l'otage Pierre Camatte par AQMI, qui le séquestrait dans le nord du Mali, en février 2010. « Cette phrase a été fondatrice de sa politique au Sahel. Pour Nicolas Sarkozy, le sort des otages français était une obsession », se souvient un diplomate.

François Hollande n'avait guère plus d'appétence pour l'Afrique et les anciennes colonies de la France, même s'il a compris très vite l'importance du dossier malien. Quant à Laurent Fabius, le ministre de la diplomatie française, beaucoup déplorent chez lui une « absence de vision africaine ». Depuis son arrivée au Quai d'Orsay, les nouveaux responsables du continent noir nommés aux postes-clés sont surtout des spécialistes de l'Afrique anglophone, des « swahilistes », spécialistes de la langue et de la culture de l'est du continent. « Quand la guerre a commencé, il n'y avait plus de spécialiste de l'Afrique occidentale pour piloter l'opération », regrette un ancien haut diplomate.

L'omniprésence de la défense dans les questions politiques a aussi une autre raison. Le ministère des Affaires étrangères aurait, dit-on, toujours considéré l'intervention militaire au Mali avec une certaine réticence. Pendant la longue préparation qui a précédé le déclenchement de Serval, le Quai d'Orsay, racontent des diplomates et des officiers, a garanti à l'Élysée que les armées africaines seraient en mesure d'épauler et de suppléer les forces françaises sur le terrain. Les militaires, qui considéraient l'armée malienne comme « une non-armée », rapidement rejoints dans cette analyse par les responsables de la Défense, faisaient au contraire part de leur scepticisme au chef de l'État. « Lorsque les colonnes d'Ansar Dine ont pulvérisé les positions de l'armée malienne à Konna, près de Mopti, le 10 janvier 2013, François Hollande a pris le parti des militaires et du ministère de la Défense », résume un diplomate qui a vécu les événements de l'intérieur.

Au printemps, la crise malienne a fait tomber des têtes dans la diplomatie française. En mars 2013, Christian Rouyer, ambassadeur de

France au Mali depuis 2011, a été limogé pour être remplacé par Gilles Huberson, un diplomate passé par Saint-Cyr qui dirigeait depuis février la mission Mali-Sahel au Quai d'Orsay. Le rappel d'un ambassadeur en temps de guerre est rare. Selon les uns, Christian Rouyer aurait émis des réticences vis-à-vis de l'intervention militaire et n'aurait pas suffisamment informé sa direction de l'évolution de la situation sur le terrain. Pour d'autres, il tenait des propos jugés trop libres par sa hiérarchie. En fait, il aurait tenté d'expliquer que la situation était beaucoup plus compliquée que ce que Paris voulait bien croire. Auparavant, plusieurs hauts diplomates en charge des affaires sahéliennes avaient été mis brutalement à l'écart, pour des raisons sans doute variées, allant de l'incompatibilité d'humeur avec le ministre à certaines libertés prises avec la « ligne officielle ». Laurent Bigot, le sous-directeur Afrique occidentale au ministère des Affaires étrangères, a été écarté sans ménagement. Ce jeune et brillant diplomate avait décrit, dans une intervention remarquée à l'Institut français des relations internationales (Ifri), en juillet 2012, les dangers qui menaçaient le Sahel ainsi que les maux qui le gangrénaient : « Je crains que nous ne soyons pas au bout de nos surprises à Bamako. Il faudrait que le langage de vérité soit celui qui soit adopté par la nouvelle stratégie française pour le Mali. Car, sans langage de vérité, pas de solution », disait-il alors. Il avait décrit le Mali comme une « démocratie de façade » et fait part de son inquiétude pour la stabilité du Burkina Faso voisin. Il a été remplacé par un spécialiste de l'Afrique anglophone, Laurent Viguier. Également remerciés, Jean-Félix Paganon, le représentant spécial pour le Sahel, nommé à ce poste en juin 2012, et Élisabeth Barbier, directrice Afrique-Océan Indien.

Officiellement, cette reprise en main n'est qu'une « adaptation », destinée à répondre à la « nouvelle phase » de l'opération Serval au Mali. Après les combats militaires est venu le temps de promouvoir la réconciliation nationale et le développement. Or, Paris, après avoir été en retrait sur le dossier par rapport aux militaires, s'impatiente face aux lenteurs du processus politique à Bamako, alors que des élections sont prévues en juillet. L'allié principal de Paris, le président par intérim Dioncounda Traoré, est isolé. Dans la sphère politique, c'est surtout

l'ancien chef des putschistes, Amadou Sanogo, qui occupe le terrain. Ceux qui suivent le dossier doutent de la possibilité d'organiser le scrutin à la date prévue dans de bonnes conditions. « Mais personne n'ose le dire au ministre », regrette un diplomate qui critique le fonctionnement du ministère des Affaires étrangères. « Depuis l'arrivée de Laurent Fabius, le Quai fonctionne comme la cour de Louis XIV. Le plus important est de faire plaisir au roi. »

Éclipsé par Jean-Yves Le Drian, qui a la préférence des plateaux télévisés depuis le début de la guerre, Laurent Fabius a voulu reprendre la main. En février, une *task force* provisoire, baptisée « mission Mali-Sahel » et chargée des volets politique, diplomatique, sécuritaire et économique, a été créée au ministère. Une commission est aussi chargée de promouvoir la réconciliation politique, notamment avec les Touaregs. Mais ces initiatives diplomatiques n'ont pas donné dans l'immédiat de résultats concrets, alors que les militaires ont d'ores et déjà amorcé leur retrait. « On a traîné avant de prendre les choses en main, et maintenant on veut faire porter le chapeau à des diplomates qui n'y sont pour rien », regrette un familier du Quai. Le Mali est un État failli. Mais le Quai d'Orsay hésite à le reconnaître. « Les succès militaires français sont remarquables. Ils sont même au-delà de ce que nous pouvions espérer. Mais ils risquent de devenir une illusion d'optique devant les défis institutionnels et politiques auxquels nous faisons face aujourd'hui au Mali », prévient l'eurodéputé Arnaud Danjean, de retour d'une mission au Sahel.

Au Mali, les militaires ont écarté la menace terroriste. Pourtant, cela ne suffit pas. Le fond du problème étant politique, ce sont les politiques, français et africains, qui devront le résoudre. « Si le vide politique n'est pas rapidement comblé, on risque de mettre en danger les militaires sur le terrain et de gâcher la victoire », prévient un diplomate très au fait des affaires maliennes.

Chapitre 8

Une région musulmane en fusion

Lors de sa visite en décembre 2012, moins d'un mois avant l'intervention française au Mali, François Hollande a eu la confirmation au cours de ses entretiens avec Abdelaziz Bouteflika que l'Algérie ne lui mettrait pas des bâtons dans les roues. Le rapprochement s'était amorcé en octobre grâce aux efforts de Jean-Félix Paganon, le conseiller de la France pour le Sahel, nommé depuis ambassadeur au Sénégal. Durant le voyage de deux jours du chef de l'État français, le président algérien ne s'était pas exprimé, mais il avait laissé à son hôte le soin d'expliquer que les deux nations ne pouvaient pas accepter « qu'AQMI s'installe dans le nord du Mali ».

L'Algérie, partenaire particulier

La « convergence » n'était pas gagnée d'avance. Au début de l'automne 2012, la France était favorable à une intervention armée urgente, si possible dès le premier trimestre de l'année suivante. L'Algérie ne voulait pas en entendre parler et prônait le dialogue avec les mouvements touaregs de la région pour obtenir leur rupture avec al-Qaida. À défaut de soutenir le plan franco-africain, Alger a, en définitive, accepté de ne plus s'opposer à un déploiement de forces armées de l'ancien colonisateur dans un désert qu'il considère pourtant comme son arrière-cour. « Il n'y a pas d'incompatibilités entre eux et nous. On est d'accord sur l'essentiel, c'est-à-dire sur la nécessaire lutte contre le terrorisme et sur la volonté de briser le statu quo imposé par les insurgés », expliquait un membre de l'entourage du président français.

Alger, qui partage quelque 1 400 kilomètres de frontière avec son voisin malien, n'a jamais voulu traquer ses islamistes armés hors de son territoire. Son armée n'a pas bougé lorsque le Mujao a kidnappé à Gao, en avril 2012, sept diplomates algériens. Principale puissance militaire régionale, l'Algérie n'a pas fédéré ses voisins pour s'attaquer au fléau du terrorisme. La coopération a été une fiction, faute d'un état-major conjoint et de la mobilisation de forces communes. « Les généraux algériens n'étaient, si on regarde de près, pas trop mécontents de ce qui se passait au Mali. Ils pratiquaient une immunothérapie qui consistait à entretenir un petit virus islamiste pour justifier une forte défense », commente un diplomate français longtemps en poste dans la région.

Soucieux de jouer la carte touareg, Alger a exercé un rôle de facilitateur dans les conflits entre les rebelles du nord du Mali et le pouvoir central. Ses émissaires ont longtemps entretenu des liens très étroits avec des Touaregs pro-islamistes. Ils se sont aussi servis de notables arabes pour s'informer des dessous des affaires d'otages et – lorsque cela semblait bon pour leurs intérêts – pour amplifier des rumeurs sur les négociations. D'autres facteurs sont intervenus dans l'attitude ambiguë d'Alger, comme, par exemple, la corruption de certains officiers, qui expliquerait, avec l'immensité des zones à surveiller, la porosité d'une frontière où les trafics de carburants et d'armes sont monnaie courante.

En ne faisant aucun commentaire pendant l'opération Serval, Alger a suivi une ligne mêlant réserve diplomatique et coopération technique. Les autorités algériennes ont autorisé le survol du territoire par les avions de chasse, fermé la frontière avec le Mali et échangé des renseignements. Elles auraient, dit-on, autorisé un ravitaillement par l'Algérie en carburant et en munitions des forces françaises qui progressaient près de sa frontière dans la région de Tessalit.

Dans le même temps, elles campent sur leur position en faveur d'un règlement politique. Elles considèrent qu'il n'est pas possible d'éradiquer le terrorisme par l'envoi d'un corps expéditionnaire et prônent la mise en place d'un gouvernement multiethnique. « Alger entend continuer à avoir son mot à dire au Mali. Certaines questions ont été mises sous le boisseau, mais elles peuvent ressurgir », note un haut responsable

militaire français. « Alger n'a rien fait qui puisse nous gêner pendant l'opération, mais qu'en sera-t-il après ? » s'interroge-t-il.

« Au centre de la solution », selon une formule de l'ex-chef du département d'État américain Hillary Clinton en octobre 2012, l'Algérie redoute d'être confrontée sur son sol aux salafistes après leur défaite dans le nord du Mali. Selon les services de renseignements français, plusieurs cadres d'AQMI auraient trouvé refuge dans le Sud algérien, attendant des jours meilleurs pour reformer leur base au Mali ou tenter un remake de la prise d'otages massive en janvier 2013 sur le site gazier d'In Amenas, près de la frontière libyenne.

Victoires tchadiennes

Précieux allié de la France, le Tchad est le grand gagnant politique de la guerre au Mali. Snobé par ses pairs, Idriss Déby n'avait pas été associé aux réunions de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), qui prétendait, dès avril 2012, dépêcher sur place une force pour résoudre la crise. Son pays n'était certes pas membre de cet organisme, mais il aurait pu avoir son mot à dire. En septembre, lorsque les plans d'intervention française ont commencé à émerger, Déby hésitait sur la marche à suivre. À Paris, l'idée d'une participation tchadienne a fait son chemin dans les milieux de la défense, mais le Quai d'Orsay s'inquiétait des conséquences d'une collaboration militaire avec N'Djamena. Des diplomates jugeaient les règles d'engagement de l'armée tchadienne peu compatibles avec les normes européennes. Ils rappelaient qu'Idriss Déby n'était pas un démocrate. L'un de ses opposants, Ibn Oumar Mahamat Saleh, n'avait-il pas disparu en février 2008, enlevé à son domicile lorsque la rébellion tchadienne venue du Soudan avait failli le renverser ? Cinq ans après le rapt, son corps n'a pas été retrouvé et les auteurs du kidnapping bénéficient d'une impunité absolue. À peine élu, François Hollande avait fait savoir qu'il ne transigerait pas sur la question du respect des droits de l'homme en Afrique. Il a depuis changé d'avis, si l'on en juge par le rapprochement franco-tchadien intervenu en décembre à la faveur d'une visite de Déby à

l'Élysée. Un revirement douteux sur le plan de la morale, mais bien utile sur le plan militaire.

Dès le début de l'opération Serval, Idriss Déby a claironné l'envoi d'un contingent de 2 000 hommes avec à sa tête son fils adoptif, le général Mahamat Déby. Président d'un pays pauvre, il a pris soin de faire financer son équipée par Paris.

Ses troupes, composées notamment de Zaghawas, le clan d'Idriss Déby, ont foncé sur Gao, poussé plus au nord jusqu'à Kidal, puis ont investi les nids d'AQMI dans les massifs proches de la frontière algérienne. Elles étaient à l'aise sur un terrain qui leur rappelait les plateaux du Tibesti. Lors d'un violent assaut, en février 2013, les forces tchadiennes ont perdu 26 hommes, mais ont réussi à percer les défenses des islamistes au cours d'affrontements au corps-à-corps dans les monts de Tigharghar.

Fort de ses succès, Idriss Déby a tancé ses homologues de la Cédéao le 27 février 2013 à Yamoussoukro en Côte d'Ivoire. Il a dénoncé la lenteur du déploiement de la Mission internationale de soutien au Mali (Misma). « L'heure n'est plus aux discours mais à l'action », avait-il lancé, ajoutant à l'adresse des soldats maliens : « Votre place est au front. Nous vous attendons au nord. » Seul pays présent aux avant-postes, avec dans une moindre mesure le Niger, le Tchad n'hésitait pas à donner des leçons et à reprendre toute sa place sur la scène ouest-africaine. En Centrafrique, il aurait discrètement aidé les rebelles de la Séléka, des opposants au président Bozizé coalisés dans un mouvement armé, à s'emparer du pouvoir à Bangui en mars 2013. Idriss Déby, que l'on disait menacé par l'effondrement de la Libye de Kadhafi et par l'effet contagieux du vent de changement des révolutions arabes, a réussi un redressement spectaculaire.

L'Afrique de l'Ouest, perdant politique

Si le Tchad a le vent en poupe, les pays de la Cédéao se sont distingués par leur manque de cohérence. Ils étaient pourtant partis tambour battant après le putsch du capitaine Sanogo, le 22 mars 2012. Alassane Ouattara,

le président ivoirien, s'était prononcé pour l'envoi au Mali d'une force régionale, avant de tergiverser, comme les autres chefs d'État de la région. C'est que les promesses se heurtaient au mur de la réalité : en Afrique de l'Ouest, les armées, y compris la plus robuste, la nigériane, souffrent de graves carences. Les troupes ont peu ou pas d'expérience et souvent un commandement défaillant.

Prise de vitesse par l'intervention française de janvier 2013, la Misma[1] a déployé 6 000 hommes qui sont souvent arrivés sans matériel ni véhicules. Les Togolais, par exemple, ont débarqué d'un avion belge sur le tarmac de l'aéroport de Bamako avec pour toutes armes une kalachnikov et deux chargeurs par soldat.

La plupart des pays participant à cette force n'ont pas les moyens de pourvoir à leurs besoins. Les contingents de la Misma doivent être intégrés dans la force de maintien de la paix des Nations unies de 11 000 Casques bleus qui devrait être opérationnelle en juillet 2013, aux côtés de la « force parallèle » chargée de continuer à traquer les jihadistes. Ce basculement vers l'ONU va permettre un financement par la communauté internationale. Avec une réduction de ses troupes, qui vont passer de 4 000 à 1 000 hommes d'ici la fin de l'année, la France restera au cœur du dispositif [2].

Le Mali sera-t-il un nouvel Afghanistan ?

« Mission accomplie ». En mai 2003, sur le pont du porte-avions *Abraham Lincoln*, de retour du golfe Persique, le président George Bush était tellement sûr de la victoire absolue que les troupes américaines venaient de remporter sur Saddam Hussein en Irak, qu'il avait fait imprimer le message sur une large bannière. Il était loin, très loin de penser que cet épisode, symbolisé par la chute de Bagdad et le démantèlement de la statue du dictateur au centre-ville, n'était qu'une bataille dans la guerre et que les vaincus n'avaient ni courbé l'échine ni dit leur dernier mot. D'un conflit classique, on allait passer en Irak à une forme d'affrontement plus insidieuse : la guerre asymétrique, celle qui oppose une armée puissante à des combattants irréguliers, beaucoup

moins bien équipés. Dans ce type de conflit que les Français connaissent bien pour l'avoir mené en Algérie, en Indochine et aux côtés des Américains contre les talibans en Afghanistan, le « fort » a toujours du mal à gagner contre le « faible ». Face à la puissance de feu des armées occidentales, ce dernier se dérobe généralement sous les coups, leur préférant une « retraite stratégique » plus prometteuse. En Afghanistan comme en Irak, les talibans et les insurgés sunnites se sont mêlés à la population, confondus avec un terrain qu'ils connaissent et maîtrisent, attendant pour frapper des jours meilleurs. Dans les deux pays, les armées américaines ont tardé à infléchir leur stratégie et à mettre en place une guerre de contre-insurrection, ce qui explique en partie leur échec, notamment en Afghanistan. Le conflit malien, qui oppose une puissante armée occidentale à des insurgés moins bien armés mais qui ont une connaissance intime du terrain, présente de nombreuses similitudes avec les guerres d'Irak et d'Afghanistan. Il s'agit, là aussi, d'une guerre asymétrique.

Autre ressemblance entre les deux situations : la « qualité » du jihad. Pour les extrémistes religieux et pour ceux qui veulent faire le coup de feu contre la France, le Mali est, selon l'expression du juge Marc Trévidic, « un pays à la talibane ». Comme en Afghanistan, on y pratiquait la charia dans le Nord et les groupes armés y revendiquaient l'application d'un « vrai islam ». Alors, talibans et islamistes sahéliens, même combat ? Dans les deux pays, depuis le déclenchement de l'opération Serval, les apprentis jihadistes peuvent à la fois pratiquer l'hijra (quitter une terre de mécréants pour une terre d'islam pur) et le jihad. Le retour aux sources et la guerre sainte : un « must » dans la mouvance jihadiste.

Dans les conflits asymétriques, l'affrontement des volontés joue souvent au détriment des armées classiques. « Les jihadistes du Sahel se voient comme des remparts contre l'impiété. Ils mènent une lutte sacrée et sont prêts à mourir pour Dieu. Ils sont dans une logique de guerre totale, alors que les Occidentaux ne veulent que livrer une "guerre limitée" », commente le chercheur de l'Institut français des relations internationales (IFRI) Marc Hecker, dans un article pour le blog « Ultima Ratio ». Les militaires qui ont combattu dans le massif des Iforghas dans

le nord du Mali le disent : « Les combattants d'AQMI luttent comme des chiens. Plus durement que les talibans au début de la guerre d'Afghanistan. Les combats sont acharnés. Ces gars-là n'ont aucune peur de mourir, au contraire. Ils se battent jusqu'au dernier souffle. »

Le temps joue également en faveur des insurgés. Si la stratégie américaine menée en Afghanistan en 2001 et en Irak en 2003 fut vaine, c'est aussi parce qu'il faut, pour occuper efficacement le terrain dans une guerre de contre-insurrection, des centaines de milliers de soldats et de longues années de patience. Autant de « qualités » dont ne disposent plus forcément les puissances occidentales, surtout pour des conflits qui se déroulent loin de leurs frontières.

« Peut-on gagner de telles guerres ? » s'interroge un ancien ambassadeur à Kaboul. Depuis les années 2000, la guerre a changé de nature. Comme paraît lointaine l'époque des conflits yougoslaves, des guerres classiques faites de fronts mouvants mais visibles, qui avancent et reculent, et dont le dernier, le Kosovo, n'a pourtant même pas quinze ans… « En Afghanistan, la coalition a réussi à contrer l'insurrection, mais elle n'en vient pas à bout. Il y a autant de talibans aujourd'hui qu'au début de la guerre. Dans la contre-insurrection, une guerre ne se gagne que politiquement. Mais cet objectif a aussi raté en Afghanistan », poursuit le diplomate européen.

Déstabilisé par les frappes françaises, AQMI conserve des ressources et surtout la volonté de combattre contre la France. Les attaques-suicides et les infiltrations menées par le Mujao dans la région de Gao en mars et en avril prouvent que ce groupe n'a pas non plus renoncé au combat. « Ils ont tout intérêt à attendre notre départ, puis à intensifier la guerre asymétrique », prévient un officier français. Quels sont les risques concrets ? Des actions offensives ponctuelles, contre les militaires français ou leurs alliés africains. Des actions de commandos visant les intérêts français et des prises d'otages, au Mali ou ailleurs, au Niger, en Mauritanie.

Barack Obama, qui a fait du retrait d'Irak et d'Afghanistan l'un des principaux objectifs de son premier mandat, a tiré les leçons des échecs de son prédécesseur. Il a repris à son compte celle qui consiste à penser que la solution contre le terrorisme, si elle existe, ne se résume plus à

envoyer de forts contingents pour tenter de contrôler des zones incontrôlables. Les responsables français en sont eux aussi convaincus : pour éviter l'enlisement, il faut partir rapidement.

Une guerre sans fin ?

Mi-avril, cent premiers parachutistes ont été rappelés à Paris. C'est le front du Nord-Est, occupé par AQMI, qui a été allégé, alors que les opérations de ratissage se poursuivaient plus au sud contre le Mujao, autour de Tombouctou et de Gao. Ce début de retrait est une décision avant tout politique, qui vise à réaffirmer que les troupes françaises n'ont pas vocation à rester au Mali. Le calendrier officiel prévoit un désengagement progressif des effectifs, qui ne devraient plus compter que 2 000 hommes en juillet 2013. « Nous nous retirons lentement, de façon pragmatique et claire[3] », a affirmé Jean-Yves Le Drian. Car la France n'entend pas s'enliser dans les sables du Sahel. Encore moins s'épuiser dans une course sans fin contre le terrorisme. « Il vaut mieux revenir dans dix ans pour frapper à nouveau en cas de besoin que de rester dix ans sur place comme en Afghanistan », dit un officier général.

Pour autant, la France maintiendra des troupes, a promis François Hollande, « le temps qu'il faudra ». C'est-à-dire celui qui sera nécessaire pour pérenniser ou finaliser les principaux objectifs que s'était fixés Paris : sécuriser les zones libérées, détruire les chefs jihadistes, casser les reins d'AQMI, rechercher les otages et protéger une réconciliation politique.

Les militaires, dont c'est le métier, le savent bien : la guerre ne se déroule jamais selon les plans. Elle a aussi tendance à échapper à ceux qui l'ont déclarée. Il est aussi toujours plus facile d'entrer sur un théâtre que d'en sortir. « Le bout de la guerre, c'est assurer un état de paix meilleur qu'avant. Ce sont les circonstances qui font les conditions du retrait. Le désengagement français total ne se fera que lorsque la stabilisation sera assurée », explique le général Vincent Desportes, ancien directeur de l'École de guerre.

Tout en étant jugée indispensable, l'arrivée des Nations unies dans le jeu de cartes malien, même si sa force est dotée de 11 000 hommes, ne rassure guère les états-majors. Les Casques bleus seront-ils réellement capables de lutter contre la résurgence d'éléments jihadistes lorsque les forces françaises auront tourné les talons ? Les missions de paix des Nations unies s'installent généralement sur un théâtre d'opérations lorsque la paix est déjà là. Ou alors, elles échouent, comme en Bosnie au début des années 1990. « Une opération de paix ne peut pas avoir lieu si la paix n'est pas instaurée. Or, la question vaut la peine d'être posée : y a-t-il une paix à garder au Mali ? » s'interroge un diplomate.

Il faudra du temps en effet pour pouvoir former efficacement les armées africaines. Après dix ans d'efforts, les alliés n'y sont pas arrivés en Afghanistan. Tout le monde sait l'état de délabrement de l'armée malienne, son absence de cohésion. Le premier bataillon de soldats maliens formés par l'Union européenne ne devrait pas être opérationnel avant juillet, selon le général français François Lecointre, qui commande la mission de formation de l'armée malienne (EUTM). Si tant est que les pays européens accélèrent leur déploiement… Auditionné par le Sénat américain, le responsable du Pentagone Michael Sheehan n'a pas pris de gants le 9 avril 2013 pour parler des soldats de la Cédéao, « une force totalement incapable ».

Les forces spéciales resteront longtemps au Sahel, prédisent les officiers français. Tout en baissant progressivement la garde dès le printemps, Paris maintiendra sur le terrain une force d'intervention rapide capable de se porter au secours des contingents africains réunis sous la bannière de l'ONU s'ils se trouvent en difficulté, de frapper ponctuellement les groupes qui feraient mine de relever la tête et de protéger les intérêts français dans la région. Elle devra être dotée d'unités des forces spéciales, mais aussi d'avions et d'hélicoptères de combat, capables de mener des raids en cas de besoin. Une sorte de force « *over horizons* » d'un millier d'hommes, parallèle à celle des Nations unies, sur le modèle de l'opération « Licorne » en Côte d'Ivoire, qui exercera une pression constante sur les jihadistes. L'insistance française pour que l'élection présidentielle au Mali ait lieu en juillet, malgré l'impréparation politique et l'insécurité, suppose également le maintien d'effectifs

suffisants pour que le scrutin puisse se dérouler dans des conditions acceptables.

Le maintien à long terme d'éléments armés dans la région n'est pas jugé incompatible avec le retrait annoncé du contingent français. Il avait d'ailleurs été anticipé par la hiérarchie militaire. « Le Sahel ressemble finalement à une vieille guerre. On y fait ce qu'on y a toujours fait et ce qu'on y fera toujours. Du moins tant que les États africains seront incapables de s'opposer aux extrémistes », commente un ancien chef des renseignements. Il cite volontiers l'exemple du Tchad, où l'intervention française, lancée en 1969, qui ne devait durer que quelques mois, se poursuit toujours aujourd'hui ! De mission Manta en opération Épervier, elle a simplement changé de nom.

Paris renoue ainsi avec ses traditions. Serval marque « le retour à une forme classique d'intervention de la France, comme au moment de la guerre froide », constate le colonel Michel Goya, également historien, dans son blog « La voie de l'épée ». Entre 1977 et 1980, Paris a mené 14 opérations militaires en Afrique, toutes couronnées par des succès. Le colonel y voit le savoir-faire des armées françaises, qui repose sur une chaîne de commandement rapide, un « consensus sur l'emploi discrétionnaire des forces », des unités pré-positionnées, des éléments en alerte et « des moyens de transport et de frappe à distance ». Ce système permettait aux forces françaises « d'éteindre l'incendie au plus tôt » sans rester trop longtemps sur place. Michel Goya reprend l'exemple du Tchad, où la France a combattu de 1969 à 1972 contre le Front de libération nationale (Frolimat). Cette expérience constitue selon lui le meilleur exemple de contre-insurrection moderne réussie. La sécurité a été rétablie dans une zone deux fois grande comme la France, le contexte n'est pas sans rappeler la situation au Mali.

Mais les stratèges ont d'autres raisons d'espérer. Contrairement à l'Afghanistan, où les talibans et leurs alliés jihadistes s'appuyaient sur l'ethnie pachtoune, la greffe jihadiste n'a pour l'instant pas pris au Mali. Si le Mujao est enraciné dans la population locale, la plupart des cadres d'AQMI sont étrangers et considérés comme tels par les Maliens. Les islamistes sont loin d'avoir au Sahel le soutien populaire qu'ils ont sur d'autres terres de jihad. En Afghanistan, les talibans ont bénéficié du

soutien du Pakistan voisin, qui a joué le rôle de mère nourricière pour les jihadistes et de refuge pour les combattants traqués par les forces américaines. Depuis que l'Algérie a accepté de participer à la lutte antiterroriste au Mali, notamment en fermant ses frontières, il paraît désormais improbable qu'elle offre à AQMI et à ses alliés la profondeur stratégique dont ont bénéficié les talibans au Pakistan.

1. La Misma qui est remplacée à partir du 1er juillet 2013 par la Minusma (Mission intégrée des Nations unies pour la stabilisation du Mali) comprend notamment le Bénin, le Burkina Faso, le Niger, le Nigeria, le Sénégal, le Togo et, depuis mars 2013, le Tchad.

2. Calendrier du retrait : départ de 2 000 hommes en juillet 2013, puis de 1 000 hommes supplémentaires avant décembre 2013.

3. Déclaration à Europe 1, 9 avril 2013.

Chapitre 9

Les conséquences

À l'université d'été de la Défense qui se tenait à Brest en septembre 2012, le chef d'état-major des armées françaises, l'amiral Édouard Guillaud, avait placé le continent noir au cœur de son discours. « Le grand retour de l'Afrique doit être mieux pris en compte », avait-il affirmé. Il se doutait déjà que la France aurait à combattre prochainement les groupes armés islamistes au Sahel. Il s'inscrivait aussi en faux contre les projets africains du précédent Livre blanc de la Défense, celui de 2008, commandé par l'ancien président Nicolas Sarkozy. Persuadé qu'il fallait s'adapter à la nouvelle donne géopolitique, qui connaissait depuis le 11 septembre 2001 une inflexion vers l'Orient, l'ancien chef de l'État a créé une nouvelle base militaire à Abu Dhabi, aux Émirats arabes unis. Installée juste en face de l'Iran, surveillant grâce à ses bateaux-écoutes les activités militaires de cette puissance menaçante, la nouvelle emprise française dans le détroit d'Ormuz offre à la France une position stratégique au sein d'un Moyen-Orient en ébullition. Pour l'Élysée, elle devait normalement s'accompagner de la fermeture d'une partie des implantations africaines de la France. Libreville au Gabon, Abidjan en Côte d'Ivoire, Djibouti, Dakar au Sénégal, N'Djamena au Tchad, Ouagadougou au Burkina Faso, le quartier général des forces spéciales… De toutes les implantations africaines de la France, le précédent Livre blanc avait prévu de n'en conserver que deux, l'une sur la façade atlantique, l'autre sur la façade orientale : Dakar à l'ouest et Djibouti à l'est. Mais la partie africaine du Livre blanc 2008 n'a pas été entièrement appliquée. Certes, la plupart des bases ont vu leurs effectifs réduits. Mais elles n'ont pas été fermées. Beaucoup, aujourd'hui, s'en félicitent.

Le retour de la « Françafrique » ?

Après la Côte d'Ivoire et la Libye, l'intervention au Mali a rappelé que les implantations africaines sont indispensables lorsqu'il faut intervenir vite et dans l'urgence sur le continent africain. La base de N'Djamena, au Tchad, qui constitua dès les premières heures l'un des piliers logistiques de l'opération Serval, devait normalement disparaître… Les chefs militaires l'affirment de manière catégorique : jamais la France n'aurait pu intervenir si rapidement et avec autant d'efficacité sans ces implantations.

Une fois de plus, l'Afrique a rattrapé le pouvoir. Une fois de plus, le principe de réalité a chamboulé les plans. L'intervention Serval signe-t-elle pour autant le retour de la « Françafrique », dont tous les chefs d'État nouvellement élus promettent de se débarrasser ? Ou donne-t-elle au contraire l'occasion à Paris de refonder sur des bases plus saines ses relations avec le continent noir ? Pendant sa campagne électorale, François Hollande avait promis de mettre fin à la diplomatie parallèle en Afrique. Il avait juré d'abattre ce système opaque hérité de la décolonisation qui faisait trop souvent passer les relations personnelles et privilégiées entre dirigeants et la défense d'intérêts particuliers au-dessus des principes républicains. Et poussait parfois les militaires, sur ordre du politique, à sauver des régimes impopulaires ou illégitimes. Ou au contraire à les renverser. En 1979, le dictateur centrafricain Jean-Bedel Bokassa fut chassé du pouvoir par l'opération « Barracuda » menée par des commandos français. Au début des années 1990, la France de François Mitterrand a fourni des troupes, de l'argent et des conseils militaires pour défendre le régime du président rwandais Juvénal Habyarimana, dont l'assassinat, le 6 avril 1994, précipita le déclenchement du génocide des Tutsis. Le président hutu représentait le camp francophone, qu'il fallait à tout prix défendre pour empêcher l'avancée du Front patriotique rwandais (FPR) de Paul Kagame, soutenu par l'Ouganda voisin, pays anglophone allié des États-Unis. En 1997, la France s'opposa à la chute du président centrafricain Ange-Félix Patassé en ouvrant le feu sur des combattants rebelles. Avant de le lâcher *in fine*, les Français ont sauvé le régime de l'Ivoirien Laurent Gbagbo. Pendant

toute la période de la guerre froide, les dinosaures africains, considérés comme des garants de la « stabilité », ont été soutenus par la France. Mais la chute du Mur de Berlin a provoqué sur le continent noir ce que Jean-Christophe Rufin nomme une « Paristroïka ». Des turbulences ont éclaté et des leaders neufs, moins avides et moins dépendants de la protection de Paris que leurs aînés, ont pris la relève. Avec ce changement géopolitique, les vieux réflexes auraient dû être abandonnés. Mais Paris ne lâchera ni « ses » dictateurs africains ni ses vieilles méthodes sur le continent. Un seul exemple : en avril 2006, les militaires tirent sur une colonne de rebelles qui font route vers N'Djamena et offrent une aide logistique au président tchadien Idriss Déby.

Aujourd'hui, en Afrique, François Hollande veut soutenir la démocratie, mais faire cesser l'ingérence française. Il parle de « transparence » et de « multilatéralisme ». Il prône pour résoudre les problèmes africains des solutions africaines, mises en pratique par des organisations régionales.

Certes, les promesses des candidats à la présidence de la République n'engagent, on le sait bien, que ceux qui les écoutent. Surtout lorsqu'elles ont pour sujet le continent noir. François Mitterrand avait lui aussi promis d'assainir les relations franco-africaines. Mais les partisans de la « Françafrique » étaient revenus aussi vite qu'ils avaient été chassés.

Les choses ont commencé à bouger avec Nicolas Sarkozy, qui, lorsqu'il arrive au pouvoir, promet de « définitivement tourner la page des complaisances et des officines » entre la France et l'Afrique, de se débarrasser des « vieux réseaux » qui appartiennent selon lui à « un autre temps ». L'ancien président supprime la cellule Afrique de l'Élysée en 2007 et renégocie les accords de défense avec les anciennes colonies, effaçant leurs clauses secrètes, celles qui permettaient à l'armée française de se porter au secours des régimes menacés.

François Hollande portera-t-il le coup de grâce à ce système ? Certains signes le laissent penser. Lorsque François Bozizé, le président centrafricain, demande à la France d'intervenir, en décembre 2012, pour sauver son régime, l'État français lui oppose une fin de non-recevoir. Paris affirme haut et fort ne plus vouloir être le gendarme de l'Afrique francophone. La France veut bien envoyer des troupes pour protéger ses

ressortissants, mais elle ne veut plus se mêler de politique intérieure africaine. C'est une vraie rupture, qui résonne avec le discours de Dakar prononcé en octobre 2012 par le président de la République. Elle a d'ailleurs une nouvelle fois été consommée en Centrafrique à la fin du mois de mars 2013, lorsque le président Bozizé est finalement tombé sans que la France lève le petit doigt pour le retenir.

Le bilan est plus mitigé au Mali. En envoyant les avions de chasse, les forces spéciales et les hélicoptères de la République pour protéger le régime de Bamako, François Hollande fait une entorse à sa promesse de ne plus intervenir « directement » en Afrique, avec des troupes combattantes, pour y soutenir un gouvernement. L'opération Serval marque néanmoins une inflexion sensible de la politique extérieure française en Afrique, puisqu'au Mali l'action de Paris s'est appuyée sur le soutien des États africains.

L'intervention ne visait pas seulement, comme avant, à secourir un régime, mais à protéger la France et l'Europe de la menace terroriste. Serval a pris pour cible des groupes armés en partie étrangers, qui remettaient en cause l'intégrité du pays et voulaient commettre des actions terroristes contre les « croisés ». Jean-Christophe Rufin n'exclut pas que l'intervention au Mali constitue l'acte fondateur d'une nouvelle grande politique africaine de la France. Serval pourrait même être selon lui « la première pierre » de cette nouvelle politique africaine, écrit-il dans *Le Figaro*[1].

En France, la politique africaine ne fait pas l'objet d'un consensus. En raison de la proximité géographique de l'Afrique, des liens politiques et culturels qui ont uni pendant si longtemps la France à ses anciennes colonies et de la faiblesse des États africains, certains estiment que le temps d'une « deuxième indépendance » pleinement assumée est venu, d'autres qu'il serait illusoire de croire que Paris n'interviendra plus sur le continent noir. Le nouvel ordre mondial, pensent-ils, exige au contraire davantage de France en Afrique. Occupés ailleurs, en Asie et dans le Pacifique, préoccupés par la situation en Syrie et le dossier du nucléaire iranien, les Américains ne peuvent et ne veulent plus agir partout. Ils se disent d'autant plus soulagés de « sous-traiter » les crises africaines à la France que c'est une « spécialité » délicate que Paris maîtrise mieux que

les autres. « On ne peut sortir du rôle de gendarme de l'Afrique ni par de bonnes intentions ni par des discours. La France restera le gendarme de l'Afrique tant que l'Afrique ne parviendra pas à se gendarmer elle-même », dit l'un d'eux.

D'autres considèrent que le terme de « Françafrique » n'est qu'un « gadget » détourné de son sens historique, puisque son inventeur, l'ancien président ivoirien Houphouët-Boigny, évoquait une histoire commune, une communauté de destin. « Des réseaux affairistes, il y en a partout. Pas seulement en Afrique, mais au Moyen-Orient, au Proche-Orient, partout. Il est inutile de vouloir normaliser notre relation à l'Afrique, car cette relation n'est pas normale et elle ne va pas le devenir du jour au lendemain », commente un diplomate.

Selon lui, l'intervention au Mali, et, avant elle, les succès militaires obtenus en Libye en 2011 et en Côte d'Ivoire au moment de la chute de Laurent Gbagbo la même année, montrent au contraire que l'Afrique est la dernière zone au monde où la France peut compter comme une grande puissance et où elle est attendue. « Il n'y aura pas d'autre endroit comme ça dans le monde pour la France. Au Mali, nous avons créé une surprise stratégique, nous avons bouleversé le jeu. C'est notre connaissance du continent qui a fait la différence. Il ne faut pas en avoir honte. Il faut en profiter pour insuffler un second souffle, une nouvelle ambition à notre politique africaine. »

La revanche de l'armée de terre

Les racines militaires de la France sont d'abord terriennes. Mais ces derniers temps, l'armée de terre avait le blues. Contrainte de plier bagage avant terme et surtout avant ses alliés américains et britanniques, elle avait mal vécu le retour d'Afghanistan en 2012. Sur le terrain, en Kapisa, en Surobi et à Kaboul, elle avait fait de son mieux et obtenu une victoire tactique contre les talibans. Mais, face à l'écrasante supériorité numérique des forces américaines en Afghanistan[2], les officiers français n'ont jamais eu leur mot à dire dans les grandes décisions, alors qu'ils observaient la stratégie décidée à Washington, qu'ils jugeaient

inadéquate, entraîner lentement mais sûrement la coalition à l'échec. Les dégâts collatéraux des bombardements américains, notamment, ont eu des effets désastreux en provoquant l'hostilité de la population et en rendant vains tous les efforts entrepris par la suite pour « gagner les cœurs et les esprits ». « Aucune bonne tactique ne peut renverser les conséquences d'une stratégie défectueuse », commente un officier général.

L'armée de terre a également eu le sentiment d'avoir été mise de côté en Libye, où l'opération, avant tout fondée sur les frappes aériennes, avait parfois été érigée en modèle d'intervention pour le futur : une guerre efficace, limitée dans le temps, et peu dangereuse pour les militaires. Tout le contraire de l'Afghanistan. La dissuasion nucléaire ayant été sanctuarisée par l'Élysée, l'armée de l'air portée aux nues par la crise libyenne et le concept de « maritimisation » mis sur le devant de la scène à cause des pirates somaliens et des questions énergétiques, l'armée de terre redoutait d'être la principale victime des arbitrages budgétaires en préparation.

Enfin, ce nouveau pouvoir politique qui promettait que la France ne ferait plus la guerre au sol… Une tendance lourde dans l'histoire des armées françaises. Après chaque conflit de haute intensité dans lequel les forces terrestres ont joué un rôle primordial, le pouvoir est tenté de réduire les capacités terrestres en pensant que l'action au sol et les conflits longs et durs appartiennent désormais au passé. « Or, l'histoire prouve que le principe de réalité conduit régulièrement à toujours engager, dans des conditions imprévues, dans des crises que l'on n'imaginait pas, des contingents terrestres importants », écrit le général Vincent Desportes dans les « Libres propos » de la revue *Prospective Terre*. Notre récente intervention au Mali en constitue selon lui une preuve éclatante : « Quelle que soit la fatigue des opinions occidentales après une décennie d'Afghanistan, certaines crises futures nécessiteront une action d'ampleur au sol, en volume ou en durée. »

Les terriens ont toujours dit qu'une guerre se gagnait *in fine* au sol et que le modèle libyen était une illusion. « On peut rêver de mondes qui n'existent pas, où l'on éviterait les affrontements des hommes et la nécessité des contrôles physiques des espaces. Tant que l'homme restera

une réalité charnelle, tant qu'il vivra au sol au milieu des humains, les conflits et les crises débuteront toujours et se gagneront in fine au sol, au milieu des hommes », poursuit l'ancien directeur de l'École de guerre.

Serval a tout changé. Les armées françaises ont une nouvelle fois confirmé la qualité de « nation cadre » de la France, sa « capacité d'entrer en premier », c'est-à-dire d'ouvrir un théâtre d'opérations dans l'urgence. Dans le Sahel, les terriens ont montré leur excellence tout en rappelant qu'ils restaient indispensables. En Afrique, l'armée de terre a retrouvé un champ de bataille qu'elle maîtrise bien. Elle espère aujourd'hui réaffirmer sa prééminence, ou plutôt démontrer que les moyens classiques ne doivent pas être sacrifiés sur l'autel de la rigueur.

De nouvelles relations avec les États-Unis

La réussite de Serval est aussi un gage de crédibilité vis-à-vis de nos alliés, notamment américains. « La solution militaire choisie pour le Mali est finalement celle que les Américains nous demandaient d'appliquer ! Washington n'a jamais cru à l'habillage de l'Union européenne et des forces africaines. Les États-Unis voulaient que les Français aient une capacité de frappe plus forte », explique un proche du dossier. Vis-à-vis du Sahel, les États-Unis ont d'abord privilégié une approche indirecte, mélange de soutien technique et politique. Pendant de longs mois, ils ont observé avec inquiétude, depuis leurs drones, le développement exponentiel des groupes jihadistes. Ils ont aussi progressivement renforcé leur dispositif militaire dans la région. « Ils attendaient qu'on y aille et je pense que, si on ne l'avait pas fait, ils auraient agi. Nous les avons devancés. Ils nous ont dit à quel point ils étaient admiratifs de l'opération. Nous avons marqué des points », se félicite un responsable militaire.

Au Mali, comme en Libye avec les Britanniques, la France a assuré le leadership de la guerre. Après la guerre du Golfe, les interventions dans les Balkans, en Bosnie et au Kosovo, puis le conflit afghan, au sein duquel la France avait avant tout joué le rôle d'une alliée des États-Unis, les opérations dans la zone sahélienne marquent le retour de Paris à une autonomie de décision et d'engagement plus forte. Le temps des

interventions largement pilotées par les États-Unis semble aujourd'hui révolu. « Cette autonomie n'avait jamais réellement été perdue », la France ayant toujours « conservé ses organes de décision propres », développé et adapté « ses outils de programmation et de commandement opérationnels aux conflits modernes », écrivent les auteurs de l'ouvrage dirigé par Thomas Flichy, *Opération Serval au Mali* [3]. Mais avec la Libye et le Mali a émergé une volonté politique d'affirmer cette autonomie. Serait-ce, comme le suggèrent les co-auteurs, « le début d'une phase de réhabilitation ou de reconsidération de la Défense en France » ?

C'est ce que suggérait en tout cas le baromètre établi fin janvier 2013 par l'institut de sondages Ipsos sur la perception des opérations extérieures de la France dans l'opinion. Sans surprise, 69 % des Français approuvent l'intervention au Mali. Mais les autres opex (opérations extérieures) recueillent également de très forts taux d'adhésion : 78 % pour la lutte contre les pirates en Somalie, 50 % pour le Liban et 49 % pour le Kosovo, alors que le maintien de 500 militaires en Afghanistan, afin d'effectuer des missions de formation, recueille un taux d'approbation de 62 %. À l'heure où tous les budgets sont comprimés, 66 % des sondés estiment qu'il faut maintenir ou augmenter celui de la Défense. En novembre 2011, ils étaient 65 % à penser exactement le contraire. Les Français sont presque aussi nombreux aujourd'hui à penser que la France doit rester une grande puissance militaire et diplomatique dans le monde et ne pas affaiblir son outil de défense. L'intervention au Mali a ravivé des sentiments de fierté chez les Français. Dans un contexte de crise économique et de forte inquiétude pour l'avenir, au milieu des turpitudes d'une classe politique décrédibilisée, la réaffirmation de la souveraineté française rassure. Rien à voir avec l'indifférence qui avait accompagné l'engagement en Afghanistan, une guerre lointaine dont les Français n'ont jamais vraiment eu l'impression qu'elle les concernait directement. Après l'espérance des dividendes de la paix issue de la fin de la guerre froide, les Français ont l'impression de vivre une nouvelle période d'incertitudes et ils comptent sur leur armée pour défendre les couleurs nationales et assurer leur sécurité.

Le regain d'intérêt pour les armées et la défense découle aussi de l'effacement progressif des États-Unis en Europe et au Moyen-Orient. En Libye, les Américains sont volontairement restés en seconde ligne, préférant influencer et agir de l'arrière (« *leading from behind* ») plutôt que diriger les opérations. Washington a amorcé le déplacement de ses intérêts stratégiques vers l'Asie et le Pacifique tout en annonçant des coupes dans le budget de la Défense. Au Mali, où l'administration Obama ne veut pas assister militairement un gouvernement issu d'un coup d'État, la même distance a été reproduite. Après l'embourbement en Irak et en Afghanistan, les États-Unis n'envisagent plus d'envoyer des troupes au sol s'ils n'y sont pas contraints. Les leçons de l'Afghanistan ont fait évoluer la doctrine militaire américaine. Dans les cercles militaires, il est désormais acquis que face à des groupes terroristes ou hostiles, qu'il s'agisse des talibans en Afghanistan ou d'AQMI dans le désert du Sahel, le déploiement de centaines de milliers de fantassins n'est pas seulement inadapté, mais également contre-productif. La solution prônant une augmentation des capacités militaires des forces locales et des actions ciblées contre les groupes et les chefs est jugée plus efficace et moins coûteuse, en hommes comme en argent.

Discret, le soutien américain – renseignements, drones, ravitaillement en vol – a néanmoins été essentiel en Libye. Il a aussi été conséquent au Mali, où les États-Unis ont à nouveau suppléé efficacement aux carences des armées françaises lorsqu'elles prennent la direction des opérations. « N'oublions pas que les Américains fournissent 30 % de nos capacités de ravitaillement en vol et 28 % du transport stratégique », rappelle un responsable militaire. Sans compter l'aide en renseignements fournie par les drones. Au Sahel, les Américains, malgré leur discrétion, ont aussi leurs intérêts, notamment sécuritaires. Et une tête qu'ils réclament à tout prix : celle de Mokhtar Belmokhtar, le responsable de l'attaque terroriste du site gazier In Amenas en Algérie, que Washington soupçonne également dans l'attaque contre le consulat américain de Benghazi, en Libye, à l'automne 2012. Les Américains n'ont pas entièrement exclu une éventuelle participation à la guerre du Sahel. « Débusquer AQMI des montagnes et attaquer son leadership est un boulot pour une force bien plus capable. L'ONU ne peut faire cela et nous ne devons pas attendre

d'elle qu'elle le fasse. Ce sera aux Français, peut-être avec notre soutien, de s'en occuper », a affirmé, en avril 2013, l'un des responsables du Pentagone, Michael Sheehan, devant le Sénat. Il a jugé l'opération Serval « absolument excellente ».

En théorie, le virage stratégique des États-Unis, et donc celui de l'OTAN, devrait pousser l'Europe à se saisir de façon plus autonome des problèmes de sécurité de son bassin d'influence naturelle. C'est pourtant loin d'être le cas…

La mort de l'Europe de la défense ?

Avec le Sahel, l'occasion de relancer le serpent de mer qu'est l'Europe de la défense était toute trouvée. Une menace urgente et immédiate qui, de part sa proximité géographique, devrait concerner le continent entier. Paris s'est félicité du soutien de principe apporté par les États européens à l'opération Serval, puis de la décision de créer une mission de formation de l'armée malienne sous l'égide de l'Union européenne, à laquelle doivent théoriquement participer 550 soldats européens. Dans l'entourage de François Hollande, on espère que la crise malienne servira « d'accélérateur » à la défense européenne.

Il y a loin, pourtant, des paroles aux actes. Non seulement les efforts déployés pendant de longs mois par Paris pour monter une opération européenne avant l'intervention ont en grande partie capoté. Mais la France se retrouve seule ou presque dans les sables du Sahel, sans avoir pu se trouver de partenaires, au milieu d'une Europe atone au niveau militaire. Hormis un soutien politique, fort peu risqué d'ailleurs, et quelques avions de transport, force est de constater que les alliés européens de la France n'ont manifesté aucune solidarité militaire. En deux mois et malgré leurs faiblesses, les forces africaines ont réussi l'exploit de mobiliser 6 000 hommes sur le terrain. L'Europe n'a pas été capable de suivre l'exemple. Certes, la France, qui se savait capable de mener Serval seule, n'a pas réclamé l'envoi de forces combattantes à ses partenaires européens. Elle attendait cependant davantage d'appui dans d'autres domaines que le combat direct. Elle a dû supplier les Vingt-Sept, faire plier des pays comme la Belgique ou l'Espagne pour qu'ils

acceptent de fournir des soldats censés protéger les instructeurs de l'UE, ceux-là mêmes qui doivent former l'armée malienne. La mission européenne avait pourtant été approuvée par ces mêmes 27 membres, qui, en outre, avaient reconnu que la stabilité de l'Afrique dépendait très largement de l'extinction du foyer jihadiste qui se propage au Sahel.

Le Sahel aurait pu et dû être un laboratoire grandeur nature d'une politique de défense européenne. Depuis des années, la zone était placée sous surveillance de l'Europe. Il y a trois ans, la question avait déjà été évoquée à Bruxelles par Paris. En mars 2011, le Conseil de l'Europe avait adopté un texte, baptisé « stratégie pour le Sahel ». Mais les deux volets de cette stratégie – politique de développement et politique sécuritaire – n'ont jamais été mis en place. Au lieu de redynamiser le vieux projet européen, la crise au Mali semble au contraire l'avoir enterré.

Paris a-t-il eu tort de lancer ses troupes sans consultation avec ses partenaires ? Non. Il aurait été illusoire de croire que les Européens puissent se mettre d'accord aussi rapidement. Le budget de la Défense allemand est peut-être sur le point de dépasser celui de la France, mais Berlin n'a aucune volonté de s'engager dans des opérations combattantes. Les armées britanniques sont épuisées par l'Irak et l'Afghanistan. Londres s'est toujours opposé au projet d'Europe de la défense et à son emblème, la création d'un quartier général européen permanent. Quant aux autres pays, ils ne paraissent guère concernés par les événements du Sahel. Ou affirment ne pas avoir les moyens d'en assumer les conséquences. En plein milieu de la guerre en Libye, l'Espagne avait rappelé son porte-avions faute d'argent pour pouvoir continuer à financer son déploiement. « Que la France se débrouille », disent en substance les pays européens. Notamment ceux du Nord et de l'Est, dont la priorité en matière de politique extérieure reste l'ancienne URSS.

Si l'Europe de la défense ne fonctionne pas, sans doute est-ce parce que les États européens n'ont pas la même perception de la menace. Pour indispensable qu'elle soit jugée par ses défenseurs, qui voient en elle le seul moyen de préserver la puissance et l'influence du continent dans un monde globalisé, la concrétisation de l'Europe de la défense nécessite,

préviennent les experts, la mise en place préalable d'une Europe politique, d'une vraie diplomatie européenne.

À moyen et à plus long termes, la désespérante absence de l'Europe au chapitre de la défense et des affaires étrangères risque de coûter cher au vieux continent. Partout en Europe, les budgets militaires diminuent, alors que les menaces au mieux se maintiennent, au pire augmentent. L'Europe consacre en moyenne 1,6 % de son PIB à la défense, contre 5 % pour les États-Unis. Elle désarme, alors que le monde entier réarme. Les budgets militaires des pays émergents flambent : la Chine prévoit de doubler le sien d'ici 2015, la Russie investit à nouveau dans des programmes militaires d'envergue. Pour la première fois, les dépenses militaires des pays d'Asie ont excédé celles des pays d'Europe en valeur en 2012, affirme l'Institut international pour les études stratégiques (IISS) dans son rapport annuel sur les armées. L'évolution reflète tout à la fois, selon l'institut, le souci de la Chine de s'affirmer comme une puissance militaire et les difficultés économiques de l'Europe. L'Iran poursuit sa marche vers la bombe malgré les sanctions de la communauté internationale, la Corée du Nord défie le monde avec ses menaces nucléaires. Sans partage du fardeau au niveau européen, beaucoup redoutent que les États-Unis et la Chine deviennent les partenaires privilégiés de l'Afrique au XXIe siècle…

Le vide sécuritaire qui se dessine en Europe est d'autant plus dangereux que les États-Unis ont entamé, depuis l'arrivée de Barack Obama à la Maison-Blanche, un « pivotement » vers l'Asie et le Pacifique, délaissant en partie le vieux continent. Ainsi, le parapluie militaire américain sous lequel ont longtemps vécu à l'abri bien des pays européens est en train de se refermer progressivement. Pourtant l'Europe, sans doute trop habituée à son confort, refuse d'en tirer les leçons.

La guerre et le Livre blanc

Le Mali a-t-il sauvé les armées françaises ? Après une longue période de réflexion, François Hollande a tranché, dans le conflit qui a opposé le ministère de la Défense à Bercy au printemps, en faveur du premier. Le

président, également chef des armées, a assuré que le budget de la Défense conserverait dans les années qui viennent son niveau actuel, rejetant ainsi les coupes drastiques que voulait lui imposer le ministère du Budget. Populaire en France, saluée par nos alliés, notamment américain et britannique, l'opération Serval dans le Sahara a sans doute largement contribué à éviter le pire aux armées françaises. Jusqu'à quand ?

Le succès remporté par les militaires au Mali et le faible nombre de morts masquent en effet de nombreuses faiblesses dans les forces armées. Au moment du déclenchement de l'opération, ce sont d'abord les Gazelle, des hélicoptères non blindés, qui ont été envoyés au front, le temps que les Tigre, plus résistants mais en nombre insuffisant, rejoignent le front. « Au niveau logistique, on a souvent été limites. On a eu de la chance de ne pas avoir plus de casse », résume un officier.

La guerre au Mali a confirmé des insuffisances déjà constatées en Libye, où les avions ravitailleurs américains avaient assuré 80 % des missions. La France manque toujours aussi cruellement d'avions de transport et de drones. Dans un rapport rendu public en 2012, la commission des Affaires étrangères et de la Défense du Sénat avait estimé que le format des armées était « juste suffisant ». Déficits capacitaires, vétusté du matériel, report des programmes : l'état des lieux avait déjà été jugé préoccupant avant le Mali. Le chef d'état-major, l'amiral Édouard Guillaud, le reconnaissait lui même : le contrat opérationnel prévu par le Livre blanc de la défense 2008 – pouvoir envoyer 30 000 hommes à l'extérieur pendant un an ainsi qu'un groupe aéronaval et 70 avions de combat – n'était pas réalisable. L'armée française manque désormais de profondeur stratégique, d'autonomie et de munitions, préviennent les experts.

Ces carences seront-elles corrigées dans les années qui viennent ? Rien n'est moins sûr. Crise économique, rigueur budgétaire, croissance nulle… Avec le nouveau Livre blanc de la défense et la loi de programmation militaire (LPM) qui en tire les conclusions budgétaires, les militaires s'attendent à une nouvelle réduction dans les effectifs et les moyens, même si les scénarios les plus noirs ont été écartés. Si elle a limité les dégâts, la décision présidentielle n'est pas jugée suffisante pour redresser la barre. En raison de l'inflation, le budget continuera à s'éroder

lentement. Or les armées ont déjà beaucoup souffert ces dernières années. Elles n'ont toujours pas digéré la réforme imposée par le précédent gouvernement en 2008, laquelle s'est traduite par la réduction de 54 000 hommes.

En 1960, le budget consacré à la Défense était de 5,44 %. Le général de Gaulle, qui avait entrepris de doter le pays de la bombe nucléaire, voulait asseoir la « grandeur de la France » à l'international. Depuis, le budget des armées n'a cessé de chuter, pour atteindre aujourd'hui 1,5 % du PIB. Sous la gauche comme sous la droite, il a souvent été considéré comme une variable d'ajustement.

Il est communément acquis dans les armées qu'il est impossible de préserver l'outil de défense d'un pays en dessous du seuil de 1,5 %. La norme OTAN est fixée à 2 %, limite estimée par l'Alliance du traité Nord-Atlantique pour assurer la souveraineté d'un pays et maintenir à un niveau suffisant ses capacités technologiques et industrielles. C'est donc, à moyen terme, l'influence de la France, sa capacité à défendre sa place et ses intérêts dans le monde qui sont en jeu si le pouvoir venait à toucher, ne serait-ce que d'un cheveu, à ce seuil symbolique. Le maintien de 1,5 % du PIB pour la Défense « n'obéit pas seulement à la rationalité économique, mais correspond aussi aux objectifs constants de la politique extérieure de la France : préserver l'indépendance nationale face aux certitudes de l'avenir, assumer nos responsabilités envers nos ressortissants et nos alliés, pouvoir entraîner avec nous ceux de nos partenaires européens qui le veulent. [Car] la défense est un enjeu fondamental pour le pays », écrit Etienne de Durand dans *Le Monde*[4]. Des arguments qui prennent d'autant plus de place que seules deux armées en Europe, la britannique et la française, sont capables de mener des missions de combat d'envergure hors de chez elles. Et que l'expérience malienne a montré que les autres pays européens ne sont pas près de mettre la main à la pâte, ni au porte-monnaie…

Chaque guerre, dit-on, prépare la prochaine. Avec Serval, « nous avons retrouvé les vertus de la réactivité qui faisait une partie de notre force à l'époque des interventions nationales françaises. Il reste à retrouver celles de l'endurance, qui en constituait l'autre partie », écrit Michel Goya

dans une note consacrée à l'intervention au Mali dans « La voie de l'épée ».

Dans un monde idéal, l'intervention au Mali aurait dû largement inspirer le nouveau Livre blanc de la défense commandé par François Hollande lorsqu'il est arrivé à l'Élysée. En partie rédigé avant le déclenchement de la guerre, le document, qui décrit les perspectives stratégiques pour les années à venir et dresse un état des lieux des menaces, devait pourtant, en principe, être rendu public avant la fin de l'opération. « Serval a tout changé. Il faudrait revoir la reconfiguration de l'outil militaire, redéfinir notre politique en Afrique. La publication du Livre blanc aurait dû être décalée de six mois, le temps d'avoir le recul nécessaire pour prendre les bonnes décisions », regrette un diplomate.

Où en est la menace terroriste ?

L'application de la charia dans le nord du Mali avait entraîné l'augmentation du nombre de jihadistes prêts à quitter la France, considérée comme un « pays de mécréants », pour aller se battre dans une région où était appliqué « le véritable islam ». L'intervention française au Mali a eu un premier effet direct sur la menace terroriste : « Plus aucun jihadiste ne quitte la France pour le Mali. Du moins pour l'instant. Les contacts ont été coupés avec Tombouctou », affirme un responsable de l'antiterrorisme français.

Plus que le Mali, les services de renseignement et les spécialistes de la lutte antiterroriste s'inquiètent pour l'heure de la situation en Syrie. Depuis 2011, ils ont enregistré au moins 80 départs de militants islamistes hors de France pour rejoindre les rangs des opposants au régime de Bachar el-Assad. « Les candidats au jihad étant d'abord intéressés par les combats, il est normal qu'ils aient été davantage attirés par la Syrie, où ils font rage depuis un an et demi, que par le Sahel, où ils n'ont vraiment commencé qu'à la fin du mois de février », explique un spécialiste du dossier. Au sein de la mouvance salafiste internationale, le Mali n'a pas encore atteint le prestige d'autres « terres de jihad ». La

Syrie possède un autre avantage : elle est facile d'accès. Plus que le Waziristan[5] et davantage que le Mali.

À moyen terme, la menace, pourtant, demeure. « Ceux qui sont partis au Mali, même s'ils ne sont pas nombreux, peuvent revenir en France aguerris, avec la volonté d'exporter le combat dans leur pays d'origine et de lutter contre les "croisés français" », poursuit le spécialiste. Les prises de guerre des forces françaises dans le nord du Mali ont confirmé l'existence de vrais projets terroristes. « Il y a des centaines de Mohamed Merah en puissance dans le Sahel », prévient un responsable français. Le risque est multiple : une infiltration par des réseaux étrangers, le retour du front des jihadistes français, l'embrigadement de jeunes dans les quartiers ou des actions terroristes. Il concerne aussi les intérêts français dans la zone sahélienne. En intervenant seule, la France s'est désignée comme le principal ennemi des jihadistes. « Nous sommes dans la ligne de mire », prévient le juge antiterroriste Marc Trévidic.

Aux yeux des jihadistes, Serval a permis au Mali d'acquérir un statut rare et recherché : celui de « vraie terre d'islam attaquée ». Les militants extrémistes peuvent y mener de front les deux combats les plus recherchés, la *hijra* et le *jihad* : le retour aux sources et la guerre. Ces deux ingrédients, préviennent les responsables de la lutte antiterroriste, sont les mêmes qu'en Afghanistan. Et ils sont explosifs.

En donnant un coup de pied dans la fourmilière, l'intervention militaire a provoqué l'éparpillement et le fractionnement des groupes islamistes. Mais, au niveau régional, une forme « d'union sacrée terroriste » semble se dessiner, prévient l'expert Nicolas Huard dans le blog « Ultima Ratio »[6]. Dans la région, les alliances se font et se défont, les connexions idéologiques se branchent et se débranchent, se mélangent aux économies criminelles, mais partagent une même ligne salafiste radicale. Les opérations coup de poing des armées françaises contre AQMI et ses alliés Ansar Dine et le Mujao dans le nord du Mali ne peuvent laisser indifférents des groupes comme Boko Haram, basé au Nigeria, mais venu à plusieurs reprises dans le Sahel malien pour s'entraîner. Les différentes organisations ont aussi en commun les mêmes moyens de financement. Elles se livrent aux mêmes trafics, de drogue, de cigarettes ou d'otages. Au sein des différents groupes salafistes de la

région, les services de renseignements ont noté une volonté de coordonner leurs efforts.

L'intervention risque de fédérer les groupes terroristes africains en légitimant et en renforçant le discours anti-occidental des jihadistes, prévient Nicolas Huard. La prise d'otages revendiquée par le groupe nigérian Boko Haram en février 2013 dans le nord du Cameroun montre que Serval sert déjà de prétexte à des initiatives anti-occidentales. Né en 2012 d'une scission de Boko Haram et spécialisé dans les attaques anti-occidentales, le groupe Ansaru a revendiqué l'enlèvement d'un ingénieur français, puis de sept employés étrangers dans le nord du Nigeria « sur la base des transgressions et des atrocités commises envers la religion d'Allah au Mali ». Mais l'élan jihadiste ne se limite pas à la région. Al-Qaida dans la Péninsule arabique (AQPA) a appelé au jihad contre l'intervention française pour « soutenir les musulmans du Mali ». Le 7 avril 2013, l'Égyptien Ayman al-Zawahiri, le nouveau chef d'al-Qaida, a appelé les musulmans dans un message en ligne à « résister et patienter » devant l'intervention française, les exhortant à « infliger une nouvelle défaite aux croisades mondiales » : « Je préviens la France qu'avec la volonté de Dieu, elle connaîtra le même sort que celui qu'a connu l'Amérique en Irak et en Afghanistan », a-t-il menacé.

Quelles seront à terme les répercussions de Serval sur la mouvance islamiste sahélienne ? Bienheureux qui pourrait aujourd'hui le dire. Le combat n'est ni perdu ni gagné d'avance, dans cette région qui s'islamise. « Si on empêche les réseaux de se reconstituer, alors, ce sera gagné. Les groupes péricliteront », prédit un responsable de la lutte antiterroriste.

1. Jean-Christophe Rufin, *Le Figaro*, 31 janvier 2013.
2. Au plus fort de la guerre, 100 000 Américains, 4 000 Français.
3. Thomas Flichy (dir.), *Opération Serval au Mali,* Éditions Lavauzelle, 2013.
4. Étienne de Durand, *Le Monde*, 2 mars 2013.
5. Le Waziristan est une région du Nord-Ouest du Pakistan dans les zones tribales, à la frontière de l'Afghanistan. La région est le bastion d'al-Qaida et de clans talibans qui lui sont affiliés : elle est

fréquemment frappée par drones commandés depuis les États-Unis, qui veulent éliminer ces supplétifs de Ben Laden.
6. Nicolas Huard, « Le nouveau jihad africain », Ultima Ratio, 11 mars 2013.

Conclusion

Militairement, l'intervention française au Mali fut une opération d'une rare efficacité. Mais les victoires militaires ne résoudront pas la question de la présence terroriste dans la région. De même qu'elles ne suffiront pas pour imposer la paix. « À elle seule, la projection de puissance ne parvient qu'à des résultats ponctuels dans la bataille et non à des succès stratégiques dans la guerre. Elle permet difficilement le contrôle politique des effets produits », écrit le général Vincent Desportes dans *Prospective Terre*.

Pour capitaliser les succès militaires, il faudra promouvoir une approche globale au Mali. Le succès de l'opération Serval dépendra beaucoup de la viabilité d'une solution politique entre le Nord et le Sud. « La suite ne peut être que politique. Elle passe par une reconstruction de l'État. Si le Sud et le Nord ne se parlent pas, l'opération peut durer indéfiniment. Soit le politique prend le relais. Soit il loupe le coche et alors nous aurons gagné la guerre mais perdu le Mali », prévient un responsable militaire.

Dans le Sahel, la France tient une véritable chance de réussir. Les enjeux sont grands. Bien abordés, ils peuvent aussi être ambitieux, favoriser la reconstruction de l'État malien et, pourquoi pas, l'émergence dans cette partie de l'Afrique d'une nouvelle voie, qui ne soit ni celle de la démocratie occidentale ni celle de l'islamisme radical ni celle de la dictature. « L'ensemble ouest-africain n'a jamais été dans une posture aussi favorable au développement et il faut savoir en profiter », affirme Jean-Christophe Rufin.

Pour cela, il faudra beaucoup investir. « Le vrai test sera, sur le terrain, la capacité de la France à favoriser la transition politique démocratique, à se garder des erreurs commises en Irak, en Afghanistan, en Libye », souligne Gilles Kepel dans *Le Monde*[1]. Les expériences de ces dix dernières années ont montré la complexité des opérations de stabilisation et de contre-insurrection. Mais à l'heure de la mondialisation, alors que le

jihadisme constitue « un défi de civilisation », il faudra, poursuit le spécialiste, « une stratégie internationale » et « une maîtrise des enjeux de société complexes ».

La France ne peut réussir au Mali que si elle construit une solution politique autorisant un désengagement rapide de ses forces militaires. Les exemples irakien et afghan ont montré avec quelle rapidité une intervention de « libération » pouvait se transformer, pour les populations locales, en occupation du pays. La décennie passée a mis en lumière un dilemme dont les puissances occidentales ne savent pas comment sortir : si l'intervention armée d'une puissance extérieure à la région est nécessaire, elle ne peut pour autant se permettre de rester. Entre ces deux impératifs sans lesquels il ne saurait y avoir de succès durable – partir et rester –, Paris devra composer avec finesse.

Les objectifs doivent aussi être limités et modérés. En Afghanistan, la volonté d'imposer une démocratie à l'occidentale fut contre-productive. Il faut accepter au Mali des scénarios moins idylliques. « Le Mujao restera sans doute longtemps une métastase dans le pays, pense un responsable militaire. Il ne faut pas s'acharner à faire disparaître tous les jihadistes. S'il y a une baisse générale du terrorisme et des trafics, les Africains pourront gérer cette menace résiduelle. Il ne faut pas être trop ambitieux. Il faut trouver un niveau de tolérance acceptable pour tout le monde. »

Tout cela implique de sortir de la diplomatie passive qui a été celle du Quai d'Orsay depuis le début de l'intervention, et d'obtenir un soutien moins frileux de l'Europe. « Dans l'incapacité de créer un cercle vertueux et sans États forts, la guerre contre les jihadistes sera une guerre de Sisyphe », prévient le colonel Michel Goya.

1. Gilles Kepel, *Le Monde*, 18 janvier 2013.